

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
MASTER EN SCIENCES DE GESTION



**LES DETERMINANTS DE LA PERFORMANCE FINANCIERE DES
BANQUES COMMERCIALES DES PAYS DE LA COMMUNAUTE EST
AFRICAINNE (CEA) : UNE ANALYSE EN PANEL DYNAMIQUE SUR LA
PERIODE DE 2014 - 2021**

Par :

Eric SINZUMUNSI

Mémoire

présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du Diplôme de

Master en Sciences de Gestion

Spécialité : Finance

Sous la Direction du :

Pr. Prisca NIYUHIRE

Bujumbura, Juin 2023

IDENTIFICATION DES MEMBRES DU JURY

Président : Pr. Alexis BIZIMUNGU

Directeur : Pr. Prisca NIYUHIRE

Lecteur principal : Pr. Rédempteur NTAWIRATSA

DEDICACES

A Notre Chère Femme et A Nos Enfants;

A Notre Père;

A Notre Regrettée Mère;

A Nos Frères et Sœurs.

SINZUMUNSI Eric

REMERCIEMENTS

Nombreux sont ceux qui nous ont aidé, conseillé et soutenu au cours de toutes ces années d'études. Toutes ces personnes ont accompagné nos premiers pas dans la recherche et sans elles, nous n'aurons pas pu mener ce mémoire à son terme. Ces quelques lignes sont pour elles.

Nous tenons, tout d'abord, à remercier Pr. Prisca NIYUHIRE, enseignante à l'Université du Burundi et directrice de ce mémoire, pour son encadrement, ses conseils éclairés et sa grande disponibilité. Son soutien et ses encouragements consistants ont été déterminants. Ses discussions, toujours très stimulantes, son approche méthodologique et ses travaux n'ont cessé de nous inspirer. Pour tout cela, nous lui serons toujours reconnaissant.

Nous exprimons ensuite toutes nos reconnaissances aux membres du jury pour avoir accepté de participer à l'évaluation de notre travail et pour le temps qu'ils ont consacré à notre travail ainsi que pour les réflexions qu'ils susciteront et qui guideront nos prochaines démarches. Nous adressons également nos remerciements à nos professeurs de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion et tous les professeurs visiteurs qui ont contribué à notre formation. A toute personne qui, de près ou de loin, a contribué à la réalisation de ce travail, qu'il trouve ici nos remerciements.

SINZUMUNSI Eric

RESUME

Cette étude a pour objectif d'identifier les déterminants de la performance financière des banques commerciales de la Communauté Est Africaine au cours de la période 2014-2021. Pour ce faire, notre analyse porte sur cinquante-quatre banques commerciales de six sur sept pays composant cette communauté. Cette recherche utilise les techniques d'estimation par des modèles dynamiques des données de panel.

Après avoir contrôlé l'endogénéité et le biais des variables omises, les principaux déterminants tels que la rentabilité des actifs retardée d'une période [$\text{lag}(\text{ROA},1)$], les crédits à la clientèle (LOANS) et le taux de croissance du PIB (GROWTH) ont des effets positifs et significatifs pour le cas de la rentabilité des actifs (ROA). Pour la rentabilité financière (ROE), les principaux déterminants tels que la rentabilité financière de l'année antérieure ($\text{ROE}_{i,t-1}$) et les dépôts bancaire (DEPOSITS) ont des effets positifs et significatifs au moment où le ratio des fonds propres (CAP) et la qualité de l'auditeur externe de la banque (BIG) ont des effets négatifs et significatifs. De la même manière, la capitalisation bancaire (CAP), la taille de la banque (SIZE) et les crédits à la clientèle (LOANS) ont des effets positifs et significatifs sur la marge nette d'intérêts (NIM).

Mots clés : Banque commerciale, performance financière, déterminant et CEA.

ABSTRACT

This study aims to identify the determinants of the financial performance of commercial banks in the East African Community during the period 2014-2021. To do this, our analysis focuses on fifty-four commercial banks from six out of seven countries that make up this community. This research uses estimation technical by dynamic models of panel data.

After controlling the endogeneity and the bias of the omitted variables, the main determinants such as the profitability of the assets delayed by one period [$\text{lag}(\text{ROA},1)$], the customer loans (LOANS) and the growth rate of the GDP (GROWTH) has the positive and significant effects for the case of the return on assets (ROA). For the financial profitability (ROE), the main determinants such as the financial profitability of the previous year ($\text{ROE}_{i,t-1}$) and the bank deposits (DEPOSITS) have positive and significant effects while the equity ratio (CAP) and the quality of the bank's external auditor (BIG) have negative and significant effects. In the same way, bank capitalization (CAP), bank size (SIZE) and customer loans (LOANS) have positive and significant effects on the net interest margin (NIM).

Key words: Commercial bank, financial performance, determinants and CEA.

TABLE DE MATIERES

IDENTIFICATION DES MEMBRES DU JURY	i
DEDICACES	ii
REMERCIEMENTS	iii
RESUME	iv
ABSTRACT	v
TABLE DE MATIERES	vi
LISTE DES TABLEAUX	ix
LISTE DES GRAPHIQUES	ix
AVANT – PROPOS	xiii
INTRODUCTION GENERALE	1
1. Choix et intérêt du sujet.....	1
2. Problématique.....	2
3. Objectifs.....	4
4. Hypothèses de recherche	5
5. Choix méthodologique	5
6. Délimitation du travail.....	6
7. Subdivision du travail.....	7
CHAPITRE I. CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE SUR LES DETERMINANTS DE LA PERFORMANCE FINANCIERE DES BANQUES	8
I.1. Concepts clés.....	8
I.1.1. Banque.....	8
I.1.2. Performance	9
I.1.3. Performance financière	10
I.1.3.1. Définition de la performance financière	10
I.1.3.2. Indicateurs de la performance financière bancaire	10
I.1.4. Déterminant.....	12
I. 2. Revue théorique sur les déterminants de la performance financière des banques	13
I.2.1. Facteurs internes.....	13
I.2.2. Facteurs externes	22
I.3. Revue empirique sur les déterminants de la performance financière bancaire	24
I.3.1. Travaux analysant les déterminants de la performance financière des banques.....	24
I.3.2. Limites des travaux empiriques analysés dans notre travail de recherche.....	30
Conclusion du premier chapitre	31
CHAPITRE II : PRESENTATION DU CONTEXTE DE L'ETUDE	32
II.1. Brève description de la CEA.....	32
II.2. Systèmes bancaires des pays de la CEA	33
II.2.1. Système bancaire burundais.....	34
II.2.1.1. Structure du secteur bancaire burundais.....	34
II.2.1.2. Bilan agrégé des banques burundaises	34

II.2.1.3. Solidité financière du secteur bancaire burundais	35
II.2.2. Système bancaire tanzanien	36
II.2.2.1. Structure du secteur bancaire tanzanien	36
II.2.2.2. Bilan agrégé des banques tanzaniennes.....	36
II.2.2.3. Solidité financière du secteur bancaire tanzanien	37
II.2.3. Système bancaire kenyan	37
II.2.3.1. Structure du secteur bancaire kenyan	38
II.2.3.2. Bilan agrégé des banques kenyanes	38
II.2.3.3. Solidité financière du secteur bancaire kenyan	38
II.2.4. Système bancaire rwandais	39
II.2.4.1. Structure du secteur bancaire rwandais	39
II.2.4.2. Bilan agrégé des banques rwandaises.....	39
II.2.4.3. Solidité financière du secteur bancaire rwandais	39
II.2.5. Système bancaire ougandais	40
II.2.5.1. Structure du secteur bancaire ougandais	40
II.2.5.2. Bilan agrégé des banques ougandaises.....	41
II.2.5.3. Solidité financière du secteur bancaire ougandais.....	41
II.2.6. Système bancaire du Sud Soudan	42
II.2.6.1. Structure du secteur bancaire Sud Soudan	42
II.2.6.2. Solidité financière du secteur bancaire du Sud Soudan.....	42
II.2.7. Système bancaire de la RDC.....	43
II.2.7.1. Structure du secteur bancaire de la RDC.....	43
II.2.7.2. Bilan agrégé des banques de la RDC	43
II.2.7.3. Solidité financière du secteur bancaire de la RDC	43
II.3. Présentation des banques commerciales de notre échantillon	44
II.3.1. Banques commerciales échantillonnelles burundaises	45
II.3.1.1. Bref historique des banques commerciales échantillonnelles burundaises	45
II.3.1.2. Indicateurs de performance financière des banques échantillonnelles burundaises ..	46
II.3.2. Banques commerciales échantillonnelles rwandaises.....	47
II.3.2.1. Bref historique des banques échantillonnelles rwandaises.....	47
II.3.2.2. Indicateurs de performance financière des banques échantillonnelles rwandaises ..	48
II.3.3. Banques commerciales échantillonnelles tanzaniennes	49
II.3.3.1. Bref historique des banques commerciales échantillonnelles tanzaniennes.....	49
II.3.3.2. Indicateurs de performance financière des banques échantillonnelles de Tanzanie	52
II.3.4. Banques commerciales échantillonnelles kenyanes.....	53
II.3.4.1. Bref historique des banques échantillonnelles kenyanes.....	53
II.3.4.2. Indicateurs de performance financière des banques échantillonnelles kenyanes	57

II.3.5. Banques commerciales échantillonales ougandaises	58
II.3.5.1. Bref historique des banques échantillonales ougandaises	58
II.3.5.2. Indicateurs de performance financière des banques échantillonales ougandaises	61
II.3.6. Banques commerciales échantillonales de la RDC.....	61
II.3.6.1. Bref historique des banques échantillonales de la RDC.....	61
II.3.6.2. Indicateurs de performance financière des banques échantillonales de la RDC ..	62
Conclusion du deuxième chapitre	63
CHAPITRE III : ANALYSE DES DETERMINANTS DE LA PERFORMANCE FINANCIERE DES BANQUES COMMERCIALES DES PAYS DE LA CEA PAR LA METHODE DES DONNEES DE PANEL DYNAMIQUE ..	64
III.1. Méthodologie utilisée	64
III.1.1. Population étudiée, base des données et choix de l'échantillon	64
III.1.2. Techniques et méthodes utilisées	64
III.1.3. Avantages des données de panel	65
III.1.4. Modèles statiques	66
III.1.5. Modèles dynamiques	68
III.1.5.1. Introduction des modèles dynamiques	68
III.1.5.2. GMM en différences premières.....	69
III.1.5.3. GMM en système	69
III.1.6. Description des variables du modèle	70
III.1.6.1. Variables dépendantes.....	70
III.1.6.2. Variables indépendantes.....	70
III.1.7. Spécification des modèles économétrique et tests économétriques	73
III.1.7.1. Spécification des modèles économétriques.....	73
III.1.7.2. Tests économétriques des modèles dynamiques	76
III.2. Présentation, interprétation et discussion de nos résultats.....	77
III.2.1. Présentation et interprétation de nos résultats	77
III.2.1.1. Statistiques descriptives de nos variables	77
III.2.1.2. Résultats de la matrice de corrélation des variables.....	78
III.2.1.3. Résultats des déterminants de la performance financière mesurée par la ROA....	79
III.2.1.4. Résultats des déterminants de la performance financière mesurée par la ROE....	81
III.2.1.5. Résultats des déterminants de la performance financière mesurée par la NIM	82
III.2.2. Discussion de nos résultats	83
III.2.2.1. Synthèse des résultats selon les coefficients des estimations obtenus	83
III.2.2.2. Discussion de nos résultats selon les indicateurs de performance financière	85
Conclusion du troisième chapitre	89
CONCLUSION GENERALE	90
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	93
ANNEXES.....	101

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Variables de l'étude, leurs mesures et signes attendus.....	73
Tableau 2 : Statistiques descriptives des variables des modèles utilisés.....	78
Tableau 3 : Matrice de corrélation des variables des modèles utilisés.....	79
Tableau 4 : Présentation de nos résultats du GMM en système pour le modèle ROA	80
Tableau 5 : Présentation de nos résultats du GMM en système pour le modèle ROE.....	81
Tableau 6 : Présentation de nos résultats du GMM en système pour le modèle NIM.....	82
Tableau 7: Synthèse des coefficients des estimations GMM en système	84

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Situation de la ROE, ROA et NIM des banques burundaises en 2021	46
Graphique 2 : Situation de la ROE, ROA et NIM des banques rwandaises en 2021.....	48
Graphique 3 : Situation de la ROE, ROA et NIM des banques tanzaniennes en 2021	52
Graphique 4 : Situation de la ROE, ROA et NIM des banques kényanes en 2021.....	58
Graphique 5 : Situation de la ROE, ROA et NIM des banques ougandaises en 2021	61
Graphique 6 : Situation de la ROE, ROA et NIM des banques de la RDC en 2021.....	62

SIGLES ET ABREVIATIONS

%	: Pourcentage
AB	: Amāna Bank
ABC	: African Banking Corporation Limited
ABSA	: Amalgamated Banks of South Africa Limited
ACB	: Akiba Commercial Bank Plc Tanzania
AZABL	: Azania Bank Ltd
BANCOBU	: Banque Commerciale du Burundi
BBT	: Bank of Baroda Tanzania Limited
BCB	: Banque de Crédit de Bujumbura
BCR	: Banque Commerciale du Rwanda
BGF	: Banque de Gestion et de Financement
BIAC	: Banque Internationale de l’Afrique au Congo
BIF	: Franc burundais
BLUE	: Best Linear Unbiased Estimator
BNR	: Banque Nationale du Rwanda
BOA	: Bank of Africa Kenya Limited
BoB	: Bank of Baroda Uganda Limited
BOI	: Bank of India Uganda Limited
BOT	: Bank of Tanzania
BOU	: Bank of Uganda
BRB	: Banque de la République du Burundi
BT	: Bank of Tanzania
CAP	: Ration des fonds propres ou capitalisation
CB	: Centenary Bank
CBA	: Commercial Bank of Africa
CBK	: Central Bank of Kenya
CBR	: Central Bank Rate
CEA	: Communauté Est Africaine
CFCL	: Capital Finance Corporation Limited
CGQ	: Corporate Governance Quotient
CMIPC	: Comité des Marchés des Capitaux, des Assurances et de la Pension
CMR	: Co�t Moyen des Ressources
COB	: Co-operative Bank of Kenya

COGEB	: Compagnie Générale de Banque Plc
ConsoB	: Consolidated Bank of Kenya
COVID-19	: Corona Virus Deseases
CRDB	: Centenary Rural Development Bank
DBK	: Development Bank of Kenya
DES	: Bourse de Dar Es Salaam
DFCU	: Development Finance Company of Uganda Bank Limited
DTB	: Diamond Trust Bank
EAC	: East African Community
EGHL	: Equity Group Holdings Limited
ES	: Efficient-Structure
FBL	: Family Bank Limited
FCB	: First Community Bank Limited
FRW	: Franc Rwandais
FTB	: Finance Trust Bank Limited
GB	: Guardian Bank
GDP	: Gross Domestic Product
GMM	: Generalized Method of Moments
GROWTH	: Taux de croissance du PIB ou croissance économique
GTB	: Guaranty Trust Bank Rwanda Plc
GTCO	: Guaranty Trust Bank (Kenya) Ltd
HFB	: Housing Finance Bank Uganda Limited
IBB	: Interbank Burundi
ICB	: International Commercial bank Tanzania LTD
KPMG	: Klynveld, Peat, Marwick and Goerdeler
Ksh	: Shilings Kenyans
LIQ	: Liquidité bancaire
LOANS	: Crédits accordés à la clientèle
M&I	: Investments Mortgages Limited
MAC	: Comité des Affaires Monétaires
MBIF	: Milliards de Francs burundais
MCB	: Mwalimu Commercial Bank PLC
Mds	: Milliards
MKCB	: Mkombozi Commercial Bank PLC

NBC	: National Bank of Commerce Ltd
NCBA	: National Commercial Bank of Anguilla Ltd
NIM	: Net Interest Margin
NMB	: Banque Nationale de Microfinance
NPAT	: Net Profit After Taxes
NPL	: No Performants Loans
PARB	: Paramount Bank
PBZ	: Banque Populaire de Zanzibar Limited
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNB	: Produit Net Bancaire
Pr.	: Professeur
PwC	: Pricewaterhouse Coopers
RAWB	: Rawji family Bank
RBE	: Résultat Brut d'Exploitation
RDC	: République Démocratique du Congo
RE	: Résultat d'Exploitation
RME	: Rendement Moyen des Emplois
RN	: Résultat Net
ROA	: Return on Asset
ROE	: Return on Equity
SBK	: Stanbic Bank Kenya Limited
SCB	: Standard Chartered Bank Tanzania LTD
SCBK	: Standard Chartered Bank Kenya Limited
SCP	: Structure-conduct-performance »
SFI	: Société Financière Internationale
SIZE	: Taille de la banque
SOFIB	: SofiBanque
TMB	: Trust Merchant Bank
TZS	: Shillings tanzaniens
UBA	: United Bank for Africa
UGX	: Shilings ougandais
USD	: Dollars américains

AVANT – PROPOS

Ce mémoire apporte des déterminants de la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA afin d'éclairer ces institutions sur quel côté elles doivent se focaliser dans leurs activités. Il s'inscrit dans le cadre du Mastère en Sciences de Gestion de l'Université du Burundi avec Spécialité en Finance.

L'étude est faite sur une période allant de 2014 à 2021 sur un échantillon de 54 banques commerciales des différents pays composants la CEA. Cette communauté s'est agrandie de temps en temps à tel point qu'avant 2007, elle était constituée de 3 pays. Aujourd'hui, elle compte 7 pays. Son objectif principal est d'atteindre dans le futur la constitution de la fédération politique.

Cette accroissement de la composition des membres de cette communauté fait que les institutions du secteur bancaire, qui sont parmi les clés de la croissance, doivent être performantes financièrement. Dans ce cas, les déterminants de la performance financière doivent être connus et ceci exige qu'une étude de recherche à ce sujet soit réalisée.

De plus, en ce moment où la conjoncture économique mondiale est en proie aux effets négatifs de la crise sanitaire causée par la COVID-19, la guerre russo-ukraine qui a causé la flambée des prix pétroliers et alimentaires mais la perturbation des marchés d'échange, on peut se demander sur les facteurs pouvant fortifier la solidité de ces institutions bancaires des pays de la CEA. Cette étude porte sur 54 banques commerciales des pays de la CEA et cherche à faire apparaître les déterminants internes et externes de leur performance financière.

INTRODUCTION GENERALE

Les institutions bancaires jouent un rôle important dans l'économie du pays en mettant en relation les agents excédentaires de ressources et ceux qui sont en déficit. Cette mise en relation se fait d'une façon indirecte, ce qu'on qualifie de finance indirecte. L'existence des institutions bancaires est primordiale pour financer des investissements qui, à leur tour, génèrent des emplois et des revenus. Il est donc important que ces institutions bancaires soient performantes.

En effet, selon Berger et Hannan (1989), la croissance accélérée des économies dans le monde a toujours été soutenue et stimulée par une activité bancaire efficace et performante. Selon ces deux auteurs, l'augmentation du crédit aux particuliers est responsable de la croissance. Le principal agent permettant d'avoir accès au financement est la banque, donc agissant ainsi comme un moteur de la croissance économique. Pour Levine (1996), les banques sont des agents qui opèrent dans un système, qui est sans aucune doute l'un des secteurs les plus sensibles de l'économie et c'est dans ce secteur que tous les agents interagissent les uns avec les autres.

C'est ainsi qu'il est important de suivre constamment la performance financière et la solidité des institutions financières pour être à l'avant-garde de l'évolution de leur situation, détecter les anomalies et veiller à leur assainissement. Dans ce cadre, nous avons voulu faire un travail de recherche sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA. Les établissements de crédit sont tenus de fournir des efforts supplémentaires afin de garantir leurs pérennités et d'assurer leurs performances financières vu que la CEA s'agrandit ces derniers temps.

1. Choix et intérêt du sujet

Notre mémoire dont le thème est : les déterminants de la performance financière des banques commerciales des pays de la communauté Est Africaine (CEA): une analyse en panel dynamique sur la période de 2014-2021, constitue un champ d'étude d'actualité dans la littérature financière de la CEA. L'originalité de notre étude, dans cette communauté, est la principale raison qui a motivé le choix de ce travail très intéressant à notre point de vue. Ainsi, beaucoup d'auteurs ont fait des recherches sur les déterminants de la performance financière dans leurs pays respectifs et non au niveau de l'ensemble de la CEA. Donc, à notre connaissance, notre étude est la première à aborder un tel sujet au sein de la CEA vu qu'il y a peu de temps que la RDC a intégré cette communauté.

Le travail présente des intérêts à trois niveaux :

- ~ **Sur le plan personnel :** Il nous a permis d'élargir et d'approfondir nos connaissances sur les décisions financières des banques. Il nous sera très utile dans la pratique professionnelle.
- ~ **Au niveau scientifique :** Notre étude est importante scientifiquement grâce à l'adoption d'une approche de l'étude empirique avec régression sur des données de panel faite pour garantir la production d'informations pertinentes et de résultats crédibles. Elle facilitera également la documentation aux utilisateurs de la bibliothèque de l'Université du Burundi et des bibliothèques digitales.
- ~ **Sur le plan managérial :** Le travail sert, pour les managers, d'une contribution à l'amélioration dans la prise des décisions financières au sein des banques commerciales des communautés régionales. Il guidera également et efficacement les générations futures (notamment celles de la CEA) à résoudre des problèmes de finance.

2. Problématique

Etre performante est primordiale pour toute banque voulant continuer à exercer ses activités. Les banques agissent comme n'importe quelle entreprise et leur objectif est de maximiser les profits. Cet objectif est important dans un premier temps pour la banque elle-même, en tant qu'entreprise appartenant à des actionnaires qui attendent qu'elle soit performante financièrement pour leur générer des dividendes. Et dans un second temps pour l'économie du pays où la banque exerce ses activités parce que cette performance bancaire impactera la croissance économique (Berger et Hannan, 1989).

La performance financière a fait l'objet de nombreuses études dans différents contextes. Les travaux de la plupart du temps ont considéré que les déterminants de la performance financière des établissements de crédits peuvent être soit internes à la banque, soit externes. Mais les résultats sont souvent mitigés, voire contradictoires. Les chercheurs expliquent ceci par le fait que les déterminants diffèrent d'un contexte à l'autre, d'un pays à un autre et d'une période à une autre.

Les principaux facteurs internes qui influencent la performance financière peuvent être : la taille de la banque, les crédits accordés, la liquidité bancaire, la capitalisation, les dépôts bancaires, la gouvernance, etc. (Athanasoglou, et al., 2008 ; Dietrich & Wanzenried, 2011 ; García-herrero, et al., 2009 ; Pathan & Faff, 2013, Yao, 2005 ; Ongore et Kusa, 2013, Salwa, 2017 ; Menicucci et al., 2016 ; Garcia et al., 2016 ; et Ben N. et Goaid, 2001).

Les mêmes auteurs font apparaître dans leurs recherches des principaux facteurs externes pouvant déterminer la performance financière des banques (le taux d'inflation, le taux de croissance du PIB, etc.).

Beaucoup d'auteurs se sont intéressés à l'analyse des déterminants de la rentabilité bancaire dans les pays aussi bien développés qu'en voie de développement. Cependant, dans le cadre de la CEA, il n'existe pratiquement aucune étude sur cette question cruciale. Ceux qui existent se sont limités sur l'analyse des déterminants de la performance financière des banques de leurs pays respectifs (Ongore et al, 2013 ; Kamande, 2017 ; Faïda et Nizigiyimana, 2022).

Dès la création de la CEA, la politique monétaire commune n'est pas encore mise en place. Ceci fait que chaque pays de cette communauté élabore des lois et règlements régissant les institutions bancaires favorisant des secteurs dits moteurs de croissance de leurs économies par des taux d'intérêts préférentiels. Même si l'union monétaire n'est pas encore atteinte, les banques centrales des pays de la CEA poursuivent des activités d'harmonisation des politiques monétaires et financières convenues dans le cadre de la CEA.

A cet égard, chacune participe aux réunions ordinaires et extraordinaires du Comité des Affaires Monétaires (MAC), du Comité des Marchés des Capitaux, des Assurances et de la Pension (CMIPC) et de l'Association des Autorités de Régulation des Marchés de Capitaux des pays membres de la Communauté Est Africaine (EASRA). Avec cet avancement dans ce processus, on peut se demander sur le niveau de performance financière et des déterminants des institutions bancaire composantes du marché monétaire dans ces différents pays notamment les banques.

Tout au long de notre étude, nous répondons à la question de recherche suivante : Quels sont les principaux déterminants de la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA ?

Sur base de notre question principale et des principales variables les plus étudiées dans diverses recherches, huit questions spécifiques se posent quant à la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA :

1. La capitalisation influence-t-elle la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA ?
2. La taille bancaire influence-t-elle la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA ?
3. La liquidité influence-t-elle la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA ?
4. Les dépôts bancaires influencent-ils la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA ?

5. Les crédits accordés à la clientèle influencent-ils la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA ?
6. La gouvernance (la taille du conseil d'administration et la qualité de l'auditeur externe de la banque) influence-t-elle la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA ?
7. Le taux de croissance du PIB influence-t-il la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA ?
8. Le taux d'inflation influence-t-il la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA ?

3. Objectifs

L'objectif général de cette étude est d'identifier les principaux déterminants de la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA. Cet objectif général est appréhendé à travers huit objectifs spécifiques à savoir :

1. Analyser les effets de la capitalisation sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.
2. Analyser les effets de la taille sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.
3. Analyser les effets de la liquidité sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.
4. Analyser les effets des dépôts bancaires sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.
5. Analyser les effets des crédits accordés à la clientèle sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.
6. Analyser les effets de la gouvernance (la taille du conseil d'administration et la qualité de l'auditeur externe de la banque) sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA ?
7. Analyser les effets du taux de croissance du PIB sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.
8. Analyser les effets du taux d'inflation sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

4. Hypothèses de recherche

Sur base de la revue de la littérature et de nos objectifs précédents, nous formulons 8 hypothèses de notre recherche de la manière suivante :

H1 : La capitalisation a un impact négatif sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

H2 : La taille impacte positivement la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

H3 : La liquidité affecte positivement la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

H4 : Les dépôts bancaires ont des effets positifs sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

H5 : Les crédits accordés à la clientèle affectent négativement la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

H6 : La gouvernance (la taille du conseil d'administration et la qualité des auditeurs externes) influence positivement la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

H7 : Le taux de croissance du PIB impacte négativement la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

H8 : Le taux d'inflation a des effets positifs sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

5. Choix méthodologique

Au cours de ce travail, des techniques et méthodes ont été utilisées pour la collecte, le traitement des données et la validation des résultats.

5.1. Technique

La technique documentaire a été le point important pour la réalisation de notre travail. Ainsi, pour parvenir aux éléments de réponse à notre question fondamentale, nous avons fait recours à la consultation des documents variés à savoir les ouvrages, les articles et autres publications donnant une information sur la performance financière des banques commerciales.

De plus, nous nous servons des rapports annuels et des états financiers des banques commerciales des pays de la CEA mais aussi des différents rapports annuels des banques centrales des différents pays de cette communauté à l'exception du Sud Soudan à qui nous avons manqué les données.

Les différentes données de ces rapports annuels et états financiers ont été extraites sur les sites web respectifs des banques commerciales constituant de l'échantillon de notre recherche.

5.2. Méthode

Dans ce travail, la méthode analytique nous a été utile pour arriver aux bons résultats. Elle nous a permis d'analyser toutes les données recueillies de la documentation afin de les interpréter. Les informations recueillies nous ont permis de faire un rapprochement entre les pratiques et les théories et nous ont imprégnés dans les réalités profondes du cadre et du milieu de travail. Nous nous sommes servi du traitement des données en panel dynamique. Cette méthode n'a pas été choisie au hasard :

- ~ Le panel englobe des données transversales (54 banques commerciales) avec un volet temporel variable (2014-2021) ;
- ~ L'estimation dynamique des données de panel est applicable lorsque la dimension temporelle T (8 ans dans notre travail : 2014-2021) est inférieure à la dimension individuelle N (54 banques commerciales dans ce travail) ;
- ~ L'estimation dynamique des données de panel permet de contrôler l'endogénéité lorsque les variables explicatives sont corrélées avec le terme d'erreur dans le modèle ;
- ~ L'estimation dynamique des données de panel permet de contrôler le biais des variables omises ;
- ~ L'estimation dynamique des données de panel permet de contrôler l'hétérogénéité des spécificités non observées ;
- ~ L'estimation dynamique des données de panel permet de contrôler les mesures des erreurs dans les données.

Le logiciel R nous a servi de plus dans l'analyse et le traitement.

6. Délimitation du travail

Notre travail est délimité sous trois aspects : le domaine, le temps et l'espace.

- ~ **Dans le domaine**, il est du domaine de la finance.
- ~ **Dans le temps**, il concerne la période de 2014 à 2021.
- ~ **Dans l'espace**, notre travail se limite sur 5 banques burundaises, 4 banques rwandaises, 3 banques congolaises, 10 banques ougandaises, 15 banques tanzaniennes et 17 banques kényanes. Soit un total de 54 banques commerciales de ces pays de la CEA. Le choix est guidé par la disponibilité des données couvrant la période de notre étude.

7. Subdivision du travail

Le travail s'articule autour de trois chapitres précédés par une introduction générale et clôturés par une conclusion générale.

Dans le premier chapitre, nous procédons à une construction théorique sur les déterminants de la performance financière des banques. Dans le deuxième chapitre, nous faisons la présentation du contexte de l'étude. Au niveau du troisième chapitre, nous présentons une étude empirique sur les déterminants de la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

CHAPITRE I. CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE SUR LES DETERMINANTS DE LA PERFORMANCE FINANCIERE DES BANQUES

Dans ce premier chapitre, nous analysons d'abord les différents concepts utiles pour notre travail. Ensuite, nous passons en revue théorique les déterminants de la performance financière des banques. Enfin, nous exposons la revue empirique sur les déterminants de la performance financière des banques.

I.1. Concepts clés

Dans cette section, quatre concepts sont développés à savoir : la banque, la performance, la performance financière et déterminant.

I.1.1. Banque

Une banque est une institution financière essentielle qui collecte l'épargne, accorde des prêts et met à la disposition des clients des moyens de paiement. Bien encadrée, elle est un puissant levier de développement économique et mal encadrée, l'activité bancaire est source d'instabilités et de crises. Compte tenu de la diversité de structure des établissements de crédit et de la multiplicité de l'activité bancaire, il est assez difficile de proposer une définition à la fois simple et complète de la "banque". Cette multiplicité d'activités bancaires fait que ce secteur fonctionne dans un système appelé « système bancaire ».

Un système bancaire est un ensemble de banques, des autres établissements financiers et d'une banque centrale qui entretiennent des relations financières de créances et d'engagements les uns vis-à-vis des autres ainsi que vis-à-vis des agents non financiers (Mathis, 1992). Les banques centrales sont exclues des banques. Pour distinguer ces dernières des banques centrales, on utilise souvent le jargon banques commerciales. Les banques et les établissement financiers constituent les établissements de crédit. Selon Greuning et Bratanovic (2004), les banques mettent à la disposition de l'économie des instruments de paiement sous forme de billets de banques créés par la banque centrale ou leur propre monnaie (chèques, virements et cartes de paiement). D'après la loi bancaire burundais (art.4)¹, les opérations considérées comme celles de la banque sont la réception des fonds du public, la distribution des crédits et la mise à la disposition de la clientèle des moyens de paiement et de gestion. La même loi, en son article 5 ajoute qu'en plus de l'octroi des crédits, les établissements financiers de leur part, collectent les dépôts du public pour un terme d'au moins une année. Le rôle des banques dans l'économie est fondamental en ce sens qu'elles mettent en rapport les offreurs et les demandeurs de capitaux.

¹ Loi n°1/17 du 22/08/2017 régissant les activités bancaires.

Le fondement de l'activité bancaire est de permettre le rapprochement des capacités et des besoins de financement des agents économiques. Certes, les modes d'intervention des banques en ce domaine ont connu de nombreuses et puissantes évolutions ; il n'en demeure pas moins que leur activité reste, encore aujourd'hui, à la base de tous mécanismes monétaires ou financiers (Garsuault et Priami, 2012).

I.1.2. Performance

Etymologiquement, le mot performance vient de l'ancien français performer qui, au XIII^e siècle, signifiait " accomplir, exécuter " (Petit Robert). Au XV^e siècle, il apparaît en anglais avec « *to perform* » dont vient le mot de performance. Définir la performance n'est pas une chose aisée, car c'est un concept multidimensionnel (Otley, 1999). Il signifie à la fois l'accomplissement d'un processus, d'une tâche avec les résultats qui en découlent et le succès que l'on peut y attribuer. Au sens strict du terme, une performance est un résultat chiffré dans une perspective de classement. L'évaluation de la performance se construit donc au regard d'un référentiel, d'une échelle ou de mesure.

Dans le domaine de la physique, la performance est considérée comme un effet " utile " au regard de l'objet qui est le sien, d'où la référence possible à la définition de Larousse : Ensemble des qualités qui caractérisent les prestations (accélération, vitesse maximale, autonomie etc...) dont un véhicule automobile, un aéronef sont capables. Au niveau du sport, la notion comprend l'idée de la victoire acquise sur un adversaire mieux classé, donc également celle d'exploit ou de réussite remarquable, d'où le lien entre la performance (invisible car combinaison d'aspects divers et variés) et le succès (visible).

Selon Machesnay (1991), la performance représente « le degré de réalisation du but recherché et préfixé par une entreprise ». Dans son acception gestionnaire, le mot performance contient l'idée de:

- ~ Performance « **résultat** » qui doit être rapprochée d'un référentiel (l'objectif). La performance représente le niveau de réalisation des objectifs.
- ~ Performance « **action** » qui permet de distinguer la compétence (capacité d'agir, de réaliser une production) de la performance (production réelle). Il y aurait performance dès qu'il serait possible de constater le passage d'une potentialité à une réalisation. Cette acceptation de la performance relèverait ainsi du processus et non du seul résultat.
- ~ Performance « **succès** » : le succès n'étant pas immédiatement l'attribut de la performance car il faut tenir compte du caractère plus ou moins ambitieux de l'objectif fixé et des

conditions sociales d'appréciation d'un succès et donc introduire les catégories d'un jugement d'évaluation au regard d'un référentiel.

Comme on vient de le voir, la performance en tant que succès n'existe pas en soi. Elle est fonction des représentations de la réussite et varie selon les entreprises et les acteurs.

La performance, résultat d'une action, ne contient pas de jugement de valeur, contrairement à la performance-succès. La performance-action est un processus et non un résultat qui apparaît à un moment donné dans le temps. Cette performance contient et dépasse largement la performance-résultat. En effet, elle inclut les résultats mais aussi les activités, les tâches à accomplir (Bourguignon, 1995). Ce troisième sens est moins courant que les deux premiers, car il est absent de la définition française de la performance.

I.1.3. Performance financière

Avant d'énoncer le concept de performance financière, signalons qu'il existe plusieurs types de « performances » à savoir la performance financière, la performance opérationnelle, la performance organisationnelle, la performance économique, la performance technique, la performance managériale, la performance commerciale et la performance sociale. Pour notre travail, nous nous concentrons sur la performance financière puisque c'est elle qui nous intéresse beaucoup plus.

I.1.3.1. Définition de la performance financière

La performance financière est la capacité de l'organisation à optimiser l'utilisation de ses ressources humaines, matérielles et financières disponibles pour la réalisation des objectifs financiers fixés par cette dernière : il s'agit de minimiser les coûts tout en maximisant les gains. Avec l'utilisation des précédentes ressources évoquées, la performance financière pourrait être définie comme étant la réalisation d'une bonne rentabilité, d'une croissance satisfaisante, et de création de valeurs pour l'actionnaire (Guérard, 2006).

I.1.3.2. Indicateurs de la performance financière bancaire

Selon Bel (2020), la performance financière d'une banque représente l'aptitude de celle-ci à dégager de son activité d'exploitation, après la déduction des coûts, suffisamment de gains qui vont lui permettre de poursuivre d'une manière durable l'exercice de ses activités. Il existe différents indicateurs pour mesurer la performance financière des banques. Dans ce contexte, Nouy (1992) a réparti ces indicateurs de mesure en trois approches :

~ L'approche par les soldes intermédiaires de gestion : Elle consiste à mettre en évidence les soldes intermédiaires de gestion. De cela, elle identifie les éléments ayant concouru à

l'obtention du résultat final. Ces soldes sont globalement le produit net bancaire, le produit global d'exploitation, le résultat brut d'exploitation, le résultat d'exploitation et le résultat net.

- ~ L'approche par les coûts, les rendements et les marges : Elle est essentiellement motivée par la nécessité de prendre en compte toutes les activités des banques (sans oublier les activités de service et celles hors-bilan). De plus, sa motivation provient du souci de calculer un indicateur simple et facilement utilisable dans les comparaisons internationales.
- ~ L'approche par les ratios de rentabilité : Elle prend en compte l'ensemble des ratios d'exploitation calculés afin de mettre en évidence les structures d'exploitation.

Pour notre mémoire, nous nous intéressons à cette dernière catégorie de mesure afin de déterminer les facteurs explicatifs de la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA. L'approche par les ratios permet de mesurer la rentabilité bancaire à travers des indicateurs fiables. Ces ratios sont entre autre le ratio de la rentabilité des actifs, le ratio de la rentabilité des fonds propres et le ratio de la marge nette d'intérêt.

➤ **Ratio de la rentabilité des actifs (ROA)**

Ce ratio est calculé par le rapport entre le résultat net de banque et son total actif. Il détermine le rendement des actifs de la banque (Nouy, 1992). Il permet de mesurer si la banque utilise d'une manière optimale ses actifs. Concrètement, la ROA reflète également la manière dont la direction d'une banque utilise les ressources d'investissement réelles de la banque pour générer des profits. Dans l'industrie bancaire, c'est un indicateur très important parce qu'il permet de mesurer l'efficacité de la performance des actifs. Dans ce contexte, Khrawish (2011) a défini ce ratio comme étant l'aptitude de la banque à dégager des revenus en utilisant efficacement les actifs mis à sa disposition. Par ailleurs, Wen (2010) indique que plus la (ROA) est élevé, plus la banque utilise efficacement ses ressources.

➤ **Ratio de la rentabilité des fonds propres (ROE)**

La ROE détermine la rentabilité financière de la banque, il est calculé par le rapport résultat net/ fonds propres (Nouy, 1992). Il permet de mesurer la rentabilité des capitaux investis par les actionnaires. Cet indicateur informe les actionnaires sur la manière dont la banque utilise leurs capitaux. En d'autres termes, la ROE indique la capacité d'une banque à transformer les capitaux propres en bénéfice net et permet d'évaluer le rendement des investissements. Elle est aussi un indicateur d'efficacité pour toute sorte d'entreprise.

Dans ce contexte, Gaver (1998) indique que la (ROE) constitue une mesure importante pour les actionnaires de la banque. En effet, une (ROE) élevée exprime une utilisation efficace des fonds

propres de la banque et indique une meilleure performance managériale (Abel et Le Roux, 2016). De même, plus la (ROE) est élevée, plus les bailleurs de fonds seront encouragés à investir dans le capital de la banque, ceci va lui permettre de lever plus facilement de nouveaux capitaux. Cependant, si la (ROE) est faible, les actionnaires auront tendance à revendre leurs parts pour les réinvestir dans d'autres entreprises ou banques plus rentables, ce qui va avoir un impact défavorable sur les capitaux de la banque. Athanasoglou, et al. (2008) ; Dietrich & Wanzenried (2011); García-herrero, et al. (2009) ; Pathan & Faff (2013), Yao (2005) ; Ongore et Kusa (2013), Salwa (2017) l'affirment dans leurs études.

➤ **Ratio de la marge nette d'intérêts (NIM)**

La rentabilité bancaire peut également être mesurée à travers le calcul de la marge bénéficiaire nette. Le ratio de la marge nette d'intérêt est calculé du rapport produit net bancaire sur total des actifs (Nouy, 1992). Aussi appelé le ratio de marge nette d'intérêts, ce ratio financier est un moyen qui sert à quantifier la rentabilité finale d'intermédiation d'une institution bancaire qui s'effectue en rapportant les bénéfices nets de la banque à son PNB. Signalons que le produit net bancaire est l'indicateur de la rentabilité de la banque et permet de déterminer la rentabilité des prêts bancaires (les intérêts, les commissions et les revenus sur portefeuilles). Elle nous renseigne sur le comportement de la banque au niveau de son activité d'intermédiation.

I.1.4. Déterminant

D'abord un déterminant est un caractère, un élément ou un principe de référence. Le coût moyen ou « prix de revient » constitue l'élément déterminant d'une politique des prix (Univers écon. et soc., 1960, p. 1201). A ce niveau, le mot déterminant a des emplois spéciaux :

- ❖ En biologie, selon la théorie de Weissmann sur l'hérédité, il s'agit d'une particule ou gène responsable de la transmission des caractères héréditaires c'est-à-dire déterminant germinal (Rostand, J., 1939, p.44).
- ❖ Au niveau de la linguistique, un déterminant est un mot ou groupe de mots qui, placé à côté d'un autre mot ou groupe de mots (ou déterminé) a pour fonction de le déterminer c'est-à-dire d'en préciser le genre, le nombre, éventuellement le sens contextuel et par là de limiter son extension (Coyaud, 1966 et Dictionnaire de Linguistique, Larousse, 1973).
- ❖ Au niveau des mathématiques, un déterminant est une somme de tous les produits possibles de n éléments pris sur n lignes distinctes et sur n colonnes distinctes, chaque terme de cette somme étant affecté du signe + si la substitution des indices des facteurs de ce terme est paire, du signe - dans le cas contraire (Gds cour. Pensée math. 1948, p.237).

Ensuite, parler de déterminant revient à évoquer ce qui détermine de façon décisive c'est-à-dire un argument, un motif déterminant; une influence déterminante.

Il songea combien sont légères les causes déterminantes de nos actions (Maupass., Pierre et Jean, 1888, p. 321). Ici, on voudrait que la décision la plus haute et la plus digne du nom de liberté soit celle qui s'égalise à l'ensemble le plus clair et le plus compréhensif de nos raisons déterminantes (Ricœur, Philos. de la volonté, 1949, p. 150).

Enfin, un déterminant est ce qui constitue l'élément déclenchant d'un phénomène, d'un mouvement. Les causes déterminantes d'une maladie, d'une crise économique, d'une catastrophe. La houille a été la plus agissante des causes déterminantes des centres urbains (Brunhes, Géogr. hum., 1942, p. 223). Dans ce mémoire, nous nous sommes attaché à cette dernière définition.

I. 2. Revue théorique sur les déterminants de la performance financière des banques

Dans cette section, nous analysons les déterminants de la performance financière des banques commerciales. Ces déterminants peuvent être internes ou externes à la banque (Athanasoglou et al., 2008 et Rouabah, 2006).

I.2.1. Facteurs internes

Les facteurs internes évaluent de façon générale la santé financière de la banque et l'efficacité de ses différentes politiques et stratégies (Athanasoglou et al., 2008 et Rouabah, 2006).

Nous présentons, au cours de ce point, les principaux déterminants internes qui figurent dans la littérature (sans être exhaustif) et qui ont un impact sur la performance financière des banques.

1. Taille de la banque

L'impact de la taille sur la performance financière d'une banque a été beaucoup discuté par de nombreux chercheurs.

Les résultats de ces discussions peuvent être scindés en trois catégories : ceux qui affirment que la taille a un impact positif sur la performance financière, ceux qui prouvent un impact négatif et ceux qui démontrent que l'impact est non significatif.

Pour le premier groupe, qui affirment un impact positif sur la performance financière, il est constitué par les auteurs comme Short (1979), Smirlock (1985), Bikker et al. (2002) et Pasiouras et al. (2007). Leurs arguments sont justifiés par les résultats suivants : d'un côté, la taille importante d'une banque lui permet de réaliser des économies d'échelles, ce qui donne lieu à une réduction de ses coûts et par conséquent contribue à l'amélioration de la rentabilité bancaire et de l'autre côté, les banques de grandes tailles disposent d'une bonne réputation et ont tendance à lever des capitaux à moindres coûts, ce qui les rendent beaucoup plus rentables.

Au sein du deuxième groupe, Stiroh et al. (2006) prouvent les effets négatifs de la taille et soulignent que plus une banque est grande, plus elle est difficile à gérer. De plus, les mêmes auteurs soulignent que la taille peut résulter d'une stratégie de croissance agressive, obtenue au détriment des marges et de la performance. Aussi, De Jonghe (2010) a montré que les petites banques sont de plus en plus capables de résister à des conditions économiques difficiles. En outre, Barros et al. (2007) affirment que les petites banques ont plus de chance d'obtenir de bonnes performances.

Pour le troisième groupe, Berger et al. (1997), Anarfi et al. (2016), Kolapo et al. (2016), Athanasoglou et al. (2008), n'identifient pas d'impact statistiquement significatif de la taille sur la performance des banques. Selon ces auteurs, les économies d'échelles sont évidentes à de faibles niveaux d'actifs mais s'épuisent au fur à mesure que la taille augmente.

Dans notre mémoire, nous nous attendons à ce que la taille produit des effets positifs sur la performance financière des banques des pays de la CEA.

2. Capitalisation

L'Accord de Bâle comprend une définition des fonds propres réglementaires, des mesures de l'exposition aux risques et des règles spécifiant le niveau de fonds propres à maintenir en fonction de ces risques. Cette norme oblige les banques à maintenir un montant de capital et de réserves adéquat pour préserver leur solvabilité.

Beaucoup de ratios du capital ont été adoptés afin d'évaluer la solvabilité et la capacité des banques à absorber les pertes potentielles. Il s'agit : du ratio du capital (fonds propres /total actifs) et du ratio des fonds propres sur risques pondérés (fonds propres/risques pondérés) sous les accords de Bâle I et Bâle II (Guidara et al. 2013). Ces ratios sont le plus utilisés dans des études empiriques pour être des acteurs de la réglementation bancaire, de l'adéquation des fonds propres ou la pression réglementaire.

La différenciation entre ces ratios provient de la prise en compte des profils des risques bancaires. D'abord, le ratio du capital (fonds propres / total actifs) ne tient pas compte des risques des actifs. Ensuite, le second ratio établi par les fonds propres sur les actifs pondérés de risques (ratio de Cooke) prend en compte les pondérations du risque de chaque actif et constitue le ratio d'adéquation des fonds propres recommandés par le comité de Bâle I.

Il correspond aux fonds propres minimums que les banques doivent détenir pour couvrir les risques encourus (risque de crédit et du marché) et maintenir leur solvabilité. Ratio Cooke = Fonds propres de la banque/ Risques pondérés $\geq 8\%$ (Lamarque et al. (2005)). Ce ratio a été remplacé par le ratio de solvabilité dit McDonough sous Bâle II tenant compte de tous les risques encourus par des banques (risque de crédit, du marché et opérationnel) et par le test de

résistance du secteur bancaire (stress test) sous Bâle III. Ratio McDonough = Fonds propres de la banque / risques pondérés $\geq 8\%$. L'un de ses principaux objectifs de Bâle III est le renforcement de la surveillance prudentielle et le maintien de la solidité du système financier et de l'industrie bancaire afin de soutenir la reprise économique.

Donc, Bâle III vise à renforcer la capacité des banques à résister aux perturbations financières tout en améliorant la qualité et la quantité des éléments constituant les exigences des fonds propres réglementaires.

Nous optons pour le premier ratio du capital (fonds propres /total actifs) suite au manque des données sur les caractéristiques des actifs des banques commerciales des pays de l'EAC. Ainsi, le ratio des fonds propres sur le total des actifs apparaît comme une mesure commune à toutes les banques commerciales de notre échantillon.

La capitalisation est mesurée généralement par le ratio capitaux propres sur le total actifs (ratio CAR ou capital asset ratio). Les auteurs qui ont analysé la question à savoir Bourke (1989), Berger (1995), Demirgüç-Kunt et Huizinga (1999), Abreu et Mendes (2002), Goddard et al. (2004), Naceur et Goaid (2001), Pasiouras et Kosmidou (2007), García-Herrero et al. (2009), Liu et al. (2010), Naceur et al. (2010) et De Jonghe (2010), ont montré que les banques les plus performantes financièrement sont celles qui parviennent à maintenir un niveau élevé de capitaux propres par rapport à leurs actifs. La synthèse des arguments avancés par ces auteurs pour défendre leurs résultats est la suivante :

- ❖ Un niveau élevé de capitaux propres réduit le risque (de faillite) encouru par les banques. Elles peuvent donc se permettre, pour maintenir un niveau de risque identique, d'investir dans des actifs plus risqués et dont la rentabilité attendue est bien sûr supérieure. Il en découle une meilleure performance.
- ❖ Disposer d'un niveau élevé de capitaux propres est un signal très positif envoyé au marché sur la solvabilité de la banque et de son risque de crédit très faible. En conséquence, de telles banques sont capables de réduire leurs coûts de financement, par exemple en payant un faible taux d'intérêt sur leur dette.
- ❖ Outre le coût de la dette qui est faible, une banque fortement capitalisée, par rapport à une banque faiblement capitalisée, n'a pas besoin d'emprunter autant pour financer un niveau d'actifs donné.
- ❖ Enfin, reprenant la théorie du signal, l'usage de capitaux propres (plus chers que la dette) pour financer un projet indique au marché que la banque est très confiante en ses projets et que leur rentabilité va être à la hauteur des attentes.

Toutefois, d'autres auteurs comme Garcia et al. (2016), Chouikh et Blagui (2017), trouvent une relation négative entre la capitalisation et la rentabilité bancaire. D'une part, un ratio de capitalisation élevé suppose que la part des dettes est relativement limitée au niveau de la structure du capital de la banque. Cela va priver la banque de bénéficier de l'exonération fiscale des charges financières et de l'effet de levier ce qui va réduire la rentabilité de la banque. D'autre part, si le ratio de capitalisation est élevé, cela désigne une faible exposition au risque. Or, compte tenu de la corrélation entre le risque et le rendement, si une banque est faiblement exposée au risque, elle ne peut pas réaliser un rendement élevé.

Pour notre mémoire, nous nous attendons à ce que la capitalisation impacte négativement la performance financière des banques des pays de la CEA.

3. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan (le crédit-bail, subvention versée dans le cadre de budget, la fluctuation de la devise étrangère, évolution du taux du marché, les cautions, les avals, les nantissements, les hypothèques, les engagements donnés sur des garanties d'emprunts, ...) sont classés dans les produits liés aux opérations de crédits comme des engagements de prêts et des lettres de crédit mais aussi dans des produits de gestion des risques de change et de taux d'intérêt. Ces activités sont bien développées surtout depuis l'internationalisation des marchés bancaires et l'accès au marché international des capitaux comme déterminants de la performance financière des banques (Diamond, 1984 et Allen, 1988).

Les auteurs comme Diamond (1984) et Allen (1988) ont trouvé que les engagements hors bilan ont un effet positif sur la rentabilité bancaire. D'après Diamond (1984), certaines activités dites hors bilan exigent un faible apport en capital et procurent des profits supplémentaires.

De l'autre côté, Goddard (2004) a évalué l'effet de cette variable sur la rentabilité des banques européennes et américaines et ses résultats montrent des effets négatifs pour le cas de l'Allemagne d'un côté et positif pour l'Angleterre de l'autre côté. Pour le reste des pays sous l'étude, les effets des engagements hors bilan ont été non significatifs.

4. Liquidité

La liquidité bancaire est définie comme étant la capacité d'une banque à faire face à ses obligations et à honorer ses engagements sans subir des pertes inadmissibles ou nuire à son équilibre (Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, 2008). Les banques sont tenues de détenir des actifs liquides de haute qualité pour ne pas rencontrer des problèmes de solvabilité.

La liquidité est mesurée par le ratio total crédits sur total dépôts. Plus ce ratio est élevé, moins la banque dispose de liquidité. De ce fait, plusieurs chercheurs confirment le lien négatif entre la rentabilité des banques et leur liquidité (Molyneux et Thornton (1992) et Kosmidou (2008)). En effet, les contrats de prêts ont diverses maturités, et ainsi, en cas de besoin urgent de capitaux, la banque ne peut compter sur ces prêts, puisque ceux-ci ne seront remboursés que plus tard. Ce résultat peut surprendre, surtout en ces temps de crise de pandémie corona virus et d'autres crises où l'on a pu voir à quel point les banques étaient à la recherche de liquidités pour financer les activités d'investissement et de commerce international.

Par contre, d'autres auteurs, comme Miller (1997, Abreu et Mendes (2002) obtiennent des résultats affichant une relation positive entre la liquidité et la performance financière des banques. Ces auteurs, en plus de Berger et Bouwman (2009), avancent l'argument que la liquidité stockée au bilan des banques sert de coussin protecteur et permet d'éviter des ventes d'actifs bradés requises pour répondre aux besoins de liquidité. Selon ces auteurs, la liquidité permet de se protéger contre les pertes liées à ces ventes. Les mêmes auteurs ajoutent que la liquidité suffisante traduit le niveau de prêts moindres diminuant le risque de liquidité.

Dans ce travail, nous nous attendons à ce que la liquidité affecte positivement la performance financière des banques des pays de la CEA

5. Prêts non performants

Ils sont mesurés par le ratio : prêts non performants sur total actifs. Pour être concret, ces ratios mesurent en fait la non-qualité du crédit. Selon Miller (1997), Athanasoglou et al. (2008) et Liu H. et al. (2010), une détérioration de la qualité du crédit réduit la ROA et la ROE. L'effet sur la NIM est positif.

De ce qui précède, les banques cherchent à augmenter leurs marges pour compenser d'un côté le risque de défaut, et de l'autre côté les coûts additionnels nécessaires afin de faire une surveillance sur ces crédits.

Dietrich et al. (2011), dans leurs recherches sur la performance des banques en Suisse, ont étudié l'impact de nombreuses variables sur la performance tant avant la crise financière de 2008 que pendant la crise. Ainsi, avant la crise, la qualité du crédit n'avait pas d'impact statistiquement significatif sur la performance des banques parce que les banques suisses n'avaient à cette époque que très peu de provisions pour pertes ou créances douteuses. Pendant la crise, l'on a constaté une augmentation de ces provisions enregistrées par les différentes banques helvétiques. Ces chercheurs mettent l'accent dans leurs résultats sur un impact fortement positif de la qualité du crédit sur leur performance financière.

6. Crédits bancaires accordés

Les travaux de Ben Naceur (2003) démontrent que la maîtrise de la politique de crédit permet à la banque d'améliorer sa performance financière. Cette variable est mesurée par le ratio total crédits sur total actif. Ainsi, les banques doivent avoir un équilibre entre ses dépôts et ses crédits. Une politique expansionniste de crédits, peut diminuer la rentabilité de la banque si celle-ci n'est pas compatible avec la stratégie qui est poursuivie au niveau de la collecte de dépôts. Il doit exister une certaine complémentarité entre les différentes politiques de collecte et d'octroi de crédit au niveau de la banque.

Dans ce mémoire, nous le réalisons avec hypothèse que les crédits accordés affectent négativement la performance financière des banques des pays de la CEA.

7. Dépôts bancaires

Deux arguments peuvent être opposés à propos de l'impact du niveau des dépôts bancaires sur la performance financière des banques : d'une part, un niveau élevé de dépôts peut augmenter cette performance, car ce sont des fonds plus stables et moins chers que les fonds empruntés ; mais d'autre part, de tels dépôts requièrent de grandes équipes et des départements spécialisés pour les gérer, ce qui entraîne de nombreuses dépenses. Les travaux empiriques de Ben Naceur et Goaid (2001) ont montré que les banques les plus performantes sont celles qui ont conservé des niveaux élevés de dépôts. De même, Abobakr (2018), Kawshala et al. (2017) et Menicucci et al. (2016) ont souligné que le montant des dépôts par rapport au total actif a un impact positif et significatif sur la rentabilité.

Par contre, même si les dépôts sont considérés comme la source de financement moins chère pour les banques, ils peuvent affecter négativement la rentabilité lorsqu'ils ne sont pas efficacement transformés en opportunités d'investissements. Les travaux de El-Ansary et al. (2016) l'affirment en montrant dans leurs résultats l'existence d'une relation négative entre ce ratio et la rentabilité bancaire.

Dans ce mémoire, nous nous attendons à une relation positive entre les dépôts bancaires et la performance financière des banques des pays de la CEA.

8. Part du marché

D'après Liu et al (2010), il existe une relation négative entre la part de marché et la performance financière des banques. En effet, dans leur étude sur les banques japonaises, ils ont trouvé que la part de marché affecte négativement la marge nette d'intérêts de toutes les banques de l'échantillon.

Ces résultats sont expliqués par le fait que les banques qui disposent d'une faible part de marché vont essayer d'augmenter leurs parts de marché pour être plus compétitives. Pour ce faire, elles vont cibler des clients plus risqués, à qui les grandes banques refusent d'octroyer des crédits. Compte tenu du risque encouru par les petites banques sur ces crédits, elles vont exiger des intérêts plus élevés ce qui va augmenter leurs marges d'intérêts et par conséquent améliorer leurs performances. Cependant, Eichengreen and Gibson (2001) ont trouvé une relation positive entre la part de marché et la rentabilité bancaire.

9. Gouvernance

Beltratti et Stulz (2009) ont inclus la gouvernance dans leurs listes de variables indépendantes influençant la performance financière. Dans ce travail, nous nous intéressons sur la taille du conseil d'administration et sur la qualité des auditeurs externes.

La littérature s'est largement intéressée à l'étude de l'influence de la taille sur la performance financière de l'entreprise. Le lien entre la taille du conseil d'administration et la performance financière débouche sur des conclusions contradictoires. Ainsi, plusieurs chercheurs prouvent que le nombre d'administrateurs peut influencer le fonctionnement du conseil et par conséquent la performance financière de l'entreprise. Certains auteurs semblent être en faveur d'un conseil de grande taille. En effet, dans un environnement incertain, plus la taille du conseil est grande, plus les différentes connaissances des administrateurs permettent d'améliorer la performance et d'exercer un contrôle efficace sur le dirigeant (Kiel et al 2003, Coles et al 2005 et Linck, et al 2006).

De même Godard et Schatt (2004), prévoient que plus le nombre d'administrateurs est important plus l'entreprise réalise de grande performance financière. Dans cette lignée, Pearce et Zahra (1989) et Provan (1980) défendent l'existence d'une relation positive entre la taille du conseil et la performance financière des entreprises. Toutefois, une autre catégorie d'auteurs prouve que les conseils de grande taille sont moins efficaces et ont un impact négatif sur la performance de l'entreprise. En effet, lorsque le conseil est de grande taille, cela peut présenter une barrière au contrôle de la gestion de l'entreprise à cause de la mauvaise coordination, flexibilité et communication. Wu (2000), Bhagat et Black (2002), Odegaard et al (2004), Mak et al (2005) et Andres et al (2005) stipulent que les conseils de petite taille créent plus de valeur que les conseils de grande taille.

Dans notre étude nous supposons que la taille du conseil d'administration affecte positivement la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

Pour le cas de la qualité de l'auditeur externe, nous signalons qu'un auditeur compétent et indépendant est capable de détecter et révéler les éléments de fraude sans être affecté par l'opportunisme des dirigeants. Les études empiriques élaborées dans ce sens, développent deux caractéristiques du cabinet d'audit qui peuvent affecter la qualité d'audit : la taille (De Angelo, 1981) et la réputation (Klein et al, 1981). De ce fait, Defond (1992) relie la réputation de l'auditeur à son appartenance à un réseau international (Big four ou BIG 4: PWC, Deloitte, Ernst&Young et KPMG). Plusieurs recherches ont présenté la taille du cabinet comme une garantie implicite de la qualité des travaux réalisés (Becker et al 1998, Piot 2004).

En effet, Datar et al. (2004) stipulent que les états financiers certifiés par les auditeurs « BIG » renforcent la confiance des investisseurs sur le marché financier vis-à-vis de la qualité de l'information. Donc, l'appartenance des auditeurs à un réseau international d'audit permet d'améliorer la transparence de communication financière des entreprises et par après la performance financière. La théorie de l'agence suggère que l'audit externe est l'un des mécanismes de gouvernance assurant l'atténuation de l'asymétrie d'information, la résolution des conflits d'agence et la réduction des coûts y afférents ce qui améliore la performance financière (Jensen & Meckling, 1976 ; Anderson & al 1993 ; Yeoh & Jubb, 2001).

L'audit externe a pour finalité de fiabiliser l'information comptable et financière divulguée, aidant, entre autres, à appréhender la situation financière et la performance des entités économiques (Bushman & Smith, 2001). D'autre part, la qualité de l'audit est nécessaire dans le but de contribuer à une résolution efficace des problèmes contractuels grâce à la prestation d'une information précieuse et fiable (Pittman & Fortin, 2004). Compte tenu de la difficulté à faire apparaître la qualité des travaux d'audit, qui la rend difficile à apprécier par les actionnaires et les autres utilisateurs de l'information financière, l'émission d'un jugement sur la valeur d'un audit repose sur la réputation du cabinet, qui va lui servir de substitut (McNair, 1991).

On assiste alors à une différenciation des cabinets en fonction des réputations, calquée sur leur taille : la certification des états financiers par un gros cabinet d'audit (BIG) sera généralement jugée plus fiable que celle d'un cabinet plus petit (NON BIG) (DeAngelo, 1981). Cet effet de réputation incite également les entreprises à choisir des cabinets d'audit « BIG 4 » pour bénéficier des retombées de cette image et donc renforcer la crédibilité des chiffres comptables produits (Piot, 2003, Veronina et al, 2005). Dans tous les cas, cet effet « BIG 4 » suppose l'amélioration de la qualité de la divulgation comptable des entreprises (Pittman & Fortin, 2004), la réduction de l'asymétrie d'information entre les investisseurs informés et non informés et donc une augmentation de la performance financière sur le marché des actions.

Dans ce travail, nous prévoyons que l'appartenance des auditeurs externes au BIG 4 affectent positivement la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

10. Dépenses d'exploitation

D'après la théorie économique, les dépenses d'exploitation ont un effet négatif sur la performance des banques. Les résultats de différentes recherches divergent en ce qui concerne l'impact de ces charges sur la performance de ces institutions financières.

Selon Nessibi (2016), plus les dépenses d'exploitation sont élevées, plus la banque aura des charges à supporter lors de l'exercice de son activité. Ainsi, la rentabilité de la banque va prendre une allure négative. Pour leur côté, Bashir (2003) et Ben Naceur (2003) expliquent l'existence d'une relation positive entre les charges d'exploitation et la performance bancaire. Ils affirment que les dépenses d'exploitation stimulent la productivité de la banque ce qui les rend plus performantes. Aussi, les banques ont tendance à engager des dépenses d'exploitation supplémentaires dans le but de maximiser leurs profits.

11. Degré de diversification des revenus

Le degré de diversification est mesuré généralement par le ratio : revenus hors intérêts liés aux prêts sur le total actif (Sologoub, 2006). A ce niveau, on tient compte des revenus de la banque qui ne sont pas liés à son activité traditionnelle d'intermédiation. Beaucoup de travaux de recherche déterminent la relation entre le degré de diversification et la performance financière des banques. Les résultats de ces recherches sont divergents.

D'après, Sologoub (2006), Dietrich et Wanzenried (2011), Nisar (2015), Javaid (2016) et Albertazzi et al. (2016), une relation positive entre la diversification des revenus et la performance financière bancaire est une évidence. Les banques qui génèrent des revenus élevés et issues des activités non-traditionnelles, ont généralement une rentabilité plus importante. Selon ces auteurs, les banques assez diversifiées sont capables de substituer les pertes subites sur un service ou un produit, par les gains qui sont réalisés sur d'autres produits et ceci améliore leurs rentabilités.

Par contre, une autre catégorie de chercheurs constituée de Demirgüç-Kunt et Huizinga (1999), De Young et Rice (2004) ; Stiroh et Rumble (2006), Barros et al. (2007) ont affirmé l'inverse en démontrant une corrélation négative entre le degré de diversification et la performance financière des banques. Ils prouvent que les banques dont une part importante de leurs actifs ne produit pas d'intérêts, sont les moins performantes financièrement. En plus, les banques qui se

sont spécialisées dans une seule activité arrivent à mieux gérer les problèmes liés à l'asymétrie d'informations et finissent par améliorer leurs rentabilités.

I.2.2. Facteurs externes

Les facteurs externes peuvent être regroupés en deux catégories (Rouabah, 2006). La première catégorie englobe toutes les caractéristiques qui renseignent sur les particularités du marché (la concurrence, la concentration du marché, etc.). La deuxième catégorie regroupe les facteurs macro-économiques qui reflètent la situation économique du pays (le taux d'inflation, le taux de croissance économique ou du PIB, etc.).

1. Taux de croissance du PIB

D'après Goddard et al. (2004), Demirgüç-Kunt et Huizinga (1998), Arpa et al. (2001), Bikker et Hu (2002) et Schwaiger et Liebig (2008), il est aisé de supposer que la croissance de l'activité économique, mesurée par le PIB, a un impact positif sur les performances des banques : une période de forte croissance entraîne une hausse des investissements et de la consommation, d'où une hausse du crédit entraînant la hausse de la performance financière des banques. Pourtant tous les auteurs n'arrivent pas à cette conclusion. Ainsi, Claeys et Vennet (2008) étudiant la situation en Europe, trouvent que cela n'est vrai qu'en Europe occidentale, mais que l'impact est nul sur les banques d'Europe de l'Est.

En outre, Bernake et Gertler (1989) et Demirgüç-Kunt et al. (2004) découvrent aussi une relation inverse entre la croissance du PIB et la performance des banques. Une des explications qu'ils avancent est la suivante : dans les périodes de récession, le risque de défaut des emprunteurs augmente. Pour compenser ce risque plus élevé, les banques augmentent le taux d'intérêts sur les prêts, ce qui améliore leur performance.

Dans ce mémoire, nous nous attendons à une relation négative entre le taux de croissance du PIB et la performance financière des banques des pays de la CEA.

2. Taux d'inflation

D'après Revell (1979), l'impact de l'inflation sur la performance financière dépend du rythme de croissance des dépenses opérationnelles : si ces dépenses augmentent plus vite que l'inflation, il trouve un impact négatif sur la performance financière. Si au contraire le rythme de croissance est moindre, il trouve un impact positif.

Dans son étude, Perry (1992) affine l'analyse en introduisant la notion d'anticipation : si l'inflation est totalement anticipée, alors elle peut être répercutée sur les prix ex-ante, et cela améliore la performance financière. Si au contraire elle n'est pas anticipée, les coûts vont

augmenter plus rapidement que les prix et l'impact sur la performance financière sera négatif. De surcroît, Bourke (1989), Molyneux et Thornton (1992), Demirgüç-Kunt et Huizinga (1999), Athanasoglou et al. (2006, 2008), et Pasiouoras et Kosmidou (2007) ont fait des recherches sur la relation entre l'inflation et la performance financière des banques, et ont trouvé un impact positif et statistiquement significatif.

Cependant, certaines études aboutissent toutefois à un résultat opposé : celles de Afanasieff et al. (2002) et celle de Naceur et Kandil (2009). Elles concluent que l'inflation influe négativement sur les marges nettes d'intérêts. Naceur et Kandil (2009), proposent l'explication suivante : l'activité principale des banques est l'octroi de crédit. Le marché repose donc sur une offre de crédit accordé par les banques, et une demande des particuliers et des entreprises. L'inflation réduirait la demande de crédit, parce qu'elle augmente l'incertitude sur l'avenir.

Dans ce mémoire, nous nous attendons à ce que le taux d'inflation affecte positivement la performance financière des banques des pays de la CEA.

3. Taux de chômage

Le taux de chômage représente le pourcentage des chômeurs du total de la population active. C'est un indicateur qui reflète l'aptitude de l'économie à créer des emplois pour la population qui a la capacité et le besoin de travailler. Il donne un aperçu sur le développement économique d'un pays. En effet, une augmentation du taux de chômage est en général accompagnée d'une récession économique et consécutivement, une augmentation de la probabilité de défaut des emprunteurs des banques. Donc, ces événements accentuent le risque de crédit auquel les banques sont exposées et ont tendances à réduire la qualité des actifs ainsi que la performance financière des banques. Ce résultat a été confirmé par les travaux de plusieurs chercheurs, à savoir Ifeacho (2014), Bolt et al (2012), qui ont essayé de cerner le lien entre la performance financière des banques et le taux de chômage. La majorité des recherches ont donc confirmé l'impact négatif du chômage sur la rentabilité des banques.

4. Choix d'un pays (ou effets pays)

De nombreuses recherches ont confirmé l'existence de performances très hétérogènes entre banques situées dans des pays différents. Les études de La Porta (1997), Stulz et Williamson (2003) et Beck et al. (2003) apportent ainsi des éléments de preuve suggérant que les systèmes de droit, les règles comptables, les cultures et les religions expliquent les différences transfrontalières de croissance économique et de développement des entreprises. Dans leur analyse des banques en Europe sur la période 1993-2001, Barros et al. (2007) aboutissent aux mêmes conclusions.

I.3. Revue empirique sur les déterminants de la performance financière bancaire

Du point de vue empiriques, beaucoup de travaux ont été faits dans le cadre d'analyser les déterminants de la performance financière des banques commerciales. Cette revue empirique n'est pas exhaustive. Nous choisissons délibérément de la restreindre à quelques travaux empiriques dont les conclusions mettent en lumière celles pouvant nous éclairer pour analyser les différents déterminants de la performance financière des banques du milieu de notre étude.

I.3.1. Travaux analysant les déterminants de la performance financière des banques

Les différents travaux évoqués sont classés ci-dessous du plus ancien au plus récent.

1. Bourke (1989) a fait une étude pour apprécier les facteurs qui influencent la performance des banques commerciales en Europe, en Amérique du Nord et en Australie sur 90 banques pour une période de 1993 à 2002.

Cette étude utilisait la méthode des moments généralisés (GMM). Les variables utilisées dans ce travail sont le ratio de liquidité et le ratio de concentration.

Les résultats de son étude ont été les suivantes : le ratio de liquidité et le ratio de concentration pour chaque pays étaient significatifs dans la détermination de la profitabilité des banques commerciales. Ils influençaient positivement la performance financière des banques sous son étude.

2. Rime (2001) a porté son attention sur les banques commerciales de la Suisse et a choisi le modèle à équations simultanées pour évaluer le lien entre le capital et la rentabilité des actifs. Bien que la rentabilité soit intégrée comme variable exogène, le résultat final fait ressortir un effet positif et significatif du capital.
3. Goddard et al. (2004) ont fait une étude sur la relation entre le capital et la profitabilité des banques européennes. L'étude portait sur 665 banques européennes provenant de six pays : l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, la France, le Danemark et l'Espagne. En utilisant deux méthodes d'estimation, les MCO et les GMM, les auteurs obtiennent des liens négatifs entre le capital et la rentabilité (économique et financière).
4. Athanasoghou, et al. (2008), quant à lui, a fait une étude sur les déterminants internes et externes de la rentabilité portant sur trois banques en Grèce pour la période de 1985 à 2001. Ces auteurs ont utilisé comme variables la capitalisation, la productivité, le risque de crédit, le ratio des dépenses d'exploitation, la taille de la banque, la structure de propriété et la concentration du secteur bancaire. Les résultats trouvés sont les suivants : la capitalisation et la productivité ont chacune un effet positif sur la rentabilité (ROA et ROE), le risque de

crédit et le ratio dépenses d'exploitation/total actif a un effet négatif sur la rentabilité (ROA et ROE) et la taille de banque, la structure de la propriété et la concentration du secteur n'ont pas d'effet sur la rentabilité (ROA et ROE). L'étude a utilisé la méthode des moments généralisés (GMM).

5. Mansouri et Afroukh (2009) ont fait une étude sur les déterminants de la rentabilité des banques commerciales marocaines sur la période de 1993 à 2006. L'étude empirique portait sur un panel cylindré de cinq principales banques marocaines composées de deux banques privées (BMCE et Attijariwafa), une banque semi publique (Groupe Banques Populaires) et deux filiales étrangères (BMCI et Crédit du Maroc). Les variables utilisées dans cette étude sont les charges générales des banques, les fonds propres, la taille de la banque, le volume des crédits, le développement du marché des capitaux, la croissance économique et l'inflation. Les résultats de l'étude montrent que les charges générales des banques, les fonds propres et la taille de la banque avaient un impact négatif sur la rentabilité des actifs (ROA). Cependant, le volume des crédits distribués et le développement du marché de capitaux avaient un impact positif sur la rentabilité des actifs (ROA). Les déterminants externes comme la croissance économique et l'inflation avaient un effet positif sur la rentabilité des banques commerciales marocaines.
6. Gahungu & Muhamari (2012) ont fait une analyse des déterminants de la performance financière des banques commerciales du Burundi sur la période de 1997 à 2009. Ils utilisaient l'approche économétrique des données de panel avec modèles à effets individuels fixes. L'étude examinait l'impact des variables organisationnelles, en plus des variables financières et macroéconomiques, en analysant le rôle joué par l'Etat sur la rentabilité des banques commerciales burundaises. Les résultats ont montré que l'implication de l'Etat en tant qu'actionnaire semble être négativement corrélée avec la rentabilité des banques sur la période de référence. Les variables macroéconomiques n'étaient pas déterminantes de la performance financière et les variables financières étaient en grande partie le moteur des variations de la rentabilité des banques.
7. Ongore & al. (2013), ont étudié les déterminants de la performance financière des banques commerciales au KENYA. L'étude portait sur toutes les 37 banques commerciales dont disposaient le Kenya à ce moment sur la période allant de 2001 à 2010. Les variables utilisées sont l'adéquation du capital, la gouvernance, la qualité des actifs, la croissance économique et l'inflation. Cette étude utilise le modèle de régression multiple. Les résultats trouvés sont les suivants : L'adéquation du capital et la gouvernance ont eu un effet positif et significatif sur la performance financière des banques kenyanes tandis que la qualité des

actifs avait un effet négatif sur la performance au moment où la liquidité n'avait pas d'effet sur la performance financière des banques kenyanes.

Pour les variables macroéconomiques, le constat est que la croissance économique affichait un effet négatif sur la ROA et la NIM alors que sur la ROE la relation était positive. Pour le cas de l'inflation, l'effet était négatif sur la performance financière des banques commerciales kenyanes.

8. Lee et al. (2013) ont évalué l'impact du capital sur la rentabilité des banques asiatiques. En utilisant un modèle dynamique sur un échantillon de 2276 banques provenant de 42 pays d'Asie, les auteurs trouvent qu'entre 1994 et 2008, le capital affecte négativement la rentabilité des capitaux propres et le rendement des actifs.
9. Bouzgarrou et Bejaoui (2014) ont analysé la rentabilité des banques tunisiennes en appliquant un modèle de panel dynamique avec l'estimateur GMM sur 16 banques commerciales entre 1999-2010. Les résultats prouvent une relation positive entre le capital et la rentabilité des actifs des banques tunisiennes.
10. Adam (2014) a fait une investigation sur la performance financière des banques d'investissement et de finance d'Erbil dans la région de Kurdistan en Irak pour une période de 2009 à 2013. Les variables utilisées sont constituées par le ratio de liquidité, la qualité des actifs et les crédits bancaires. La conclusion de l'étude a été que la performance financière des banques (ROA, ROE et NIM) d'Erbil est améliorée par le ratio de liquidité, la qualité des actifs et les crédits. L'approche économétrique utilisée réside dans une analyse en données de panel.
11. Kabwigiri et Hakizindavyi (2015) ont analysé l'influence de la structure du capital sur la performance financière des banques commerciales au Burundi. L'étude portait sur cinq banques burundaises sur la période de 1996 à 2010. L'étude a été faite par la modélisation des données de panel. Les variables utilisées sont la concentration du capital, la concentration de la propriété, la propriété institutionnelle, la propriété managériale et la propriété publique. Les résultats de la recherche sont les suivants : la concentration du capital et la propriété managériale ont eu un effet positif sur la performance financière des banques burundaises, la relation de la propriété institutionnelle à la performance des banques burundaises dépendait du comportement de la présence des investisseurs institutionnels et enfin la prédominance de la propriété publique avait un impact positif sur la performance financière des banques burundaises.

12. Menicucci et Paolucci (2016) ont analysé la relation entre les facteurs spécifiques des banques et la rentabilité dans le secteur bancaire européen dans le but de déterminer les facteurs internes pour l'atteinte d'une haute rentabilité. L'étude portée sur 28 banques européennes pour une période de 2006 à 2015. L'approche économétrique utilisée réside dans une analyse en données de panel. Les variables utilisées sont le ratio de l'adéquation du capital, le ratio de dépôts et la qualité des actifs. Les résultats de leur étude ont montré que le ratio d'adéquation du capital, le ratio de dépôts avait un impact positif sur la rentabilité bancaire en Europe. En outre, les mêmes résultats font état que la qualité des actifs affichait un impact négatif sur la rentabilité des banques de l'Europe.
13. Ozgur et Gorus (2016) ont fait une analyse de l'impact des facteurs spécifiques des banques et des facteurs macroéconomiques sur la rentabilité des banques de dépôt en Turkey pour une période de 2006 à 2016. Les variables utilisées sont le ratio des capitaux propres, les crédits non performants, le revenu net d'intérêt, le taux directeur, les revenus hors intérêts, la part du marché, les dépenses opérationnelles, le taux de change et la crise financière. Les résultats de l'étude affichent que, d'un côté, les capitaux propres sur le total des actifs, les crédits non performants sur le total des crédits, le revenu net d'intérêts sur le total moyen des actifs et le taux directeur de la banque centrale ont un impact positif et significatif sur la ROA. De l'autre côté, les revenus hors intérêts sur le total des actifs, la part du marché, les dépenses opérationnelles sur le total actifs et le taux de change ont un impact non statistiquement significatif sur la ROA. Enfin, l'auteur termine en disant que la crise financière globale a été significativement négative sur la performance.
14. Nuhiu et al. (2017) ont analysé les déterminants de la rentabilité des banques commerciales à travers les indicateurs de la performance financière au KOSOVO. L'étude porte sur 10 banques commerciales pour la période de 2010 à 2015. L'étude a été faite selon la méthode des données de panel. Les résultats de l'analyse de la régression montrent que le ratio de l'adéquation du capital et la liquidité ont des effets négatifs sur la NIM. Les variables explicatives tels que la bonne gouvernance, la qualité des actifs, la croissance du PIB et l'inflation ont un impact positif sur la NIM.
15. Kamande (2017) a fait une étude sur les effets spécifiques aux banques déterminant la performance financière des banques commerciales du Kenya. L'étude a été faite sur 11 banques pour la période allant de 2011 à 2015. L'économétrie des données de panel a servi dans cette recherche. Les résultats de la recherche ont été les suivants : La capitalisation, la qualité des actifs, l'efficacité de gestion, la capacité de gain et la liquidité avaient une influence positive sur la performance financière des banques commerciales du Kenya.

16. Lembow (2019) a fait une analyse économétrique de déterminants de la profitabilité des banques commerciales en République démocratique du Congo. La démarche qui a été utilisée consiste à faire une application des nouvelles générations des modèles de panel (panel dynamiques) des données sur un échantillon des 8 banques congolaises entre 2012 et 2017. Les résultats trouvés font ressortir que la taille, la capitalisation et le taux d'inflation sont des facteurs qui influent sur la profitabilité des banques commerciales en RDC.
17. Assienin (2020) a fait une analyse empirique sur les facteurs explicatifs de la performance des banques ivoiriennes. Cette étude utilise la méthode d'analyse par des données de panel. Les variables utilisées sont l'efficacité opérationnelle, la capitalisation, la liquidité, le contrôle et l'efficacité opérationnelle. Sa recherche a été menée sur un échantillon de 24 banques sur la période de 2011 à 2016. Les résultats ont affiché que l'efficacité opérationnelle, la capitalisation et la liquidité ont une influence positive sur la performance mesurée par la rentabilité financière (ROE), la rentabilité économique (ROA) et la marge nette d'intérêt (NIM). Par contre, ses résultats ont aussi montré que la rentabilité financière est impactée négativement par la variable contrôle et que la rentabilité économique est aussi influencée négativement par l'efficacité opérationnelle.
18. Elouali & al. (2020), ont fait une étude de l'impact des déterminants internes sur la performance financière des banques islamiques. Cette recherche a examiné empiriquement l'effet des facteurs spécifiques à l'activité bancaire sur la performance financière des banques islamiques opérant dans 12 pays. En adoptant une approche quantitative justifiée par l'économétrie des données de panel pendant la période allant du dernier trimestre 2013 jusqu'au troisième trimestre 2019, les résultats ont mis en évidence l'existence d'une relation très significative entre l'ensemble des variables explicatives et la variable dépendante (ROA). De cela, ils ont trouvé que la performance financière des banques islamiques est corrélée positivement avec la taille de la banque et la liquidité mais aussi qu'elle est influencée négativement par la capitalisation bancaire, la qualité des actifs et l'efficacité opérationnelle.
19. Maniratunga (2021) a analysé les déterminants de la performance financière sur quelques banques commerciales burundaises pour une période de 2012 à 2017. L'étude portait sur 5 banques burundaises à savoir : BANCOBU, BCB, BBCI, IBB et BGF. Les variables utilisées sont les crédits accordés, la liquidité, les dépôts, la capitalisation, la taille et le PIB. Le modèle économétrique adopté est celui des données de panel. Les résultats trouvés sont les suivantes : les variables crédits accordés, liquidité, PIB et inflation avaient un impact

positif sur la rentabilité financière (ROE) d'un côté et les variables dépôts, capitalisation et taille avaient un impact négatif sur la rentabilité financière de l'autre côté.

20. Ngandop (2021), dans sa thèse de doctorat, présente des résultats issus de ses régressions et suggèrent quelques déterminants clés de la performance bancaire islamique. L'étude a été faite sur base de l'analyse en panel dynamique pour la période de 2006-2015 et à partir d'un échantillon de 48 banques islamiques et de 61 banques conventionnelles. Les caractéristiques du conseil de surveillance de la charia, telles que sa taille, le nombre de participation aux réunions, leur qualification académique, tendent à influencer positivement la performance financière bancaire islamique, tout en modérant la relation entre la structure de propriété et la performance.

21. Faïda et Nizigiyimana (2022) ont fait une analyse de l'incidence des mécanismes de gouvernance bancaires sur la performance des banques commerciales au Burundi. L'étude a porté sur trois banques (BCB, BANCOBU et IBB) sur une période de 2005 à 2016. Les variables utilisées sont la taille du conseil d'administration, l'étatisation du capital, l'effet de la présence du conseil des administrateurs étrangers et la régulation des capitaux propres. Les résultats obtenus ont été synthétisés ainsi : d'une part, la taille du conseil d'administration et l'étatisation du capital a affecté négativement la performance des banques commerciales du Burundi et de l'autre côté, l'effet de la présence d'administrateurs étrangers et la régulation des capitaux propres en réponse au respect de la réglementation financière plus rigoureuse ont eu une incidence positive sur la performance des banques commerciales burundaises.

I.3.2. Limites des travaux empiriques analysés dans notre travail de recherche

L'ensemble des travaux passés sous revue permet d'informer aussi bien des situations de convergence que de divergence quant aux résultats des recherches effectuées sur les déterminants de la performance financière des banques commerciales. Cependant, au regard de la littérature empirique existante, rares sont les études portant sur l'analyse des déterminants de la performance financière des banques commerciales dans la CEA. A notre point de vue, nous n'avons pas pu rencontrer des travaux antérieurs sur l'analyse des déterminants de la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

Très peu de travaux semblent se limiter à l'analyse de la performance des banques commerciales et de leurs déterminants au niveau de leurs pays respectifs. C'est le cas de Gahungu & Muhamari (2012), Kabwigiri et Hakizindavyi (2015), Maniratunga, (2021) et Faïda et Nizigiyimana (2022) pour le Burundi, Lembow (2019) pour la RDC et de Ongore, & al. (2013) et Kamande (2017) pour le Kenya. Il apparaît donc utile de rendre disponible une analyse des déterminants de la performance financière des banques commerciales dans les pays de la CEA. Ceci dans le cadre de faire une comparaison des résultats qui, par ailleurs, est au centre des préoccupations dans notre recherche.

Conclusion du premier chapitre

Au cours de ce chapitre, nous avons constaté que plusieurs concepts interviennent dans la détermination de la performance financière des banques à savoir : la banque, la performance, la performance financière et le concept déterminant.

Quant à la revue théorique sur les déterminants de la performance financière des banques, nous avons constaté que la performance financière est déterminée par plusieurs variables qui, d'un côté, peuvent être internes et de l'autre côté, externes.

Les déterminants internes ou microéconomiques sont des variables sur lesquelles les banques peuvent effectuer la maîtrise quant au contrôle et relèvent des états financiers des institutions bancaires. A ce niveau, la taille de la banque, la capitalisation, la liquidité, les crédits non performants, les crédits bancaires accordés, les dépôts bancaires, la part du marché, la propriété étrangère, la gouvernance, les dépenses d'exploitation et le degré de diversification ont été développés. En ce qui concerne les déterminants externes ou macroéconomiques, ce sont ceux que les banques sont incapables de contrôler. Nous avons évoqué, à ce point, la croissance économique, l'inflation, le taux de chômage et le choix d'un pays (effet pays). Nous avons constaté que les déterminants internes et externes, développés dans la théorie, sont nombreux à tel point que nous n'avons pas été exhaustifs.

Pour la revue empirique, nous avons constaté que les chercheurs ne sont pas toujours du même avis en ce qui concerne l'impact de chacun de ces déterminants sur la performance financière des banques. De plus, il est évident qu'à notre point de vue, il n'existe pas de travail de recherche qui a été fait pour analyser les déterminants de la performance financières de banques commerciales au sein de la CEA. D'où la nécessité de faire notre travail de recherche.

CHAPITRE II : PRESENTATION DU CONTEXTE DE L'ETUDE

Dans ce chapitre, nous faisons, en premier lieu, une brève description de la CEA. En deuxième lieu, nous présentons en général le système bancaire dans les pays de la CEA. Troisièmement, nous faisons une description des banques commerciales issues de notre échantillon.

II.1. Brève description de la CEA

Parmi les communautés économiques régionales africaines, une d'entre elles se distingue. Il s'agit de la CEA. Cette communauté affiche de très grandes ambitions et serait promise à un bel avenir, vu les progrès réalisés au cours des vingt dernières années (Gahama, 2015).

Selon Bumwe (2018), la Communauté Est Africaine a vu ses premiers jours au début de 1897 avec la construction d'un chemin de fer qui devait relier le Kenya et l'Ouganda. En même temps, en 1900, a été créé le centre de collecte des douanes. Le même auteur mentionne que l'union postale a suivi en 1905 et en 1909 et ça a été le tour de la cour d'appel de l'Afrique de l'Est. En 1919, l'union douanière et la conférence des administrateurs de l'Afrique orientale en 1926, le conseil de l'impôt sur le revenu de l'Afrique orientale et le conseil économique en 1940. Malheureusement, peu d'avancées ont été accomplies et la coopération tant voulue n'a été menée nulle part.

En 1967, 27 ans après, il y eut un traité de l'Afrique orientale pour l'établissement du Haut-commissariat de l'Afrique Orientale, de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de l'Organisation des services communs de l'Afrique orientale comme organisations de la Tanzanie, l'Ouganda, ainsi que le Kenya. Le même traité mentionne que ces organisations devaient réglementer et contrôler quelques matières d'intérêt commun mais elles devaient également s'occuper des relations industrielles et commerciales et les transactions entre les trois pays. Ce traité a été abrogé en 1977 pour manque de volonté politique des gouvernements, l'absence de participation du secteur privé et de la société civile dans le processus de coopération.

Le 7 juillet 2000, la Communauté Est Africaine est véritablement rétablie après que le traité visant à créer la Communauté d'Afrique de l'Est fût signé en novembre 1999 et ratifié par les trois États fondateurs, à savoir le Kenya, la Tanzanie ainsi que l'Ouganda. Aujourd'hui, la Communauté Est Africaine compte quatre membres supplémentaires en plus des membres fondateurs. Ces membres sont le Rwanda et le Burundi, qui ont tous les deux adhéré à l'organisation en juillet 2007 (traité portant création de la CEA, 2007)², le Soudan du Sud qui a rejoint la communauté régionale en avril 2016 et la RDC s'est ajoutée pour atteindre le 7^{ème}

² Treaty for the establishment of the East African Community(as amended on 14th December, 2006 and 20th August, 2007)

composant le 11/07/2022³. Cette communauté a pour objectifs de créer une union douanière, un marché commun, une union monétaire et enfin, une fédération politique. Parmi ces quatre piliers, deux ont déjà été atteints, à savoir l'union douanière et le marché commun.

Des études sont avancées quant à l'atteinte du troisième objectif. Ceci est justifié par la signature d'un addendum au mémorandum d'entente sur la convertibilité et le rapatriement des monnaies de la CEA le 17 mars 2023 dans la réunion tenue à Bujumbura par les Gouverneurs des banques centrales des pays de cette communauté (BRB, 2023)⁴. Selon la même source, ceci va permettre les paiements transfrontaliers en utilisant les monnaies respectives des pays de la CEA. Dans la même réunion des Gouverneurs des pays de la CEA, ça a été l'occasion d'évaluer le pas franchi sur l'union monétaire, qui était projetée au début de l'année 2024, reportée à l'an 2031 par le conseil des Ministres des pays de l'EAC du 19 au 23 février 2023 (EAC, 2023)⁵.

Dans le même ordre d'idée, trois contraintes qui ont suscité le report de l'union monétaire vers 2031 ont été la flambée des prix pétroliers et alimentaires qui, selon les Gouverneurs des banques des pays de la CEA, a causé une diminution des réserves d'échange et perturbé le marché d'échange dans la communauté mais aussi, ils précisent que la pandémie de la covid-19 est également une des causes.

II.2. Systèmes bancaires des pays de la CEA

Les banques de cette communauté possèdent des ratios de fonds propres se trouvant au-dessus de la limite des exigences prudentielles dans tous les secteurs bancaires de pays de l'EAC.

La forte rentabilité des banques engendre un coussin supplémentaire de fonds propres contre toute situation imprévue pouvant entraîner une défaillance bancaire. Pour assurer une stabilité bancaire à long terme, les exigences de capital sont généralement révélées. Il est important de noter aussi qu'aucun pays de cette communauté n'applique les définitions de ratios de fonds propres prévus par les accords de Bale II et que plusieurs banques de la zone sous estiment les provisions pour pertes attendues. Les banques centrales des pays membres de la CEA sont responsables de la régulation et de la supervision bancaire de leurs banques commerciales, banques de développement, institutions de la microfinance et les autres intermédiaires financiers. Les caractéristiques différentes des secteurs financiers de ces pays poussent aussi à une différenciation conséquente en matière réglementaire et prudentielle, mais ils partagent néanmoins certaines normes communes.

³ <https://www.eac.int/>, consulté le 22/08/2022

⁴ <http://www.brb.bi>, consulté le 31/03/2023

⁵ <https://www.eac.int/>, consulté le 31/03/2023

Par rapport aux normes internationales d'adéquation de fonds propres, aucun cadre réglementaire des pays de la zone EAC n'est véritablement conforme aux pratiques internationales du comité de Bâle, mais il faut néanmoins noter que des efforts ont été entrepris en matière de la réglementation prudentielle.

Les ratios de fonds propres des banques de la zone ne sont pas calculés sur la base des principes et de recommandations des accords de Bâle II et aucune réglementation prudentielle nationale n'est conforme avec les principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace du comité de Bâle (le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie se sont inspirés de plusieurs normes de ce principe pour mettre en place une politique prudentielle).

Dans ce point, nous présentons le système bancaire du Burundi, de la Tanzanie, du Kenya, du Rwanda, de l'Ouganda, du Sud Soudan et de la RDC, pays qui composent la Communauté Est Africaine. Les informations que nous fournissons dans ce point, proviennent des sites web, des rapports annuels, des rapports financiers et d'autres rapports fournis par les banques centrales respectives ainsi que d'autres sources d'informations fiables.

II.2.1. Système bancaire burundais

Nous développons, dans ce point, la structure du secteur bancaire burundais, le bilan agrégé des banques burundaises et la solidité financière du secteur bancaire burundais.

II.2.1.1. Structure du secteur bancaire burundais

A la fin de l'année 2021, le système financier du Burundi était composé de 5 types d'institutions financières à savoir les établissements de crédit, les institutions de microfinance, les compagnies d'assurance, les établissements de paiement ainsi que les organismes de prévoyance sociale (BRB, 2021)⁶. D'après la même source, le secteur bancaire était constitué de 14 établissements de crédits dont 12 banques commerciales et 2 établissements financiers⁷. Les institutions de microfinance étaient au nombre de 60 dont 20 Coopératives d'épargne, 20 entreprises de microfinance et 20 groupements financiers communautaires. Les établissements de paiement de monnaie électronique étaient au nombre de 3 issus de trois compagnies de téléphonie mobile. Ces établissements font partie des éléments essentiels constitutifs du système financier de la CEA en général et du Burundi en particulier.

II.2.1.2. Bilan agrégé des banques burundaises

Pour le bilan agrégé des banques burundaises, les informations que nous développons ici sont recueillies dans le rapport des indicateurs de la conjoncture publié par la BRB en décembre

⁶ BRB, Rapport de stabilité financière, exercice 2021

⁷ <https://www.brb.bi>, consulté le 16/07/2022

2021⁸. Comparé à celui de la fin de décembre 2020, le bilan agrégé du secteur bancaire s'est amélioré à la fin de 2021 suite à la hausse des dépôts de la clientèle et des refinancements de la banque centrale aux banques commerciales, du côté du passif. Cette amélioration est aussi liée à l'augmentation des crédits à l'économie, du côté actif. La qualité du portefeuille crédits s'est légèrement améliorée et le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé.

II.2.1.3. Solidité financière du secteur bancaire burundais

Les informations de la solidité financière du secteur bancaire burundais, que nous présentons ici, proviennent du rapport précédemment évoqué des indicateurs de la conjoncture publiée en décembre 2021 par la BRB.

Ainsi, par rapport à la fin de décembre 2020, le niveau de capitalisation du secteur bancaire et la qualité de son portefeuille crédits se sont améliorés à la fin de décembre 2021. Les ratios de solvabilité ont légèrement augmenté tandis que les ratios de rentabilité ont légèrement diminué. Les fonds propres ont augmenté de 29,3% à la fin de décembre 2021, se fixant à 595,4 contre 460,4 Mds de BIF à la fin de décembre 2020. Les ratios de solvabilité⁹ de base et globale ont légèrement augmenté, se fixant respectivement en 2021 et en 2020 à 21,6% contre 20,8% et à 23,1% contre 22,4%. De même, le ratio de levier¹⁰ a légèrement augmenté de 11,0% en 2020 à 11,3% en 2021.

Le taux de détérioration du portefeuille crédits s'est établi à 3,4% à la fin de décembre 2021 contre 5,3% fin décembre 2020. L'encours des prêts non performants a baissé de 1,5% à la fin de décembre 2021, s'établissant à 68.344,8 contre 69.380,1 MBIF. Cette baisse est liée à la radiation des créances compromises vieilles de 2 ans dans les bilans des établissements de crédits. Le taux de détérioration du portefeuille crédits a diminué dans l'agriculture (3,7 contre 14,8%), le commerce (2,7 contre 5,0%), le tourisme (9,6 contre 15,2%), la construction (3,4 contre 4,7%) et l'équipement (3,1 contre 5,8%). Par contre, il a légèrement augmenté de 0,7% à 1,0% dans le portefeuille crédits alloué à l'industrie.

Le secteur bancaire burundais est fortement exposé aux grands risques. L'exposition du secteur bancaire vis-à-vis des grands risques, s'est accrue de 92,0% à la fin de décembre 2021, s'établissant à 759,1 Mds de BIF contre 395,5 Mds de BIF fin décembre 2020.

⁸ BRB, Indicateurs de conjoncture, décembre 2021

⁹ La limite réglementaire minimale est de 12,5% pour le ratio de solvabilité de base et de 14,5% pour le ratio de solvabilité globale.

¹⁰ La limite réglementaire minimale est de 5% pour le ratio de levier.

L'encours des grands risques représentait 38,0% en 2021 du portefeuille global contre 30,2% en 2020¹¹. L'exposition du secteur bancaire vis-à-vis du commerce demeure prépondérante.

Le Produit Net Bancaire (PNB) s'est accru de 12,8% en glissement annuel, s'établissant à 331.106,3 MBIF à la fin de décembre 2021 contre 293.545,9 MBIF. De même, le Résultat Net a augmenté de 18,1%, atteignant 166.615,3 en 2021 contre 141 069.1MBIF fin 2020. Par contre, les Rendements des Actifs (ROA) et celui des Fonds Propres (ROE) se sont respectivement établis à 3,4 et à 28,0% à la fin de décembre 2021 contre 3,6 et 30,6% fin décembre 2020. Le montant des gros dépôts¹² a augmenté de 11,5% en glissement annuel, se fixant à 1.208,5 Mds de BIF à fin décembre 2021 contre 1.083,5 Mds de BIF à fin décembre 2020.

II.2.2. Système bancaire tanzanien

Dans ce point, comme pour le cas du Burundi, nous développons la structure bancaire, le bilan agrégé des banques et la solidité financière du secteur bancaire tanzanien.

II.2.2.1. Structure du secteur bancaire tanzanien

En 2021, il y avait 46 établissements bancaires dont 34 étaient des banques commerciales, cinq banques de microfinance, cinq banques communautaires et deux banques de développement (BT, Rapport annuel 2020-2021).

D'après la même source, les institutions financières n'acceptant pas de dépôts étaient au nombre de 13 comprenant trois bureaux de change, quatre sociétés de crédit-bail, une société de refinancement hypothécaire, un fond de financement du logement, deux bureaux de référence de crédit et deux bureaux de représentation de banques étrangères.

II.2.2.2. Bilan agrégé des banques tanzaniennes

Dans ce point, nous fournissons des informations trouvées dans le rapport consolidé de performance économique du dernier quart de l'année 2021 publiés par la banque de la Tanzanie¹³. Selon la même source, le total des actifs a augmenté de 4,16 % pour atteindre 34689,48 milliards de TZS en 2021 contre 33 161,80 milliards de TZS enregistrés l'année précédente, principalement financés par une augmentation des dépôts, des emprunts et des bénéfices non répartis. Pour la même période, les prêts, avances et découverts ont augmenté de 4,93 % pour atteindre 18 765,13 milliards de TZS contre 17 884,03 milliards de TZS pour l'année 2020. Cette croissance a été attribuée à un environnement macroéconomique favorable,

¹¹ La circulaire n°06/2018 relative à la division des risques de crédit des établissements de crédit, un grand risque est un prêt dont le montant est supérieur à 10% des Fonds Propres de base.

¹² Les gros dépôts se définissent comme étant la somme des dépôts des 10 premiers déposants dans chaque établissement de crédit.

¹³ Consolidated zonal economic performance report for the quarter ending december 2021

à la politique monétaire accommodante de la banque et aux mesures réglementaires prises pour soutenir la croissance du crédit au secteur privé. Le passif total du secteur a augmenté de 4,02% en 2021 pour atteindre 29 267,31 milliards de TZS, contre 28 135,42 milliards de TZS enregistrés l'année 2020. L'augmentation des passifs a été attribuée à l'augmentation des dépôts.

II.2.2.3. Solidité financière du secteur bancaire tanzanien

Concernant la solidité financière du secteur bancaire, nous avons recueilli les informations dans le rapport de supervision du secteur bancaire tanzanien de la 24^{ème} édition¹⁴. Pour la période 2020-2021, le secteur bancaire a resté solide et stable avec un capital adéquat, des liquidités suffisantes, une bonne rentabilité et l'amélioration de la qualité des actifs.

Ainsi, le secteur bancaire s'est comporté de manière satisfaisante selon les indicateurs de solidité financière et d'après les exigences réglementaires. Les ratios de capital de base et des fonds propres sur le total des actifs pondérés en fonction des risques et les engagements hors bilan étaient respectivement de 17,13 % et 17,9 %, en juin 2021 contre 16,9 % et 17,9 % en juin 2020. Ces ratios étaient supérieurs au minimum d'exigence réglementaire de respectivement 10 et 12 %. Le niveau de liquidité a également été au-dessus de l'exigence réglementaire minimale de 20 %. Le ratio des actifs liquides sur les passifs était de 33,3 % contre 33,4 % impliquant une capacité de durabilité des banques à répondre aux obligations arrivant à échéance. Les actifs ont augmenté de 6,6 pour cent à 36 481,1 milliards de TZS à la fin de juin 2021, principalement portée par les dépôts, qui ont augmenté de 6,5 % pour atteindre 26 535,6 milliards de TZS.

L'augmentation observée des dépôts a été largement due aux efforts de mobilisation des banques à travers les agents bancaires et plateformes numériques. Les prêts, les avances et les découverts ont continué à constituer une part importante des actifs soit 55,8%. La qualité des actifs s'est améliorée, comme en témoigne la diminution du ratio de prêts non performants (NPL) aux prêts bruts à 9,3 % en juin 2021 contre 10,8 % rapportés dans la période correspondante en 2020 et le niveau acceptable de 5%.

II.2.3. Système bancaire kenyan

Dans ce point, comme pour le cas du Burundi et la Tanzanie, nous développons la structure bancaire, le bilan agrégé des banques et la solidité financière du secteur bancaire kenyan.

¹⁴ BT, Financial Sector Supervision, 24th edition, 2021

II.2.3.1. Structure du secteur bancaire kenyan

Dans ce point, nous nous sommes servi du rapport annuel de la banque centrale kenyane pour l'exercice 2020-2021¹⁵. Selon cette même source, le secteur bancaire Kenyan était composé de 38 banques commerciales, 1 société de financement hypothécaire, 14 banques de microfinance, 9 bureaux de représentation de banques étrangères, 67 banques étrangères de bureaux de change, 17 prestataires de transfert de fonds et 3 bureaux de référence de crédit au cours de l'exercice clos le 30 juin 2021.

II.2.3.2. Bilan agrégé des banques kenyanes

Le bilan de l'industrie bancaire a augmenté de 9,1 % par an jusqu'en juin 2021, en raison de l'augmentation des prêts et des avances et des titres publics, qui, à la fois représentaient 80,3 % du total des actifs (CBK, Annual Report 2020-2021). Ce rapport précise que les dépôts des clients représentaient 73,2 % du total des passifs. Aussi, il précise que les prêts et avances bruts ont passé de 6,9 % à 3,1 billions de Ksh en juin 2021 partant de 2,9 Ksh billions en juin 2020.

II.2.3.3. Solidité financière du secteur bancaire kenyan

Le même rapport continue à préciser que les principaux secteurs qui ont tiré la croissance du Kenya étaient ceux des transports et des communications (11,9 %), Tourisme, Restaurants et Hôtels (11,4 %), Énergie et Eau (10,7 %) et Personnel et Ménage (10,1 %).

D'après la même source, les fonds propres de base et les ratios du capital total sur le total des actifs pondérés en fonction des risques ont été 16,5 % et 18,9 % respectivement en juin 2021. Ils étaient au-dessus des ratios minimaux légaux de 10,5 % et 14,5 % respectivement pour l'année précédente.

De même, le ratio des dépôts était de 16,8 % en 2021 par rapport à 16,7 % en juin 2020. Les ratios étaient supérieurs au minimum légal de 8,0 %. Pour la qualité des actifs, les actifs non-performants bruts se sont améliorés avec augmentation du ratio NPL de 13,1 % en juin 2020 à 14,0 % en juin 2021. Les secteurs de transport et communication, Mines et Carrières, Immobilier, Bâtiment et Construction et énergie et eau ont enregistré la plus forte augmentation des NPL. Cette augmentation a été principalement attribuée à un environnement commercial difficile en raison des effets néfastes de la pandémie de coronavirus (COVID-19).

En ce qui concerne la rentabilité, le bénéfice annuel après impôt a augmenté de 11,3 %, passant de 134,1 milliards de Ksh en juin 2020 à 149,2 milliards de Ksh au 30 juin 2021. L'augmentation de ce revenu total est liée à une augmentation de 16,2 milliards de Ksh des

¹⁵ CBK, Annual Report 2020-2021)

revenus des avances et augmentation de 31,9 milliards de Ksh des revenus de titres d'Etat. Pour la liquidité, le ratio de liquidité globale a resté solide jusqu'en juin 2021 s'établissant à 57,0% par rapport à 52,8% de juin 2020. Ces chiffres étaient supérieurs au minimum légal de 20%.

II.2.4. Système bancaire rwandais

Comme pour le système du secteur bancaire des pays précédemment évoqués, nous présentons là aussi, pour le cas du Rwanda, la structure du secteur bancaire, le bilan agrégé des banques et la solidité financière du secteur bancaire.

II.2.4.1. Structure du secteur bancaire rwandais

D'après les informations recueillies dans le rapport rwandais de la politique monétaire et de la stabilité financière fourni par la banque centrale rwandaise (BNR,2022)¹⁶, la structure du secteur bancaire a resté inchangée au cours de la période 2020-2021 comparée à la précédente. Le secteur était composé de 16 banques (dont 11 banques commerciales, 3 banques de microfinance, 1 banque de développement et 1 banque coopérative).

II.2.4.2. Bilan agrégé des banques rwandaises

Dans ce point, nous présentons les informations recueillies au sein du même rapport rwandais de la politique monétaire et de la stabilité financière sorti en mars 2022.

D'après ce rapport, le total des actifs a augmenté de 17,5 % en 2021 pour atteindre 5 064 milliards de francs rwandais, bien qu'il était en faible croissance comparé à celui de décembre 2020 (24,0% d'augmentation du total des actifs). Le rapport continue à montrer que la croissance des actifs des banques a été principalement tirée par la mobilisation des dépôts et l'expansion du capital de base. Pour le côté passifs et fonds propres, les fonds propres ont augmenté de 18,9 % passant de 714 milliards FRW en 2020 pour atteindre 849 milliards de FRW en 2021. La croissance des fonds propres est associée à des injections de capital et à une augmentation des bénéfices non répartis avec la croissance des bénéfices.

II.2.4.3. Solidité financière du secteur bancaire rwandais

Pour la solidité financière du secteur bancaire rwandais, nous présentons les informations recueillies du même rapport rwandais sur la politique monétaire et la stabilité financière.

A la fin de décembre 2021, pour le secteur bancaire, ce rapport montre que le ratio d'adéquation des fonds propres (CAR) et le CAR total s'élevaient à 20,5 et 21,5 pour cent respectivement qui restent supérieurs à 12,5 et 15 % d'exigences prudentielles minimales.

¹⁶ BNR, Monetary policy and financial stability statement, march 2022

Toutes les banques continuent à maintenir les coussins de fonds propres supérieurs à ces exigences minimales. La maintenance des coussins de fonds propres au-dessus du minimum réglementaire a augmenté la résilience de la banque au niveau des pertes potentielles.

Par ailleurs, le capital libéré a augmenté de 38,5 milliards de FRW atteignant 402,6 milliards de FRW en décembre 2021 contre 354,1 milliards de FRW en décembre 2020, permettant ainsi aux banques de développer leurs activités. Les risques liés à un effet de levier excessif sont restés faibles alors que les banques continuaient de se conformer avec l'exigence de ce levier. Le ratio de levier est un outil réglementaire qui est utilisé pour vérifier la suffisance des fonds propres des banques indépendamment des risques. Il complète les exigences minimales en matière d'adéquation du capital et place les limites imposées aux banques d'exercer un effet de levier excessif sur leur bilan. Pour amortir ce risque, les banques sont tenues de maintenir au moins un effet de levier minimum de 6 %. A la fin de décembre 2021, sur l'ensemble du secteur, le ratio de levier s'élevait à 13,8 % en décembre 2021 et toutes les banques se sont conformées avec l'exigence de ratio de levier.

La qualité des actifs s'est également détériorée dans l'agriculture, les travaux publics et pour les crédits à la consommation, mais cette détérioration n'a pas été généralisée car elle est liée aux gros emprunteurs qui ont fait défaut, affectant ainsi les performances du secteur. En conséquence, le rendement d'actifs (ROA) et le rendement des capitaux propres (ROE) ont augmenté à 2,5 % et 15,0 % en 2021 contre 2,0 % et 11,8 % en 2020, respectivement. La perspective de stabilité et l'amélioration de la rentabilité renforce la résilience des banques grâce à des capitaux générés en interne pour amortir les chocs. L'amélioration de la rentabilité des banques est associée à une augmentation des investissements dans les actifs productifs qui ont induit une croissance plus élevée des revenus par rapport aux dépenses.

II.2.5. Système bancaire ougandais

Nous développons dans cette partie la structure du secteur bancaire, le bilan agrégé des banques et la solidité financière du secteur bancaire ougandais. Les informations fournies dans ces différents points sont recueillies dans le rapport annuel de la banque centrale de l'Ouganda de décembre 2021¹⁷ et dans son rapport annuel sur la supervision bancaire (2021)¹⁸.

II.2.5.1. Structure du secteur bancaire ougandais

D'après le rapport annuel 2021 de la banque de l'Ouganda, il existe trois types d'institutions de dépôt qui sont autorisées et réglementé par la BOU.

¹⁷ BOU, National financial inclusion strategy 2017-2022

¹⁸ BOU, Annual supervision report, december 2021

Elles se répartissent suivant le niveau I (banques commerciales), le niveau II (établissements de crédit) et le niveau III (institutions de microfinance de dépôt). Pour l'exercice 2021, l'Ouganda enregistrait 25 banques commerciales. En plus de ces institutions de dépôts, 207 bureaux de change et 21 institutions financières non bancaires sont enregistrés par la banques de l'Ouganda.

II.2.5.2. Bilan agrégé des banques ougandaises

Les informations du bilan agrégé des banques ougandaises sont recueillies dans le rapport annuel de la banque centrale de l'Ouganda de décembre 2021 (BOU, 2021).

Malgré l'environnement opérationnel difficile dû à la pandémie Coronavirus, ce rapport précise que les banques commerciales ont continué à enregistrer une croissance de leurs actifs. Le total des actifs des banques a augmenté de 11,0 %, passant de 35,8 billions d'UGX en juin 2020 à 39,8 billions d'UGX en juin 2021. La croissance des actifs au cours de l'année 2021 était principalement due à la détention par les banques de titres d'Etat qui a augmenté de 32,9% (ou 2,5 billions d'UGX) pour atteindre 10,2 billions d'UGX et des prêts et avances bruts qui a augmenté de 7,0% (ou 1,1 billion d'UGX) pour atteindre 16,6 billions d'UGX. Du côté du passif, les dépôts des clients ont augmenté de 8,7%, passant de 25,5 billions d'UGX à 27,7 billions d'UGX au cours de l'année se terminant en juin 2021.

II.2.5.3. Solidité financière du secteur bancaire ougandais

Dans ce point, nous présentons les informations du secteur bancaire trouvées dans le rapport annuel 2021 produit par la banque centrale ougandaise (BOU). Selon la même source, le secteur bancaire est resté rentable au cours de l'année 2021. Le bénéfice net global après impôt (NPAT) des banques commerciales a augmenté de 26,9 pour cent en 2021 afin d'atteindre 1073,9 milliards UGX contre 846,2 milliards UGX l'année précédente.

La croissance des bénéfices a été largement tirée par des augmentations respectivement de 24,4 % et 7,9 % des revenus d'intérêts sur les titres d'Etat et les prêts.

Dans l'ensemble, le secteur bancaire disposait de réserves de fonds propres solides à la fin de décembre 2021, renforçant la résilience aux chocs potentiels. La politique prudentielle continue de BOU et la politique de restriction de paiement de dividendes par les SFI leur a permis de conserver plus leurs revenus vers la constitution organique de réserves de capital. Les conditions de financement et de liquidité sont restées stables, soutenues par une amélioration de la mobilisation des dépôts, la détention par les sociétés financières de réserves de liquidité solides et les mesures politiques de la BOU, tout au long de l'exercice clos en décembre 2021. Le total des dépôts de la clientèle, qui est resté la principale source de financement stable pour

les banques commerciales représentait 84 % du total des passifs. Ces dépôts ont augmenté de 6,8 % c'est-à-dire de 26,8 billions d'UGX en 2020 à 28,6 billions d'UGX en 2021.

Le coût global des dépôts ramené à 2,3 % au cours de l'année 2021, contre 2,4 % l'année précédente. Pendant l'année 2021, le total des prêts de toutes les sociétés financières a augmenté de 6,3 % pour atteindre 18 400 milliards d'UGX au cours de l'année à fin décembre 2021, par rapport à la croissance de 12,6 % sur la période passée (décembre 2020). Le total des NPL des SFI a augmenté de 6,7 %, passant de 933,3 milliards UGX fin décembre 2020 à 995,9 milliards UGX fin de décembre 2021.

L'augmentation des prêts improductifs en 2021 provient principalement des transports et des communications, les secteurs des services sociaux et de l'immobilier, dont les NPL ont augmenté respectivement de 155,2, 118,2 et 109,4 %. Par ailleurs, pour les biens immobiliers résidentiels, les prix dans la région métropolitaine du Grand Kampala ont diminué de 4,5 % au cours de l'année 2021, contre une augmentation de 5,2 % en décembre 2020. En outre, afin de minimiser davantage l'effet de levier excessif et les risques potentiels de mouvements des prix de l'immobilier, la BOU a maintenu la politique prudentielle sur la limite du ratio prêt-valeur de 85,0 % des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts fonciers-achats.

II.2.6. Système bancaire du Sud Soudan

Suite au manque des rapports financiers des différentes banques commerciales du Sud Soudan, il nous a semblé difficile de développer tous les points développés pour les autres pays. Seule la structure du secteur bancaire et la solidité du secteur bancaire Sud Soudanais ont été développées. Peu d'informations recueillies dans ce pays ont été trouvées sur les sites web référencés ci-dessous dans la suite de cette partie relative au système bancaire du Sud Soudan.

II.2.6.1. Structure du secteur bancaire Sud Soudan

Le secteur bancaire du Sud Soudan est constitué de 30 banques commerciales réparties sur tout le territoire dont 7 sont étrangères, 11 sont des coentreprises et 12 sont des banques nationales¹⁹. En plus de ces banques commerciales agréées, le Sud Soudan dispose aussi de 58 bureaux de change. Signalons que la Banque du Sud Soudan a été créée en vertu de la loi de 2011²⁰.

II.2.6.2. Solidité financière du secteur bancaire du Sud Soudan

Les informations mentionnées dans ce point ont été recueillies de l'annuaire sur le financement du logement en Afrique 2019²¹.

¹⁹ <https://boss.gov.ss/&cd=2&hl=fr&ct=clnk&gl=bi>, consulté le 17/07/2022

²⁰ <https://bankofsouthsudan.org/>, consulté le 17/07/2022

²¹ <http://housingfinanceafrica.org/app/uploads/Soudan-du-Sud-2019.pdf>, consulté le 18/07/2022.

Il s'agit d'un document donnant une vue d'ensemble de l'économie des pays africains. Pour ce qui est du Sud Soudan, tous les secteurs y sont développés y compris le secteur bancaire. Malgré leur clientèle limitée, les banques commerciales ont consolidé leur situation financière selon la même source. Les banques ont augmenté leurs dépôts 64 fois depuis l'indépendance du Sud Soudan, tandis que les prêts ont augmenté de près de 35 fois entre 2011 et 2018. Le taux des prêts non productifs était de 5,1 % en 2018, atteignant son plus bas niveau depuis l'indépendance. Les dépôts et les prêts bancaires ont augmenté, le crédit pour la construction et l'immobilier a été presque statique.

II.2.7. Système bancaire de la RDC

Nous développons, pour la RDC, la structure du secteur bancaire, le bilan agrégé des banques et la solidité financière du secteur bancaire.

II.2.7.1. Structure du secteur bancaire de la RDC

Les informations relatives à la structure financière du secteur bancaire sont recueillies sur le site web de la banque centrale de la RDC²². Le nombre des banques commerciales a été ramené à quinze (15) contre dix-sept (17) depuis 2019, suite au retrait de l'agrément de la BIAC, d'une part, et à la fusion-acquisition des deux banques, en l'occurrence la BCDC et Equity Bank, d'autre part. Le paysage bancaire est constitué de quatre (4) établissements sous contrôle national et onze (11) sous contrôle étranger. De plus, la RDC avait, en 2021, soixante-onze (71) Coopératives d'Épargne et de Crédit, 24 institutions de microfinance et 35 bureaux de change.

II.2.7.2. Bilan agrégé des banques de la RDC

Le paysage financier sous la supervision de la Banque Centrale est toujours dominé par le secteur bancaire, dont la part du marché, en termes du total de bilan, a représenté 92,3 %, suivi du secteur des émetteurs électroniques (3,7 %) et celui de la microfinance (2,7 %). Le reste d'entités a représenté 1,3 % (BCC, 2020)²³.

II.2.7.3. Solidité financière du secteur bancaire de la RDC

Les informations développées dans cette partie proviennent du rapport de banque centrale sur la stabilité financière 2019-2020 de la RDC sorti en mai 2022²⁴. D'abord, pour l'adéquation des fonds propres du secteur bancaire, le constat est que, dans l'ensemble, le secteur bancaire a été

²² www.bcc.cd, consulté le 20 juillet 2022

²³ BCC, Rapport sur la Stabilité Financière 2019 - 2020

²⁴ BCC, Rapport sur la Stabilité Financière 2019 - 2020

assez résilient tout au long de la période. En effet, en 2019, en dépit du ralentissement économique observé durant la période, le ratio de solvabilité globale s'est affiché à 15,3 % contre un seuil minimal requis de 10 % et celui de base à 13,0 % contre une exigence minimale de 7,5 %. En revanche en 2020, contre toute attente et, malgré le report de l'exigence réglementaire du capital minimum, le ratio de solvabilité global a enregistré une légère baisse de 0,85 % par rapport à l'année 2019, s'affichant à 14,5 %, au-delà de la moyenne de la SADC de 13,5 %. Par contre celui de base, tout en restant en conformité à l'exigence réglementaire, a connu un léger recul de 0,67 %, en s'établissant à 12,3 %.

Ensuite, pour ce qui est de la Qualité du portefeuille des prêts à la clientèle, il s'est observé une tendance baissière des prêts non performants en 2020 comparativement à l'année précédente. Néanmoins, le niveau des prêts non performants est resté au-delà du seuil maximal admis de 5%. De plus, pour la liquidité, le comportement affiché par le ratio de liquidité globale, laisse entrevoir sa bonne évolution toute au long de la période sous revue, d'autant plus que celui-ci est resté largement supérieur à la norme minimale requise de 100%. Par ailleurs, Il convient de souligner que le secteur bancaire congolais a en grande partie financé l'économie par des ressources stables collectées auprès de la clientèle considérée comme des ressources traditionnelles à moindre coût. Cette position permet au secteur de limiter son exposition à l'effet de levier excessif et de maintenir un certain niveau d'autonomie pour éviter que le financement de l'économie nationale ne soit pas trop tributaire des lignes de crédit extérieure. Enfin, pour la rentabilité bancaire, l'année 2020 a laissé apparaître un certain nombre de contre-performances du secteur bancaire, eu égard à la crise sanitaire, manifestées par son ratio de rendement des actifs qui est demeuré négatif de 0,2 % contre un ratio positif de 0,4 % une année avant.

II.3. Présentation des banques commerciales de notre échantillon

Dans ce point, nous décrivons les banques commerciales constituant notre échantillon à savoir les banques commerciales burundaises, rwandaises, tanzaniennes, kenyanes, ougandaises et congolaises. Au total, l'échantillon de notre travail est constitué de 54 banques commerciales de la Communauté Est Africaine. Signalons encore que les banques commerciales sud soudanaises ne sont pas incluses suite au manque des données. Toutes les informations décrivant les banques sont recueillies sur les sites web des 54 banques commerciales échantillonnelles. Signalons que les banques commerciales des différents pays de la CEA étaient au nombre de 165 en 2021.

II.3.1. Banques commerciales échantillonales burundaises

Dans ce point, nous présentons un bref historique des banques commerciales constituant notre échantillon et analysons l'évolution de certains indicateurs de la performance financière.

II.3.1.1. Bref historique des banques commerciales échantillonales burundaises

Pour le cas du Burundi, 5 banques commerciales sur 12 constituent l'échantillon dans notre travail. Elles ont été choisies grâce à la disponibilité des données couvrant la période de notre étude. Ces banques échantillonales sont les suivantes :

1. La Banque de Crédit de Bujumbura (BCB): Selon les informations recueillies sur le site web de la BCB²⁵, la Banque de Crédit de Bujumbura S.M. (BCB) est la première banque qui s'est installée au Burundi en 1922 (Agence d'Usumbura). Cette banque était à l'origine un des sièges de la Banque du Congo Belge (BCB), créée en 1909 à l'initiative de la « Banque d'Outre-mer ». Le 25 juillet 1964, l'agence de Bujumbura de la Banque du Congo Belge d'Usumbura a changé le nom et est devenue la Banque de Crédit de Bujumbura (BCB). Elle a pour mission de contribuer à la bancarisation de la population et d'apporter ainsi son concours au développement de la société. Sa vision est qu'en plus des activités classiques d'une banque, elle est un conseiller et un partenaire pour ses clients.
2. La Banque Commerciale du Burundi (BANCOBU): D'après les informations recueillies sur son site web²⁶, la banque commerciale du Burundi « BANCOBU » a été constituée, sous le régime des lois en vigueur au Burundi, le 13 juin 1960. Avant cette date, ses activités bancaires ont été menées respectivement par la Banque Belge du Congo et la société congolaise de banque (SOCOBANQUE).

Sa vision est d'offrir des produits et services répondant aux besoins de la clientèle. Sa devise est d'être une tradition de bien faire. Dans ses interventions, elle est guidée par les principes d'écoute, de sécurité et de proximité.

3. La Banque de Gestion et de Financement (BGF): D'après les informations disponibles sur son site web²⁷, la BGF est le couronnement des efforts consentis par quelques promoteurs, principalement nationaux. En 1992, ces derniers ont décidé de mettre sur pied une institution financière dénommée Société de Gestion et de Financement "SOGEFI" en sigle. Elle a fonctionné comme banque de financement sans guichet. Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 1995, la BGF a repris l'actif et le passif de la

²⁵ www.bcb.bi, consulté le 14/06/2022

²⁶ www.bancobu.com, consulté mardi, le 14/06/2022

²⁷ www.bgf.bi, consulté le 14/06/2022

SOGEFI et effectue désormais toutes les opérations bancaires à partir du 1^{er} Avril 1996. La vision de la BGF est de stimuler un nouveau dynamisme de développement basé sur la bancarisation adaptée pour plus de croissance soutenue du Burundi. La Banque s’est donnée la mission d’offrir à ses nombreux partenaires des services financiers de qualité afin de réaliser des avantages durables pour toutes les parties prenantes.

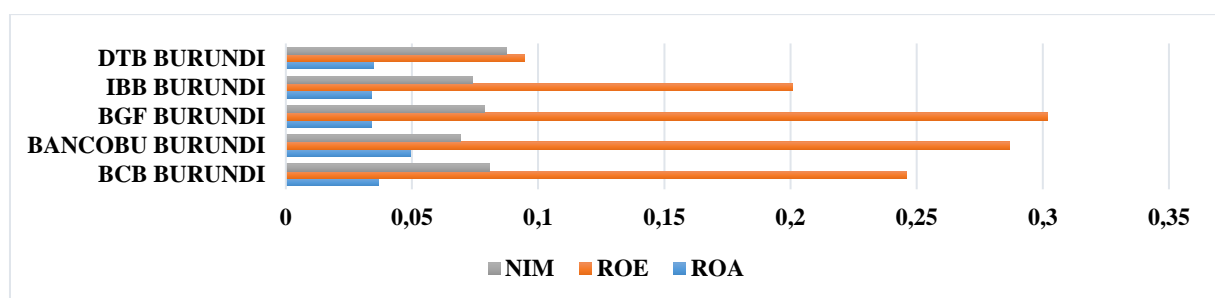
4. L’Interbank Burundi (IBB) : Selon les informations recueillies sur son site web²⁸, l’IBB est née en 1992, avec l’Assemblée Générale Constitutive du 31 août 1992 et l’Acte d’Agrément de la BRB du 24 septembre 1992. Sa vision est d’être un acteur de référence de la prospérité socio-économique de la population burundaise. Sa mission est d’offrir des services financiers responsables et innovants qui autonomisent socialement et économiquement les consommateurs, les professionnels, les entreprises et les communautés.
5. La banque Diamond Trust Bank Burundi (DTB): D’après les informations disponibles sur son site web²⁹, Diamond Trust Bank (DTB) a été introduite au Burundi en 2008. Elle est une banque régionale de premier plan, cotée à la Bourse de Nairobi (NSE). Filiale du Réseau Aga Khan de développement (AKDN), DTB opère en Afrique de l’Est depuis plus de 70 ans. L’héritage et les valeurs de la Banque sont articulés dans sa promesse de marque, « Atteindre plus » concrétisés grâce à une main-d’œuvre diversifiée et engagée.

II.3.1.2. Indicateurs de performance financière des banques échantillonales burundaises

Dans ce point, nous faisons une analyse descriptive des indicateurs de la performance relevée dans les rapports annuels et financiers des banques commerciales de notre échantillon.

Nous analysons la ROA, la ROE et le NIM. Le graphique 1 montre le rang des banques échantillonales burundaises suivant ces trois indicateurs de la performance en 2021.

Graphique 1 : Situation de la ROE, ROA et NIM des banques burundaises en 2021



Source : Auteur sur base des rapports annuels et financiers de l’exercice 2021.

Comme nous le constatons sur ce graphique, la ROE des banques de l’échantillon prend une part importante dans la performance mesurée par les trois indicateurs. Le ratio faible de la ROE

²⁸ www.interbankbdi.bi, consulté mardi le 14/06/2022

²⁹ <https://www.dtbb.co.bi>, consulté le 14/06/2022

avoisine 0,1 alors que le plus grand pour la NIM est en dessous de 0,1. Quant au même ratio de rentabilité financière (ROE), la BGF, la BANCOBU, la BCB, l'IBB et la DTB se suivent successivement selon l'importance de leurs rentabilités. Pour ce qui est de la NIM, c'est la DTB qui est en tête suivie par la BCB et la BGF. La BANCOBU est plus rentable économiquement si on tient compte des capitaux investis (ROA) avec un ratio de 0,05 suivie par la BCB et les autres banques sont presque au même niveau.

II.3.2. Banques commerciales échantillonnales rwandaises

Pour le cas du Rwanda, nous analysons le niveau de la performance financière des banques commerciales de notre échantillon et leur historique.

II.3.2.1. Bref historique des banques échantillonnales rwandaises

Au Rwanda, 4 banques commerciales sur 11 constituent l'échantillon pour notre travail. Comme pour le Burundi, elles ont été choisies suite à la disponibilité des données couvrant la période de notre étude. Ces banques de notre échantillon sont :

1. La Compagnie Générale de Banque Plc (COGEBANQUE): Selon les informations disponibles sur son site web³⁰, dans la Compagnie Générale de Banque Plc, environ 97% des actionnaires sont constitués des institutions et des hommes d'affaires rwandais depuis sa création. COGEBANQUE a enregistré d'énormes expansions stratégiques en ligne avec sa vision et ses valeurs fondamentales en tant qu'opérateur économique. Sa vision est d'être un centre financier d'excellence et un fournisseur leader de solutions financières innovantes au Rwanda. Sa mission est de créer, maintenir et accroître la valeur actionnariale en offrant des solutions financières inégalées à ses clients.
2. Guaranty Trust Bank Rwanda Plc (GTB): D'après les informations recueillies sur son site web³¹, GTB est un groupe bancaire de premier plan dont le siège est à Lagos, au Nigeria, et coté à la Bourse de Londres. En 2013, elle a acquis Fina Bank Group, qui opérait au Kenya depuis plus de 25 ans avec des filiales au Rwanda et en Ouganda. Sa vision est de devenir une plate-forme pour enrichir des vies en établissant des relations solides et à valeur ajoutée avec les clients, les parties prenantes et les communautés dans lesquelles elle opère. Sa mission est de fournir de services financiers de haute qualité avec l'envie d'être le meilleur à tout moment en ajoutant la valeur à toutes les parties prenantes.

³⁰ <https://www.cogebanque.co.rw>, consulté le 14/06/2022

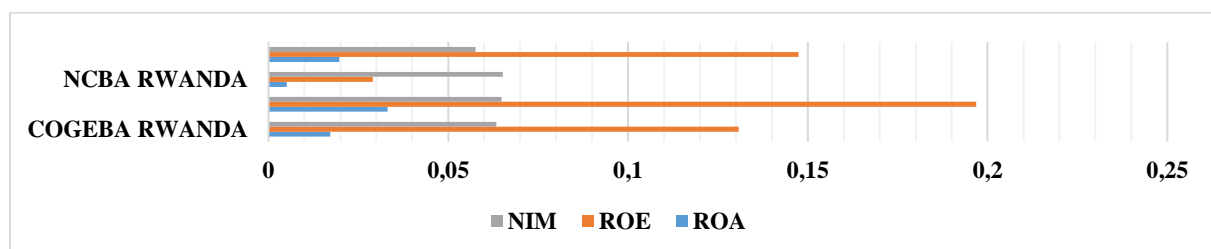
³¹ <https://www.gtbank.co.rw/>, consulté le 15/06/2022

3. NCBA Bank Rwanda Plc : Comme on le constate sur son site web³², NCBA (National Commercial Bank of Africa) a débuté au Rwanda en tant que Microfinance en mai 2017. En mars 2018, CBA a fusionné avec Crane Bank et a reçu sa licence en juillet 2018. Sa mission est de fournir des services financiers exceptionnels qui permettent d'épargner, d'investir et de faire fructifier le patrimoine de ses clients.
4. I&M Bank Rwanda Plc : D'après les informations recueillies sur son site web³³, cette banque a été ouverte en 1963 sous le nom de "Banque Commerciale du Rwanda" (BCR). Au début, il appartenait entièrement au gouvernement rwandais . En 2004, elle a été privatisée. En avril 2010, Actis Capital détenait 80 % de fonds propres et l'Etat rwandais détenait les 20 % restants de l'institution financière. Sa vision est de devenir une entreprise où les meilleurs veulent travailler. Le premier choix où les clients veulent faire des affaires et où les actionnaires sont satisfaits de leur investissement.

II.3.2.2. Indicateurs de performance financière des banques échantillonales rwandaises

Dans ce point, nous faisons une analyse descriptive des indicateurs de la performance relevée dans les rapports annuels et financiers des banques commerciales rwandaises de notre échantillon. Nous analysons la ROA, la ROE et le NIM. Le graphique 2 fournit la situation des banques échantillonales rwandaises selon les trois indicateurs de la performance en 2021.

Graphique 2 : Situation de la ROE, ROA et NIM des banques rwandaises en 2021



Source : Auteur sur base des rapports annuels et financiers de l'exercice 2021.

Comme pour le Burundi, c'est la rentabilité financière (ROE) qui prend une forte place quant à la performance de la majorité des banques rwandaises de l'échantillon. De plus, la NIM prend la seconde place et enfin c'est le tour de la rentabilité des capitaux investis (ROA). La banque GTB est beaucoup plus rentable quant à la rentabilité financière (ROE) et la rentabilité des capitaux investis (ROA). De plus, trois banques de l'échantillon à savoir la COGEB, la GTB et la NCBA sont presque au même niveau pour la rentabilité des produits d'exploitation (NIM). Toutes les banques de l'échantillon disposent d'une rentabilité financière très élevée suivie par la NIM et enfin par la ROA sauf pour la banque NCBA où NIM est supérieur aux autres.

³² <https://rw.ncbagroup.com/>, consulté le 15/06/2022

³³ www.imbankgroup.com/rw, consulté le 15/06/2022

II.3.3. Banques commerciales échantillonales tanzaniennes

Dans ce point, nous décrivons les banques commerciales tanzaniennes de l'échantillon à travers leur historique et leurs performances.

II.3.3.1. Bref historique des banques commerciales échantillonales tanzaniennes

Sur 34 banques commerciales que comptait la Tanzanie en 2021, 15 nous ont servi de guide échantillonnel. Comme précédemment, elles ont été choisies grâce à la disponibilité des données couvrant la période de notre étude.

1. Azania Bank Limited : D'après les informations de son site web³⁴, Azania Bank Limited, dont le nom officiel est First Adili Bancorp Limited, et communément appelée Azania Bank, est une banque commerciale en Tanzanie. Elle est agréée par la Banque de Tanzanie (BOT) en 1995. Sa vision est d'être un centre financier à guichet unique. Concernant sa mission, elle est une banque de choix centrée sur le client offrant des produits et services financiers de qualité utilisant une technologie appropriée et un personnel dévoué tout en améliorant la valeur pour leurs actionnaires.
2. Bank of Baroda Tanzania Limited (BBT) : Selon les informations disponibles sur son site web³⁵, cette banque a été fondée par le Maharaja Sayajirao Gaekwad III le 20 juillet 1908 dans l'Etat princier de Baroda au Gujarat en Inde. La banque, ainsi que 13 autres grandes banques commerciales en Inde, a été nationalisée en Tanzanie le 19 juillet 1969. Sa vision est d'être la source qui aidera toutes ses parties prenantes à atteindre leur objectif.
3. CRDB BANK Tanzania PLC : D'après les informations recueillies sur le son site web³⁶, CRDB Bank Plc est une banque africaine et l'un des principaux fournisseurs de services financiers en Tanzanie avec une présence actuelle en Tanzanie et au Burundi, en Afrique de l'Est. La Banque a été créée en 1996 et a été cotée à la bourse de Dar Es Salaam (DSE) en juin 2009. Sa vision à long terme est de générer un impact sur tous ses marchés grâce à l'innovation du secteur financier et de devenir un orchestre de la transformation du secteur.
4. Diamond Trust Bank Tanzania (DTB Tanzania) : Selon les informations disponibles sur son site web³⁷, DTB Tanzanie a été fondée en 1945, sous le nom de Diamond Jubilee Investment Trust (DJIT) avec son siège social à Dar es Salaam (Tanzanie) et des succursales à Mombasa (Kenya) et Kampala (Ouganda). Par la suite, des succursales ont également été ouvertes à Nairobi et à Kisumu au Kenya. DTBT est membre du Diamond Trust Bank Group , un

³⁴ www.azaniabank.co.tz, consulté le 16/06/2022

³⁵ <https://www.bankofbaroda.co.tz>, consulté le 16/06/2022

³⁶ <https://www.crdbbank.co.tz/>, consulté le 16/06/2022

³⁷ <https://www.diamondtrust.co.tz>, consulté le 28/06/2022

important fournisseur de services financiers en Afrique de l'Est avec des opérations au Burundi , au Kenya, au Rwanda , en Tanzanie et en Ouganda.

5. International Commercial bank Tanzania LTD (ICB) : D'après les informations recueillies sur son site web³⁸, ICB a créé et acquis des banques commerciales en Afrique, en Asie et en Europe depuis la création de sa première banque en 1994. International Commercial Bank (Tanzania) Limited est membre du groupe bancaire ICB établi à Dar Es Salaam, en Tanzanie depuis 1997. Sa mission est d'être une banque internationale de premier plan engagée dans une banque de qualité et de valeur pour tous (parties prenantes). Sa mission est de construire une culture d'entreprise soutenue par sa valeur fondamentale.
6. LETSHEGO Bank Tanzania Limited: D'après les informations recueillies sur son site web³⁹, Letshego Bank Tanzania Limited est une banque commerciale de la Tanzanie , agréée depuis l'année 2011. Sa vision est d'être une organisation de services financiers de détail de classe mondiale répondant aux besoins des particuliers et des PME.
7. Mkombozi Commercial Bank PLC (MKCB) : D'après les informations recueillies sur son site web⁴⁰, Mkombozi Commercial Bank PLC (MKCB) a commencé comme une initiative de la Conférence épiscopale de Tanzanie en 2009 pour établir une banque commerciale avec l'objectif principal de servir et de soutenir les entreprises tanzaniennes émergentes pour la fourniture de services financiers.
8. Mwalimu Commercial Bank PLC (MCB): Selon les informations disponibles sur son site web⁴¹, MCB est une banque commerciale constituée en 2012 et dont le siège social est à Dar es Salaam en Tanzanie. Sa vision est d'être un fournisseur de solutions financières préféré en Tanzanie. Sa mission est de fournir des services financiers innovants à l'écosystème éducatif tanzanien et aux secteurs connexes, au profit de la société.
9. National Bank of Commerce Limited (NBC): D'après les informations recueillies sur son site web⁴² , cette banque trouve sa naissance en 1967 lorsque le gouvernement tanzanien a nationalisé toutes les institutions financières, y compris les banques. En 2000, le groupe de services financiers sud-africain Absa Group Limited a acquis une participation majoritaire dans NBC. Le gouvernement tanzanien a conservé une participation de 30% et la Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, a pris une

³⁸ <https://icbank.co.tz/>, consulté le 16/06/2022

³⁹ <https://www.letshego.com/tanzania> et www.advansbanktanzania.com , consulté le 17/06/2022

⁴⁰ <https://www.mkombozibank.co.tz/>, consulté le 17/06/2022

⁴¹ <https://mwalimubank.co.tz/>, consulté le 17/06/2022

⁴² <https://www.nbc.co.tz/en/about-us/>, consulté le 20/06/2022

participation de 15% dans la banque. La nouvelle entité est connue sous le nom de NBC Limited. Sa mission est de créer la prospérité dans sa communauté grâce à un service personnalisé, des relations authentiques et son engagement à rendre plus possible.

10. I & M Bank Tanzania Limited: Selon les informations recueillies sur son site web⁴³, I&M Bank Tanzania Limited est une banque commerciale en Tanzanie dont le siège est à Dar es Salaam et une filiale du groupe I&M Bank basé au Kenya. La banque a commencé ses opérations en Tanzanie en 2002 sous le nom de CF Union Bank, dont le siège est à Dar-es-Salaam. Sa vision est de devenir une entreprise où les meilleurs veulent travailler.

11. People's Bank of Zanzibar Limited (PBZ) : Comme on le trouve sur son site web⁴⁴, PBZ en tant que banque commerciale détenue par le gouvernement et offrant des services bancaires islamiques et conventionnels, a été créée le 30 juin 1966 et constituée en vertu du décret sur les sociétés de Zanzibar qui a été abrogé et remplacé par la loi n°15 de 2013 sur les sociétés. La banque a une filiale qui est MuCoBa Bank Plc détenue à 75%. La banque a été cotée à la Bourse de Dar es Salaam (DSE) le 8 juin 2016.

Sa vision est d'être un leader dans la fourniture de services financiers de valeur aux clients et autres parties prenantes. Sa mission est de fournir des solutions de services financiers innovantes qui répondent aux besoins des clients à des coûts compétitifs.

12. Standard Chartered Bank Tanzania LTD (SCB): La banque a été créée en 1911 comme on le trouve sur son site web⁴⁵. En 1967, ses actifs ont été nationalisés, mais ils ont été restitués à ses propriétaires actuels en 1992. Stanchart Tanzania se concentre sur les secteurs bancaires suivants : (a) l'agriculture (b) le commerce et (c) la fabrication. Son objectif est de stimuler le commerce et la prospérité grâce à sa diversité unique, et son héritage et ses valeurs sont exprimés dans la promesse de sa marque.

13. United Bank For Africa Tanzania Limited (UBA): D'après les informations disponibles sur son site web⁴⁶, UBA est la banque de rang mondiale en provenance de l'Afrique avec une riche histoire s'étendant sur plus de sept décennies. La banque, dont le siège est à Lagos, au Nigeria, est l'une des institutions financières les plus reconnues originaires d'Afrique subsaharienne avec des opérations florissantes dans 20 pays africains. Sa vision est d'être l'institution de services financiers leader et dominante incontestée en Afrique. Sa mission est d'être un modèle pour les entreprises africaines en créant une valeur supérieure pour

⁴³ www.imbank.co.tz et <https://www.imbankgroup.com/tz/>, consulté le 20/06/2022

⁴⁴ <https://www.pbzbank.co.tz/>, consulté le 20/06/2022

⁴⁵ <https://www.sc.com/tz/>, consulté le 20/06/2022

⁴⁶ <https://www.ubagroup.com/> et <https://www.ubatanzania.co.tz/>, consultés le 23/06/2022

toutes ses parties prenantes, en respectant les normes professionnelles et éthiques les plus strictes et en construisant une institution durable.

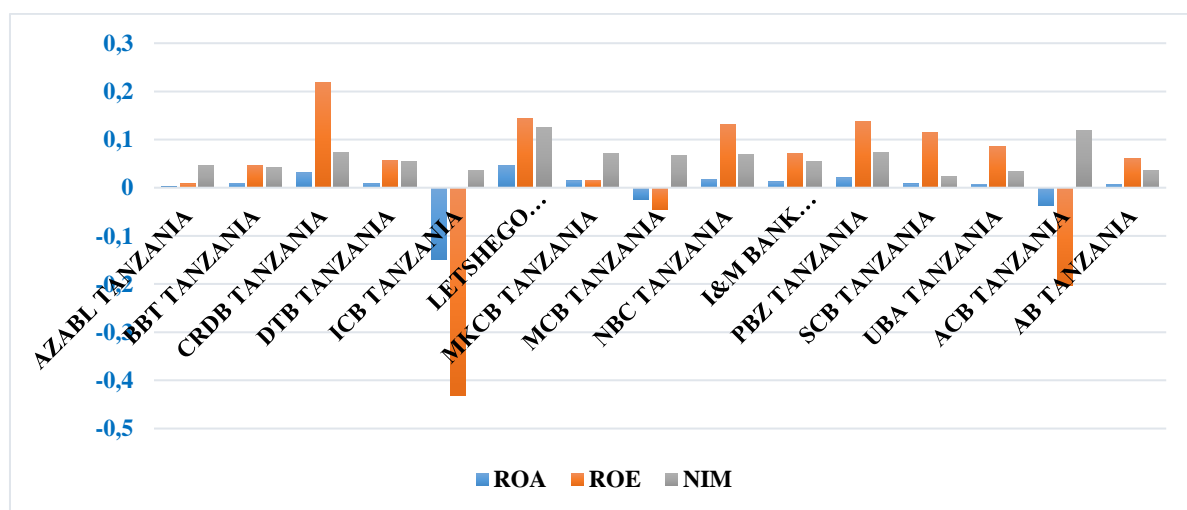
14. Akiba Commercial Bank Plc (ACB): Selon les informations affichées sur son site web⁴⁷, ACB a commencé ses opérations bancaires en août 1997 à l'initiative de plus de 300 entrepreneurs tanzaniens qui ont été inspirés à se lancer dans la microfinance, par le souci moral et économique de la lumière de millions de Tanzaniens. Sa vision est d'être la banque de choix en Tanzanie. Sa mission est de fournir des solutions financières innovantes inclusives de la manière la plus efficace et la plus durable.

15. Amāna Bank (AB) : D'après les informations recueillies sur son site web⁴⁸, cette banque a été fondée en 2009. Amāna Bank est la première et la seule banque commerciale agréée au Sri Lanka à mener toutes ses opérations selon les principes de la banque. Sa vision est d'être un leader admiré en fournissant des solutions financières équitables, non limitées aux chiffres, en gagnant la confiance de ses clients, ses employés, ses actionnaires et de la Tanzanie. Sa mission est d'adopter une approche bancaire unique et conviviale avec une passion pour l'amélioration continue, permettant la croissance et l'enrichissement des vies.

II.3.3.2. Indicateurs de performance financière des banques échantillonales de Tanzanie

Dans ce point, comme nous l'avons fait précédemment, nous faisons une analyse détaillant la situation des composants de la performance financière des banques commerciales échantillonales hébergées en Tanzanie. Le graphique 3 permet de montrer la situation de la ROE, la ROA et la NIM des banques tanzaniennes de notre échantillon en 2021.

Graphique 3 : Situation de la ROE, ROA et NIM des banques tanzaniennes en 2021



Source : Auteur sur base des rapports annuels et financiers de l'exercice 2021.

⁴⁷ <https://www.acbbank.co.tz/>, consulté le 23/06/2022

⁴⁸ <https://www.amanabank.lk>, consulté le 14/07/2022

D'après ce graphique, les indicateurs de la performance financière affichent un aspect positif d'un côté et négatif de l'autre côté. L'aspect négatif se manifeste pour trois banques commerciales à savoir la banque ICB, MCB et ACB pour la ROA et la ROE. Ceci montre que leurs politiques d'investissement et d'endettement nécessitent une forte restructuration. Pour ce qui est de l'aspect positif la ROE, NIM et ROA de certaines banques se suivent successivement dans la part de la performance financière des banques commerciales de la Tanzanie comme on l'a constaté pour le Burundi et le Rwanda. C'est le cas de BBT, CRDB, DTB, LETSHEGO, NBC, I&M BANK, PBZ, SCB, UBA et AB. Le reste des banques affichent un ratio NIM plus élevé comparé aux autres indicateurs de la performance financière.

II.3.4. Banques commerciales échantillonnes kenyanes

Dans ce point, 17 banques commerciales kenyanes sont présentées sur 38 que disposait le Kenya en 2021. Ces 17 banques ont été choisies grâce à la disponibilité des données couvrant la période de notre travail. L'historique et la présentation de leurs performances financières sont analysées dans les paragraphes des points suivants.

II.3.4.1. Bref historique des banques échantillonnes kenyanes

Ces banques sont :

1. Absa Bank Kenya Plc (ABSA) : D'après les informations disponibles sur son site web⁴⁹, Absa Bank Kenya Plc, ancienne Barclays Bank Kenya Limited, est une banque commerciale au Kenya et une filiale d' Absa Group Limited, basée en Afrique du Sud. Il est autorisé par la Banque centrale du Kenya. Le siège social et la succursale principale de la banque sont situés dans le bâtiment Absa Westend, près de Waiyaki Way, à Nairobi. Son objectif est de donner vie à des possibilités de ses clients.
2. Bank of Africa Kenya Limited (BOA): Selon les informations recueillies sur son site web⁵⁰, BOA Kenya est l'une des banques commerciales agréées par la Banque centrale du Kenya. BOA Kenya est une banque de taille moyenne et est classée 15^e sur les 38 banques commerciales au Kenya par la CBK. Sa vision est d'être la banque préférée de son marché choisi. Sa mission est de servir ses clients avec efficacité et courtoisie, contribuer au développement de toutes ses parties prenantes, d'optimiser la croissance du Groupe BANK OF AFRICA par des synergies et des plans de développement communs, de promouvoir la croissance et la stabilité des économies dans lesquelles elle opère.

⁴⁹ www.absabank.co.ke/personnel, consulté le 11/07/2022

⁵⁰ <https://www.boakenya.com/>, consulté le 11/07/2022

3. Citibank Kenya (CITI): Selon les informations disponibles sur son site web⁵¹, elle opère au Kenya depuis 1974 et possède deux succursales à Nairobi et à Mombasa, au service des entreprises et des clients institutionnels. Citibank Kenya est le hub régional du cluster Citi East Africa, qui couvre le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie. C'est la seule banque exclusivement réservée aux entreprises au Kenya. Sa mission est de fournir de manière responsable des services financiers qui favorisent la croissance et le progrès économique.
4. Co-operative Bank of Kenya (COB): Elle est une banque commerciale au Kenya depuis 1965 comme on le trouve sur son site web⁵². Sa vision est d'être la banque dominante au Kenya et dans la région, en s'appuyant sur le modèle coopératif unique offrant des solutions financières innovantes pour une expérience client distinctive. Sa mission est d'offrir une large gamme de solutions financières innovantes en s'appuyant sur ses lourds investissements dans la présence multicanale, nationale et régionale et en mettant l'accent sur une excellente expérience client par une équipe hautement motivée et talentueuse.
5. Consolidated Bank of Kenya (ConsoB): Communément appelée Consolidated Bank, elle est une banque commerciale à Nairobi, au Kenya selon les informations recueillies sur son site web⁵³. Elle est agréée par la Banque centrale du Kenya et a été constituée en 1989, à la suite de la fusion des neuf institutions financières insolvables. Sa mission est d'être la Banque de choix offrant des services agréables et pratiques et sa mission est de fournir des solutions financières flexibles qui aident ses clients à réussir.
6. Development Bank of Kenya (DBK): DBK est une banque commerciale au Kenya d'après les informations recueillies sur site web⁵⁴. Elle est agréé par la Banque centrale du Kenya en 1963. Development Bank of Kenya est une institution financière de taille moyenne qui propose une gamme de services financiers aux particuliers et aux entreprises. Sa vision est d'être le fournisseur privilégié de services financiers pour le développement. Sa mission est de promouvoir le financement du commerce et les services financiers connexes et apporter de la valeur à ses parties prenantes en fournissant des services fiables axés sur l'innovation.
7. African Banking Corporation Limited (ABC Kenya): Selon les informations recueillies sur son site web⁵⁵, ABC Bank a été créée en 1981, en tant qu'une institution financière nommée Consolidated Finance Company Limited. En 1994, suite à la promulgation d'une loi

⁵¹ <https://www.citigroup.com/citi/about/countries-and-jurisdictions/kenya.html>, consulté le 11/07/2022

⁵² www.co-opbank.co.ke, consulté le 11/07/2022

⁵³ www.consolidated-bank.com, consulté le 11/07/2022

⁵⁴ www.devbank.com, le 11/07/2022

⁵⁵ www.abcthebank.com, consulté le 11/07/2022

autorisant les institutions financières à se transformer en banques, Consolidated Finance Company s'est immédiatement transformée, donnant naissance à African Banking Corporation Limited (ABC) en 1995. Sa vision est de donner à ses clients les moyens de réaliser l'extraordinaire. Sa mission est d'entretenir des relations durables avec toutes ses parties prenantes grâce à des solutions et des services financiers innovants et à la valeur ajoutée qui les aident à atteindre leurs objectifs.

8. Equity Bank Kenya Limited : Elle est le fournisseur de services financiers dont le siège est à Nairobi , au Kenya selon les informations disponibles sur son site web⁵⁶. Elle a été constituée en 2014, à la suite de la restructuration de sa société mère Equity Group Holdings Limited . Avant novembre 2014, Equity Group Holdings Limited opérait à la fois en tant que banque agréée et société de portefeuille pour ses filiales. Sa vision est d'être le champion de la prospérité socio-économique des peuples d'Afrique. Sa mission est d'offrir des services financiers intégrés qui autonomisent socialement et économiquement les consommateurs, les entreprises et les communautés.
9. Family Bank Limited (FBL): D'après les informations recueillies sur son site web⁵⁷, cette banque a été fondée en 1984 sous le nom de Family Finance Building Society Limited. Communément appelée Family Bank , elle est une banque commerciale au Kenya. Elle est agréée par la Banque centrale du Kenya. Sa vision est d'être l'institution financière qui mène à la transformation positive de la vie des gens en Afrique. Sa mission est de transformer positivement la vie des gens en fournissant des services financiers de qualité grâce à des pratiques innovantes, efficaces et réputées.
10. First Community Bank Limited (FCB): Elle a été créée en 2007 selon la charia par des investisseurs musulmans au Koweït, au Kenya et en Tanzanie selon les informations recueillies sur son site web⁵⁸. La banque a reçu une licence de banque commerciale kenyane la même année et a commencé ses opérations en juin 2008. La FCB est la première banque basée au Kenya à fonctionner selon les lois de la charia. Sa vision est d'être le partenaire de services financiers conforme à la charia préférée dans tous les endroits où elle choisit d'opérer. Sa mission est d'agir en tant qu'entreprise citoyenne responsable, favorisant la croissance de ses clients, ses employés, ses actionnaires et de la communauté grâce à la fourniture de solutions financières innovantes conformes à la charia.

⁵⁶ www.equitybankgroup.com, consulté le 11/07/2022

⁵⁷ www.familybank.co.ke, consulté le 11/07/2022

⁵⁸ www.firstcommunitybank.co.ke, consulté le 11/07/2022

11. Guardian Bank Limited: Elle a été créée en 1992 sous le nom d' Euro Finance Limited , une institution financière non bancaire d'après les informations recueillies sur son site web⁵⁹. A la suite des changements apportés aux lois bancaires du Kenya , Euro Finance Limited s'est transformée en banque commerciale en 1996 et s'est rebaptisée Guardian Bank Limited . En décembre 1999, la banque a fusionné avec Guilders International Bank Limited, en gardant son nom actuel, après la fusion.
12. Guaranty Trust Bank (Kenya) Ltd (GTCO) : La Banque a été fondée à Nairobi , en 1986, sous le nom de Finance International Limited , une "institution financière non bancaire" (NBFI) d'après les informations recueillies sur son site web⁶⁰. En 1995, la Banque centrale du Kenya , l'organisme de réglementation bancaire du pays, a modifié les lois bancaires, obligeant toutes les NBFI à se convertir en banques commerciales ou à fermer boutique. Pour se conformer à la loi, la FINA s'est transformée en banque commerciale, Fina Bank (Kenya) Limited, en février 1996. En janvier 2014, Fina Bank Kenya et ses filiales ont changé de nom pour refléter le changement de propriétaire. En février 2014, le groupe Fina Bank a été renommé Guaranty Trust Bank (Afrique de l'Est).
13. Habib Bank A.G Zurich: D'après les informations recueillies sur son site web⁶¹, cette banque a été fondée le 25 août 1967 par la famille pakistanaise Habib, séparée de sa principale entreprise bancaire Habib Bank Limited, qui a ensuite été nationalisée dans le cadre du programme de nationalisation . Elle est une banque commerciale multinationale suisse basée à Zurich , en Suisse . Elle exerce ses activités à Hong Kong , au Kenya , au Pakistan , en Afrique du Sud , aux Émirats arabes unis et au Royaume-Uni.
14. Paramount Bank (PARB): Selon les informations recueillies sur son site web⁶², elle a été créée en 1993, en tant qu'institution financière non bancaire de dépôt appelée Combined Finance Limited . Le capital social de la société à l'époque était d'environ 300 000 USD. En 1995, après avoir augmenté son capital social et suite à la délivrance d'une licence de banque commerciale, la société a été renommée Paramount Bank Limited et a commencé ses opérations bancaires. En 2000, Paramount Bank a fusionné avec Universal Bank Limited pour former Paramount Universal Bank.
15. Stanbic Bank Kenya Limited (SBK): Elle a été créée en 1958 lorsque la Banque ottomane a créé sa première filiale dans la région d'après les informations recueillies sur son site

⁵⁹ www.guardian-bank.com, consulté le 11/07/2022

⁶⁰ www.gtbank.com, consulté le 11/07/2022

⁶¹ www.habibbank.com, consulté le 11/07/2022

⁶² www.paramountbank.co.ke, consulté le 11/07/2022

web⁶³. Stanbic Holdings, tel qu'il existe aujourd'hui, est le résultat d'une fusion entre Stanbic Bank Kenya Limited et CfC Bank Limited. Stanbic Holdings Plc (SBIR) est une organisation de services financiers au Kenya.

16. Standard Chartered Bank Kenya Limited (SCBK): D'après les informations recueillies sur son site web⁶⁴, elle est une banque multinationale britannique et une société de services financiers basée à Londres, en Angleterre. Elle a une cotation principale à la Bourse de Londres et fait partie de l'indice FTSE 100. Elle est aussi cotée à la Bourse de Hong Kong, à la Bourse nationale de l'Inde et à OTC Markets Group Pink. Le nom Standard Chartered vient des noms des deux banques qui ont fusionné en 1969 pour la créer : Chartered Bank of India, Australia and China, et Standard Bank of British South Africa.

17. Victoria Commercial Bank Limited: Selon les informations recueillies sur son site web⁶⁵, elle a été créée en 1987 sous le nom de Victoria Finance Company, une institution financière non bancaire (IFNB). En 1996, suite à la délivrance d'une licence bancaire par la Banque centrale du Kenya, la société a été renommée Victoria Commercial Bank. Sa vision est d'être une banque privée de premier plan fournissant des services financiers de qualité en mettant l'accent sur l'orientation client, l'intégrité et le professionnalisme. Sa mission est de promouvoir une culture d'orientation client grâce à une compréhension globale des besoins commerciaux de ses clients.

II.3.4.2. Indicateurs de performance financière des banques échantillonales kenyanes

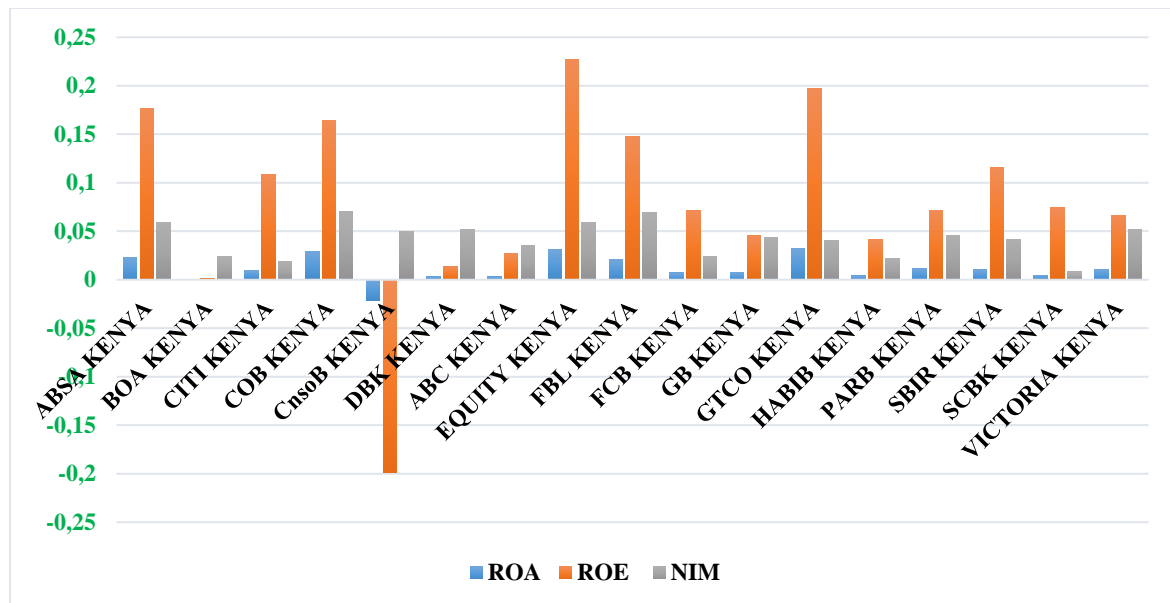
Dans ce point, comme nous l'avons aussi fait précédemment, nous faisons une analyse détaillée des différents composants de la performance financière des banques commerciales échantillonales hébergées au Kenya. Le graphique 4 permet de montrer la situation de la ROE, la ROA et la NIM des banques commerciales de notre échantillon en 2021.

⁶³ <http://www.stanbicbank.co.ke>, consulté le 11/07/2022

⁶⁴ www.standardchartered.com, consulté le 11/07/2022

⁶⁵ www.victoriabank.co.ke, consulté le 11/07/2022

Graphique 4 : Situation de la ROE, ROA et NIM des banques kenyanes en 2021



Source : Auteur sur base des rapports annuels et financiers de l’exercice 2021.

La banque CnsoB a une rentabilité financière (ROE) et celle des capitaux investis (ROA) négatives tandis que d’autres banques commerciales de l’échantillon présentent des indicateurs de performance financière positives à différents niveaux. Certaines banques ont affiché un ratio NIM plus élevé (BOA, CnsoB, DBK et ABC) alors que celles qui restent sont plus performantes quant à leurs rentabilités financières (ROE).

II.3.5. Banques commerciales échantillonnelles ougandaises

La description des 10 banques commerciales ougandaises de l’échantillon à travers leur historique et leurs performances font objet de cette partie du travail. Ces 10 banques sont choisies parmi les 25 dont dispose l’Ouganda. Là aussi, elles ont été choisies grâce à la disponibilité des données couvrant la période de notre étude.

II.3.5.1. Bref historique des banques échantillonnelles ougandaises

Dans ce point, nous présentons l’historique des banques commerciales ougandaises de notre échantillon.

1. Absa Bank Uganda Limited : Absa a été fondée en 1991 par la fusion des prestataires de services financiers United Bank (Afrique du Sud) et Allied Bank Souths of the Sage Group d’après les informations recueillies sur notre site web⁶⁶. ABGL est l’actionnaire majoritaire de 11 banques situées au Botswana , au Ghana , au Kenya , à Maurice , au

⁶⁶ <https://www.absa.co.ug/>, consulté le 11/07/2022

Mozambique , aux Seychelles , en Afrique du Sud, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie. Son objectif est de donner vie à des possibilités de ses clients.

2. Bank of Baroda Uganda Limited (BoB): Selon les informations recueillies sur son site web⁶⁷, BoB a ouvert ses premières succursales à l'étranger à Mombasa, au Kenya et à Kampala, en Ouganda en décembre 1953. Sa mission est d'être une banque locale de normes internationales de premier plan engagée à augmenter la valeur des parties prenantes.
3. Equity Group Holdings Limited (EGHL): Ancienne Equity Bank Group, elle est une société holding de services financiers basée dans la région des Grands Lacs africains selon les informations disponibles sur son site web⁶⁸. Le siège social d'EGHL est à Nairobi, au Kenya , avec des filiales au Kenya , en Ouganda , en Tanzanie , au Soudan du Sud , au Rwanda , en République démocratique du Congo et un bureau de représentation en Éthiopie. EGHL a été fondée au Kenya en octobre 1984. Sa vision est d'être le champion de la prospérité socio-économique des peuples d'Afrique. Sa mission est d'offrir des services financiers intégrés qui automatisent socialement et économiquement les consommateurs, les entreprises et les communautés.
4. Finance Trust Bank Limited(FTB) : D'après les informations recueillies sur son site web⁶⁹, FTB a été fondée en 1984 sous le nom de Uganda Women's Finance Trust Limited. Son objectif est de fournir des services financiers aux personnes à faible revenu en Ouganda, en particulier les femmes. Le 11 novembre 2013, la Banque d'Ouganda a accordé à cette banque une licence bancaire commerciale complète. L'institution a ensuite pris son nom actuel. Sa vision est d'être une banque de choix.
5. Housing Finance Bank Uganda Limited (HFB) : HFB est une banque commerciale Ougandaise comme on le trouve sur site web⁷⁰. C'est l'une des banques commerciales agréées par la Banque de l'Ouganda en 1967. Sa vision est d'être une banque préférée des consommateurs et des entreprises en mettant l'accent sur le financement du logement. Sa mission est de fournir des services financiers efficaces, innovantes et centrées sur le client afin de maximiser la valeur pour les parties prenantes.
6. United Bank for Africa Uganda Limited (UBA) : D'après les informations disponibles sur son site web⁷¹, elle a commencé ses opérations en mai 2008, avec l'ouverture du succursale

⁶⁷ <https://www.bankofbaroda.ug/>, consulté le 11/07/2022

⁶⁸ <https://ug.equitybankgroup.com/>, consulté le 11/07/2022

⁶⁹ www.financetrust.co.ug, consulté le 11/07/2022

⁷⁰ <https://www.housingfinance.co.ug>, consulté le 11/07/2022

⁷¹ <https://www.ubauganda.com/>, consulté le 11/07/2022

sur l'autoroute Kampala-Jinja à Kampala. Avec la société mère basée au Nigéria, United Bank for Africa, a commencé ses activités avec un capital de 12 millions de dollars. Sa vision est d'être une institution de services financiers leader et dominante incontestée en Afrique et sa mission est d'être un modèle pour les entreprises africaines en atteignant une valeur supérieure pour toutes nos parties concernées, en respectant les normes professionnelles et éthiques et en construisant une institution durable.

7. DFCU Bank Limited: D'après les informations recueillies sur son site web⁷², la banque Development Finance Company of Uganda Limited a été créée en 1964. Sa vision est de transformer des vies et des entreprises grâce à des solutions innovantes et à des personnes autonomes. Sa mission est d'accroître la valeur actionnariale tout en jouant un rôle clé dans la transformation de l'économie et l'amélioration du bien-être de nos collaborateurs.
8. Centenary Bank (CB) : Selon les informations disponibles sur site web⁷³, la banque a été fondée en 1983 en tant que fiducie de crédit du nom de Centenary Rural Development Trust (CRDT). En 1985, le CRDT a commencé à fournir des services financiers au public. La banque est devenue une banque commerciale entièrement agréée en 1993, après avoir reçu une licence de la Banque d'Ouganda et a pris le nom de Centenary Bank. Sa vision est d'être le meilleur fournisseur des services financiers, en particulier la microfinance en Ouganda. Sa mission est de fournir des services financiers appropriés, en particulier la microfinance, à tous les habitants de l'Ouganda, en particulier dans les zones rurales de manière durable.
9. Bank of India Uganda Limited (BOI)⁷⁴ : BOI a commencé son expansion internationale en 1946 en ouvrant sa première succursale à Londres et est la première banque indienne à le faire. Elle a ouvert des succursales à Tokyo (1950), à Singapour (1951), au Kenya et en Ouganda (1953) et à Hong Kong (1960). En 2012, la BOI s'est vu délivrer une licence de banque commerciale par la Banque d'Ouganda et elle a commencé ses activités commerciales le 18 juin 2012. Sa vision est d'offrir l'excellence dans les services financiers grâce à l'orientation client, à l'engagement des employés et à une croissance durable.
10. ABC Capital Bank Uganda Limited (ABC)⁷⁵: ABC a été fondée en 1992 sous le nom de Capital Finance Corporation Limited (CFCL), une institution financière ougandaise de niveau III. En 1999, CFCL a créé une filiale en propriété exclusive, CFC Forex Bureau. Le 26 février 2010, suite à l'acquisition d'une licence de banque commerciale auprès de la

⁷² <https://www.dfcugroup.com/>, consulté le 11/07/2022

⁷³ www.centenarybank.co.ug, consulté le 11/07/2022

⁷⁴ <https://www.boiuganda.co>, consulté le 11/07/2022

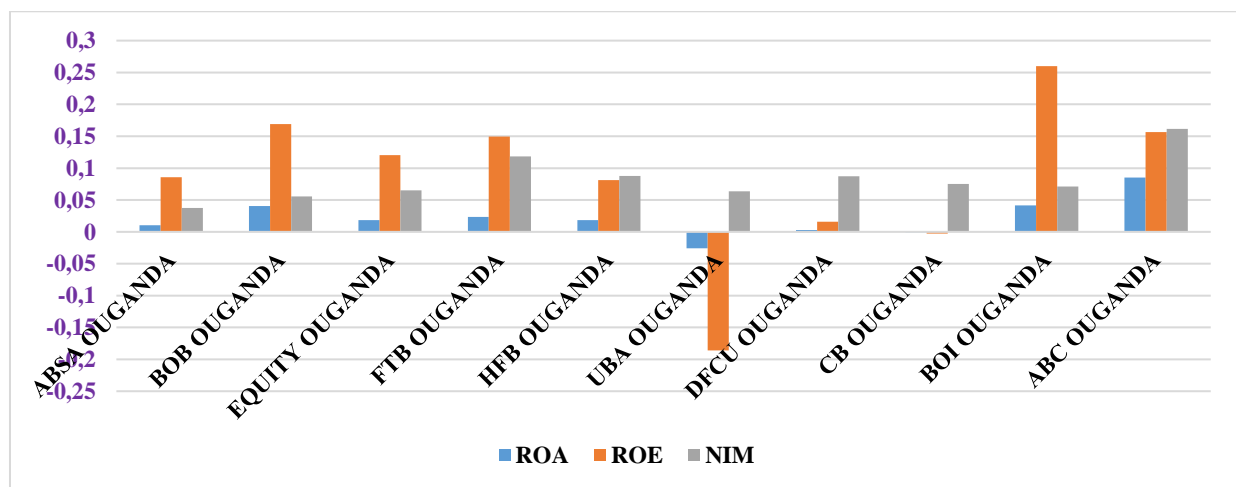
⁷⁵ <https://www.abccapitalbank.co>, consulté le 11/07/2022

Banque d'Ouganda, la CFCL a été rebaptisée ABC Capital Bank. Sa vision est de donner aux clients les moyens de réaliser l'extraordinaire. Sa mission est d'entretenir des relations durables avec tous ses parties impliquées grâce à des solutions et des services financiers innovants et à valeur ajoutée qui les aident à atteindre leurs objectifs.

II.3.5.2. Indicateurs de performance financière des banques échantillonnelles ougandaises

Dans ce point, comme nous l'avons aussi fait précédemment, nous faisons une analyse détaillée de la situation des composants de la performance financière des banques commerciales échantillonnelles hébergées en Ouganda. Le graphique 5 permet de montrer la situation de la ROE, la ROA et la NIM des banques commerciales des pays de la CEA en 2021.

Graphique 5 : Situation de la ROE, ROA et NIM des banques ougandaises en 2021



Source : Auteur sur base des rapports annuels et financiers

Sur 10 banques commerciales échantillonnelles de l'Ouganda, la banque UBA dispose d'une rentabilité financière (ROE) et de capitaux investis (ROA) négatives. Un autre constat est que certaines banques sont plus performantes quant au NIM (HFB, UBA, DFCU, CB et ABC) tandis que d'autres ont une rentabilité financière forte (BOI, FTB, EQUITY, BOB et ABSA).

II.3.6. Banques commerciales échantillonnelles de la RDC

Nous présentons l'historique et le niveau de performance financière de trois banques commerciales de l'échantillon sur 15 agréées en République Démocratique du Congo.

II.3.6.1. Bref historique des banques échantillonnelles de la RDC

Les trois banques commerciales présentées dans ce point sont les suivantes :

1. Rawbank⁷⁶ : Elle est une banque commerciale de la République démocratique du Congo. La banque a été créée le 2 mai 2002, après avoir reçu une licence bancaire congolaise, pour

⁷⁶ www.rawbank.com, consulté le 11/07/2022

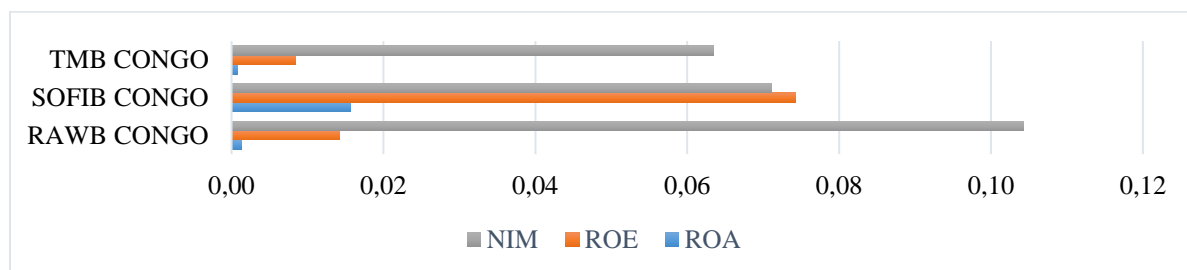
fonctionner comme une banque commerciale d'ici la fin de 2001. Sa vision est d'être une banque forte et innovante, offrant un service de qualité inégalée, agile et à forte rentabilité. Sa mission est de répondre à plusieurs défis qui lui permettent de pérenniser la croissance vertueuse pour l'entreprise mais aussi pour les congolais.

2. Sofibanque SA⁷⁷ : Elle a débuté ses activités le 1er janvier 2010 avec une seule agence à Kinshasa. A travers ses activités de « Retail Banking », elle offre toute une gamme de produits financiers traditionnels (Dépôts, crédits et moyen de paiement) adaptés aux besoins de sa clientèle de particuliers, professions libérales, ONG et PME/PMI. Depuis 2016, elle a été agréée par la Banque Mondiale pour gérer les fonds des projets qu'elle aurait à financer.
3. Trust Merchant Bank (TMB)⁷⁸ : TMB est une banque commerciale basée en République Démocratique du Congo (RDC), dont le siège est situé à Lubumbashi. La banque a commencé ses activités en 2004. La banque est réglementée par la Banque Centrale du Congo et est membre de l' Association Congolaise des Banques. Sa mission est de soutenir ses clients dans la réalisation de leurs ambitions, et permettre ainsi aux personnes, sociétés et communautés de grandir et prospérer.

II.3.6.2. Indicateurs de performance financière des banques échantillonales de la RDC

Le graphique 6 nous donne la situation de la ROE, ROA et NIM des banques commerciales de notre échantillon de la RDC pour l'année 2021.

Graphique 6 : Situation de la ROE, ROA et NIM des banques de la RDC en 2021



Source : Auteur sur base des rapports annuels et financiers

Le constat est que la banque SOFIB a une forte performance au niveau de la rentabilité financière (ROE) et de la rentabilité des capitaux investis suivi par la banque RAWB et enfin c'est le tour de la banque TMB. Pour la (NIM), la banque RAWB est plus performante suivi par SOFIB et là aussi la banque TMB est moins performante à ce niveau.

⁷⁷ <https://www.sofibanque.com>, consulté le 11/07/2022

⁷⁸ www.tmb.cd, consulté le 11/07/2022

Conclusion du deuxième chapitre

La communauté Est africaine a vu ses premiers jours au début de 1897 avec la construction d'un chemin de fer qui devait relier le Kenya et l'Ouganda. La communauté a démarré avec la Tanzanie en plus de ces deux derniers pays. Aujourd'hui, avec l'entrée de la RDC en 2022, elle compte 7 pays. Cette communauté se trouve dans la phase de concrétisation d'intégration au niveau de l'étape d'union monétaire qui est projetée à l'année 2031.

A la fin de l'année 2021, le secteur bancaire des pays de la CEA est constitué par 12 banques commerciales burundaises, 34 banques commerciales tanzaniennes, 38 banques commerciales kenyanes, 11 banques commerciales rwandaises, 25 banques commerciales ougandaises, 30 banques commerciales sud soudanaises et 15 banques commerciales de la RDC soit un total de 165 banques commerciales.

D'une façon générale, le secteur bancaire s'est comporté de manière satisfaisante selon les indicateurs de solidité financière et d'après les exigences réglementaires. Cependant, les informations recueillies des rapports annuels montrent que le système bancaire des pays de la CEA affiche une détérioration du portefeuille crédit. Pour le Burundi, la Tanzanie et la RDC, les prêts non performants existent mais avec une tendance baissière. Du côté du Kenya, de l'Ouganda et du Rwanda, là aussi ces prêts non performants existent mais avec une tendance croissante. De plus, les exigences règlementaires pour le ratio des fonds propres ont été dépassées dans tous les pays.

Concernant les banques commerciales de notre échantillon, le constat est que la ROE occupe une part très importante aux banques burundaises au moment où les banques de la RDC sont plus performantes quant à la NIM. Les autres pays sous notre étude disposent quelques fois des banques avec des indicateurs (ROA, ROE, NIM) allant dans les sens différents. D'un côté, avec la ROE et ROA négatives (cas de la Tanzanie, du Kenya et de l'Ouganda) pour certaines banques. De l'autre côté avec la ROE, NIM et ROA positives mais aux rangs différents c'est-à-dire d'une part des banques avec l'indicateur ROE élevée et suivie de la NIM et de l'autre part des banques avec l'indicateur NIM élevée suivie de la ROE (cas du Rwanda, de la Tanzanie, du Kenya et de l'Ouganda).

CHAPITRE III : ANALYSE DES DETERMINANTS DE LA PERFORMANCE FINANCIERE DES BANQUES COMMERCIALES DES PAYS DE LA CEA PAR LA METHODE DES DONNEES DE PANEL DYNAMIQUE

Ce chapitre a pour objectif d'analyser les déterminants de la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA. Dans ce chapitre, la présentation de la méthodologie utilisée dans notre recherche et la présentation, l'interprétation et la discussion des résultats sont les différents points qui sont développés.

III.1. Méthodologie utilisée

La présentation de la population étudiée, de la base des données et du choix de l'échantillon, des techniques et méthodes utilisées, de l'avantage des données de panel, des modèles économétriques utilisés, de la description des variables du modèle, et de la spécification des modèles et tests vont faire objet de cette section.

III.1.1. Population étudiée, base des données et choix de l'échantillon

Pour la réalisation de notre étude empirique, la population de notre recherche est constituée des banques commerciales des différents pays de la CEA à l'exception de celles du Sud Soudan où nous avons manqué les données. Nous avons utilisé les données financières issues des rapports annuels, des rapports de supervision des secteurs bancaires, des rapports de stabilité des secteurs bancaires et d'autres documents publiés sur les sites web des différentes banques centrales et particulièrement ceux des différentes banques commerciales.

Après consultation de ces documents pour toutes les banques de la CEA, nous avons constaté une indisponibilité des données couvrant la période de notre étude pour certaines banques. La plupart des banques mettent à la disposition du public les données agrégées pour une ou deux années. C'est pour cela que nous avons jugé bons de prendre en compte les banques commerciales dont les données couvrant la période de 2014 à 2021 sont disponibles.

Ainsi, 5 banques commerciales burundaises, 4 banques commerciales rwandaises, 15 banques commerciales tanzaniennes, 17 banques commerciales kenyanes, 3 banques commerciales de la RDC et 10 banques commerciales ougandaises ont constitué la base de données pour notre échantillon soit un total de 54 sur 165 banques commerciales des différents pays de la CEA.

III.1.2. Techniques et méthodes utilisées

La collecte des données a été faite par la consultation des rapports annuels des banques centrales et commerciales des pays de la CEA, des états financiers des banques commerciales des pays de la CEA, des rapports de supervisions bancaires des pays de la CEA, des rapports des

politiques monétaires et d'autres documents fournissant des informations des banques de notre échantillon. Tous ces documents ont été recueillies et sont disponibles sur les différents sites des banques centrales et commerciales de pays de la CEA.

Pour effectuer cette étude, nous avons fait l'analyse par des modèles dynamiques en données de panel à partir d'un échantillon de 54 banques commerciales des différents pays de la CEA pour une période allant de 2014 à 2021. La mise en œuvre de cette méthode a été effectuée avec le logiciel R. La dimension temporelle et individuelle de notre échantillon nous a permis d'utiliser cette approche des données de panel qui est considérée comme un outil prépondérant dans la recherche longitudinale.

III.1.3. Avantages des données de panel

Parmi les modèles économétriques, l'économétrie des données de panel est l'un qui permet d'analyser des données de plusieurs individus sur plusieurs périodes ce qui est le cas de notre travail. Ainsi, nous analysons les données de 54 banques commerciales sur une période de 8 ans. La revue théorique et empirique sur l'économétrie des données de panel est très abondante. Presque tous les manuels d'économétrie consacrent au moins un chapitre à ce sujet, d'autres y sont spécifiquement consacrés, notamment et en particulier Baltagi (2001), Sevestre (2002), Hsiao (2003), Wooldridge (2010), Pirotte (2011), Baltagi (2013) et Hsiao (2014) et ont évoqué les avantages des données de panel à savoir :

- ❖ Donner aux chercheurs un grand nombre de données ce qui augmente les degrés de liberté et réduit la colinéarité parmi les variables explicatives. De cela, il advient l'amélioration de l'efficacité des estimations économétriques.
- ❖ Contrôler l'impact des variables omises (hétérogénéité individuelle ou temporelle). Les données de panel fournissent un moyen de réduire ou d'éliminer l'ampleur d'un problème économétrique clé qui se pose souvent dans les études empiriques, réduire certains effets dû à des variables omises (mesurées, non observées) qui sont en corrélation avec des variables explicatives.
- ❖ Les estimations des données de panel prennent en compte l'hétérogénéité des unités composant la population choisie.
- ❖ Simplification du calcul et de l'inférence statistique. Les données de panel impliquent au moins deux dimensions, une dimension transversale et une dimension de série temporelle.

Pour faire les régressions linéaires sur des données de panel, deux types de modèles, que nous développons dans les points ci-dessous, peuvent être estimés : les modèles statiques et les modèles dynamiques.

III.1.4. Modèles statiques

Les modèles statiques, aussi appelés modèles à effets individuels, sont constitués par des modèles à effets fixes et des modèles à effets aléatoires. On peut ajouter les modèles à effets individuels corrélés (**Modèle de Mundlacker**) qui corrigent les lacunes de ces deux premiers modèles statiques. La spécificité des modèles statiques est qu'ils ne considèrent pas les conditions initiales de la variable expliquée parmi les variables explicatives. Nous allons, dans la suite, développer ces précédents modèles afin de faire ressortir ce qui les différencie.

❖ **Modèle avec effets individuels**

Ainsi, le modèle avec effets individuels s'écrit sous la forme :

$$Y_{it} = \alpha_i + \beta' X_{it} + \varepsilon_{it} \dots \dots \dots (1)$$

$i = 1, 2 \dots N$ où N représente le nombre des individus et $t = 1, 2, \dots T$ où T représente le nombre de périodes ; Y_{it} : Variable expliquée ; β' : Vecteur des coefficients ; X_{it} : Vecteur des variables explicatives ; ε_{it} : Terme des erreurs ou innovations ; α_i : Les effets individuels captant les caractéristiques spécifiques à chaque individu. Ils sont invariants dans le temps.

Les innovations sont supposées être de moyenne nulle et de variance constante $\forall i \in (1 ; N)$ et sont supposées non corrélées au niveau de la dimension individuelle mais aussi pour la dimension temporelle (hypothèse d'absence d'autocorrélation des erreurs).

De cela, on vérifie s'il s'agit du modèle à effets individuels fixes ou aléatoires. Dans les points qui vont suivre, nous avons fait une distinction entre les deux modèles (à effets fixes et à effets aléatoires).

❖ **Modèle à effets individuels fixes**

Pour le modèle à effets fixes, on suppose que les caractéristiques individuelles inobservées α_i et les variables explicatives X_{it} sont corrélées. Donc, $(E(\alpha_i, X_{it}) \neq 0)$.

C'est l'une des spécifications les plus utilisées pour capter les caractéristiques inobservables (les spécificités individuelles) parce qu'on ne va pas prendre une seule constante pour tous les individus. On parle d'effets fixes du fait qu'il est possible de contrôler les spécificités individuelles. Même en ayant des données différentes, ils ont la même pente définissant le même comportement (effets fixes). Le modèle à effets fixes s'écrit alors ainsi :

$$Y_{it} = \alpha_i + \beta' X_{it} + \varepsilon_{it} \dots \dots \dots (2)$$

Il faut vérifier, pour ces modèles, qu'il n'y a pas d'autocorrélation des erreurs et d'hétéroscédasticité. Au cas où il y a autocorrélation des erreurs $(E(\varepsilon_{it}, \varepsilon_{it-1}) \neq 0)$ et hétéroscédasticité $(V(\varepsilon_{it}) \neq 0)$, l'estimateur de l'erreur n'est plus BLUE.

L'autocorrélation des erreurs signifie qu'il y a des variables non contrôlées (comme par exemple, dans une banque, la qualité du management, la motivation, etc.). Si la variance des erreurs n'est pas constante, c'est-à-dire que les facteurs qu'on n'a pas contrôlés ne varient pas de la même façon. Parfois il y a variation très forte ou très faible.

❖ **Modèle à effets individuels aléatoires**

Quant au modèle à effets aléatoires (ou modèle à erreurs composées), il a été introduit en 1966 par Balestra et Nerlove. Le modèle à erreur composée ou modèle à effets aléatoires (random effects model, en anglais) suppose que l'effet individuel α_i est sans corrélation avec les variables explicatives. Autrement dit, on suppose que les individus sont choisis par hasard et donc, les effets α_i sont aléatoires. Les spécifications individuelles sont distribuées aléatoirement et sont dans le terme de l'erreur. Ainsi, l'erreur de ce modèle est constituée par deux parties : celle des spécifications individuelles et celle de l'erreur idiosyncratique. D'où le nom du modèle à erreurs composées. Dans les modèles à effets aléatoires ou modèle à erreurs composés, il y a absence de corrélation entre les caractéristiques individuelles inobservées α_i et les variables explicatives X_{it} . ($E(\alpha_i, X_{it}) = 0$). Chaque individu a le même paramètre de pente et un terme d'erreur composé : $\omega_{it}=u_i+ e_{it}$. Le modèle à effets aléatoires s'écrit de cette manière :

$$Y_{it}=\alpha_i + \beta' X_{it} + u_i + e_{it} \dots\dots\dots (3)$$

Avec : u_i : représente le résidu qui est spécifique à chaque individu et caractéristique aléatoire liée aux observations des individus. e_{it} : erreur idiosyncratique. L'équation (3) devient alors :

$$Y_{it}=\alpha_i + \beta' X_{it} + \omega_{it} \dots\dots\dots (4)$$

En fin de compte, le modèle à erreurs composées consiste à introduire un effet individuel dans la perturbation du modèle et par conséquent l'estimation par les moindres carrés ordinaires n'est pas optimale et il faut modifier le calcul de la matrice de covariance de l'estimateur. L'application des moindres carrés généralisés s'avère nécessaire pour estimer le modèle mais il faut d'abord estimer la matrice de covariance des perturbations du modèle à erreur composée, ce qui implique l'introduction de l'estimateur inter- individuel (between) et l'estimateur intra-individuel (within).

Le test de hausman permet de trancher sur lequel à utiliser entre le modèle à effets fixes et celui à effets aléatoires dans les travaux de recherche.

Le modèle à erreur composée a été critiqué par Mundlak en 1973 et la modélisation avec un effets fixes remet en cause l'hypothèse d'indépendance entre l'effet individuel et les variables explicatives du modèle car les agents économiques cherchant l'optimum, ne peuvent pas ignorer la valeur de l'effet individuel et la prennent en compte dans leur décision.

Toutefois, les modèles statiques sont limités par leur non prise en compte de l'influence des variables retardées dans le modèle, des valeurs passées des variables explicatives et de la variable expliquée retardée d'une ou plusieurs périodes sur la variable expliquée.

Les modèles dynamiques sont les mieux performants à ce niveau et permettent de combler ces insuffisances raison pour laquelle nous avons opté l'utilisation de ces modèles dynamiques dans notre travail. Nous développons dans la suite les modèles dynamiques.

III.1.5. Modèles dynamiques

Dans ce point, nous introduisons d'abord les modèles dynamiques. Ensuite, nous évoquons le GMM en différence première et nous terminons par le développement du GMM en système.

III.1.5.1. Introduction des modèles dynamiques

Les modèles dynamiques font intervenir des variables décalées dans le temps contrairement aux modèles statiques. Un modèle dynamique fait intervenir des retards sur une ou plusieurs variables. Si ces variables sont uniquement exogènes, on parlera de modèles à retards échelonnés comme dans la forme simple.

Si les variables retardées correspondent à l'endogène on appelle ces modèles des modèles autorégressifs. Dans le cas général on parle de modèles autorégressifs et à retards échelonnés. Le modèle autorégressif implique un problème de corrélation entre le terme d'erreur et la variable expliquée retardée du modèle et tous les estimateurs (MCO, Between, Within, MCG) ne sont plus convergents ; ce qui implique de changer la méthode d'estimation.

Les modèles dynamiques violent l'hypothèse de stricte exogénéité des variables explicatives car la variable dépendante retardée est corrélée avec le terme d'erreur. Il y a alors problème d'endogénéité et les estimateurs des Moindres Carrées Ordinaires et ceux des effets individuels sont inconsistants et biaisés. L'estimation des modèles dynamiques par la Méthode des Moments Généralisés (Generalised Method of Moments ou GMM) permet de contourner ce problème. La méthode « des Moments Généralisés » en panel dynamique a été introduite par Holtz-Eakin, Newey et Robsen (1988), Arrelano et Bonde (1991) et Arrelano et Bover (1995). La méthode GMM en panel Dynamique permet d'apporter des solutions aux problèmes de biais de simultanéité, de causalité inverses et des variables omises. Cette méthode permet à la fois de contrôler les effets spécifiques individuels et temporels et de palier les biais d'endogénéité des variables surtout lorsqu'il existe un ou plusieurs retards de la variable dépendante figurant comme variable explicative. Il existe deux variantes d'estimateurs des GMM en panel dynamique : l'estimateur GMM en différence première et l'estimateur GMM en système.

En général, la méthode des moments généralisés en panel dynamique (GMM) est préconisée pour estimer les modèles qui réalisent les situations suivantes : (i) la relation est linéaire ; (ii) le nombre d'individus (N) est élevé, et le nombre d'années (T) est faible ; (iii) le modèle est dynamique, c'est-à-dire, une ou plusieurs valeurs retardées de la variable dépendante figurent à droite de l'équation comme variables explicatives ; (iv) la présence des effets spécifiques individuels et (v) les variables explicatives ne sont pas strictement exogènes, c'est-à-dire, ces variables sont corrélées avec le terme d'erreur (ε_{it}) passé et éventuellement présent.

III.1.5.2. GMM en différences premières

L'estimateur GMM en différences premières d'Arellano et Bond (1991) consiste à prendre pour chaque période la première différence de l'équation à estimer pour éliminer les effets spécifiques individuels. Donc, Arellano et Bond ont différencié l'équation de l'estimation en niveau pour éliminer l'effet spécifique individuel, c'est-à-dire, la différentiation de l'équation en niveau élimine l'éventuel biais de variables omises invariantes dans le temps. Ils ont instrumenté les différences premières des variables explicatives par leurs mêmes valeurs retardées en niveau. L'estimateur GMM en différences premières s'écrit comme suit :

$$\begin{aligned} (Y_{i,t} - Y_{i,t-1}) &= \alpha_i + \varphi(Y_{i,t-1} - Y_{i,t-2}) + \beta'(X_{i,t} - X_{i,t-1}) + (\varepsilon_{i,t} - \varepsilon_{i,t-1}) \\ \Leftrightarrow \Delta Y_{i,t} &= \alpha_i + \varphi \Delta Y_{i,t-1} + \beta' \Delta X_{i,t} + \Delta \varepsilon_{i,t} \dots \dots \dots (5) \end{aligned}$$

Où Δ est l'opérateur de retard.

Blundel et Bond (1998) ont montré à l'aide des simulations de Monte Carlo que l'estimateur GMM en système est plus performant que celui en différences premières, ce dernier donne des résultats biaisés dans des échantillons finis lorsque les instruments sont faibles. De ce qui précède, le GMM en système est choisi dans notre mémoire pour nous fournir de bons résultats.

III.1.5.3. GMM en système

Blundel et Bonde (1998) présentent l'estimateur GMM en système qui combine les équations en différences premières avec les équations en niveau dans lesquelles les variables sont instrumentées par leurs différences premières, ce qui apparaît plus performante que celle qui était avancée par Arrelano et Bonde (1991).

$$\begin{cases} \Delta Y_{i,t} = \alpha_i + \varphi \Delta Y_{i,t-1} + \beta' \Delta X_{i,t} + \Delta V_t + \Delta \varepsilon_{i,t} \text{ équations en différence première} \dots \dots (6) \\ Y_{i,t} = \alpha_i + \varphi Y_{i,t-1} + \beta' X_{i,t} + V_t + \varepsilon_{i,t} : \text{équation en niveau} \dots \dots \dots (7) \end{cases}$$

A l'estimateur des GMM en panel dynamique, on associe deux tests : Le test de suridentification de Sargan /Hansen et le test Arrelano et Bonde d'autocorrélation. Anderson et Hsiao (1981, 1982) proposent d'utiliser les différences premières retardées de la variable endogène comme instruments. Arellano et Bond (1991) ajoutent à cette liste d'instruments les retards de la

variable endogène en montrant leur orthogonalité aux résidus. Le renforcement de l'ensemble d'instruments avec des instruments extérieurs n'est généralement pas une tâche facile, il peut être préférable d'utiliser l'estimateur GMM en système, plutôt que l'estimateur en différence première dans les travaux empiriques relatifs à la performance.

Pour compléter, dans le cas de séries fortement persistantes, Arellano et Bover (1995) et Blundell et Bond (2000) montrent qu'il est préférable d'utiliser un estimateur de la méthode des moments généralisés en système. Après présentation des modèles théoriques statiques et dynamiques, c'est le moment opportun de décrire les variables de notre modèle économétrique.

III.1.6. Description des variables du modèle

Ce point décrit les variables dépendantes et les variables indépendantes de notre recherche.

III.1.6.1. Variables dépendantes

En se basant sur la littérature existante sur notre sujet, nous avons considéré dans notre étude trois mesures de la performance financière comme des variables dépendantes, à savoir la rentabilité financière ou rentabilité des capitaux propre (ROE), la rentabilité des actifs ou rentabilité économique (ROA) et la marge nette d'intérêt (NIM). Dans les paragraphes qui suivent, nous montrons comment elles sont mesurées.

- ✓ Rentabilité financière (ROE) : Elle se calcule en divisant le résultat net par les capitaux propres. $ROE = \text{Résultat net} / \text{Capitaux propres}$.
- ✓ Rentabilité des actifs (ROA) : Ce ratio est calculé par le rapport entre le résultat net et le total actif. $ROA = \text{Résultat net} / \text{Total actif}$.
- ✓ Marge nette d'intérêts (NIM) : La marge nette d'intérêts est le rapport entre les intérêts nets et le montant du total des actifs ou bien elle peut aussi se calculer en divisant produit net bancaire par le total des actifs. $NIM = \text{PNB} / \text{Total actif}$.

III.1.6.2. Variables indépendantes

Les variables explicatives de l'étude comprennent à la fois des variables internes (variables spécifiques aux banques) et des variables externes (variables macroéconomiques). Nous développons dans la suite les variables retenues qui ont servi à l'aboutissement des résultats de notre travail de recherche.

1. Variables internes

Dans ce point, nous exposons les principaux facteurs internes à la banque qui figurent dans la littérature comme déterminants de la performance bancaire, dans l'objectif d'étudier leurs impacts sur la performance financière des banques de la CEA.

Pour notre mémoire, nous avons retenu les variables les plus couramment développées dans les différentes recherches empiriques à savoir la capitalisation (Bourke, 1989 ; Berger, 1995 ; Demirgüç-Kunt et Huizinga, 1999 ; Abreu et Mendes, 2002 ; Goddard et al., 2004 ; Naceur et Goaid, 2001 ; Pasiouras et Kosmidou, 2007 ; García-Herrero et al., 2009 ; Liu et al., 2010 ; Naceur et al., 2010 ; De Jonghe, 2010), la taille de la banque (Smirlock, 1985, Bikker et al., 2002 ; Stiroh et al., 2006), la liquidité (Miller, 1997 ; Abreu et Mendes, 2002 ; Kosmidou, 2008 et Bouwman, 2009), les dépôts (Ben Naceur et Goaid, 2001 ; Abobakr, 2018, Kawshala et al., 2017 ; Menicucci et al., 2016), les crédits bancaires accordés (Ben Naceur, 2003 ; Mansouri et Afroukh, 2009 et Adam, 2014), la taille du conseil d'administration (Kiel et al 2003, Coles et al 2005 et Linck, et al 2006) et la qualité des auditeurs externes (Defond, 1992, Datar et al., 2004, Jensen & Meckling, 1976 ; Anderson & al 1993 ; Yeoh & Jubb, 2001). Les mesures de ces différentes variables et les effets attendus sont développés ci-dessous :

- ❖ Le ratio des capitaux propres (CAP) : Il s'agit du ratio des capitaux propres sur le total des actifs. $CAP = \text{Capitaux propres} / \text{Total actif}$. C'est un ratio de capitalisation. Nous nous attendons à une relation négative entre cette variable (CAP) et la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.
- ❖ La taille de la banque (SIZE) : Elle est mesurée à travers le logarithme du total des actifs. $SIZE = \text{Log}(\text{total actif})$. Pour cette variable taille, nous nous attendons à une relation positive sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.
- ❖ Le ratio de Liquidité (LIQ) : Le ratio de liquidité est calculé par le total des crédits sur le total des dépôts. $LIQ = \text{Total crédits} / \text{Total dépôts}$. Nous nous attendons à une relation positive entre la liquidité et la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.
- ❖ Le ratio des crédits non performants (NPL) : Ce ratio est obtenu par le rapport prêts non performants sur total actifs. $NPL = \text{Les prêts non performants} / \text{Total actif}$. Face à cette variable prêts non performants (NPL), nous nous attendons à un impact négatif sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.
- ❖ Le ratio des dépôts bancaires (DEPOSITS) : Ce ratio est obtenu par le rapport entre le total de dépôts et le total des actifs de la banque. $DEPOSITS = \text{Total dépôts} / \text{Total actifs}$. Pour notre recherche, nous nous attendons à ce que la variable dépôts (DEPOSITS) impacte positivement la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.
- ❖ Le ratio des crédits bancaires accordés (LOANS) : C'est le ratio total crédits par rapport au total actifs. $LOANS = \text{Total crédits} / \text{Total actifs}$. Pour cette variable, nous nous attendons à

ce que la variable crédits bancaires (LOANS) impacte négativement la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

- ❖ La taille du conseil d'administration (TAB) : Cette variable représente le nombre d'administrateurs présents dans le conseil d'administration. $TAB = \text{Nombre d'administrateur dans le conseil d'administration}$. Pour cette variable de gouvernance, nous nous attendons à ce que la variable taille du conseil d'administration impacte positivement la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.
- ❖ La qualité des auditeurs externes (BIG) : Cette variable représente l'appartenance ou non des auditeurs des banques commerciales des pays de la CEA au BIG 4. $BIG = 1$ si Oui et 0 si Non. Pour cette variable de gouvernance, nous nous attendons à ce que la variable qualité des auditeurs externes impacte positivement la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

2. Variables externes

Il existe des facteurs externes à la banque qui peuvent avoir un impact sur la performance financière de cette dernière. Dans ce qui suit, nous exposons 2 principaux facteurs externes qui figurent parmi d'autres dans la littérature et dont nous avons évalué l'impact sur la performance financière des banques commerciales de la CEA. Là aussi, nous avons choisi ces facteurs externes du fait qu'ils sont utilisés dans beaucoup de recherches. Il s'agit du taux de croissance du PIB (Bernake et Gertler 1989 ; Goddard et al., 2004 ; Arpa et al., 2001 ; Bikker et Hu, 2002) et du taux d'inflation (Revell, 1979 ; Bourke, 1989 ; Perry, 1992 et Athanasoglou et al., 2008). Leurs mesures et les effets attendus sont les suivants :

- ❖ Le taux de croissance du produit intérieur brut (GROWTH) : Nous utilisons ici le taux de croissance du PIB. $GROWTH = \text{taux de croissance du PIB}$. Nous nous attendons à une relation négative entre la croissance économique et la performance financière des banques commerciales étudiées.
- ❖ Le taux d'inflation (INF) : Nous utilisons ici le taux d'inflation annuel. $INF = \text{Le taux d'inflation}$. Pour cette variable, nous nous attendons à une relation positive entre la variable (INF) et la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

Nous résumons dans le tableau 1 ces précédentes variables du modèle.

Tableau 1 : Variables de l'étude, leurs mesures et signes attendus

Variables	Notation	Mesures des variables	Signe attendu
Return On Assets (Rentabilité des actifs investis)	ROA	$ROA = \frac{\text{Resultat net}}{\text{Total actif}}$	
Return On Equity (Rentabilité financière)	ROE	$ROE = \frac{\text{Resultat net}}{\text{Capitaux propres}}$	
Net Interest Margin (la marge nette d'intérêts)	NIM	$NIM = \frac{\text{PNB}}{\text{Total actif}}$	
Ratio des capitaux propres	CAP	$CAP = \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Total actif}}$	-
Taille de la banque	SIZE	$SIZE = \text{Log}(\text{Total actif})$	+
Ratio de liquidité	LIQ	$LIQ = \frac{\text{Total crédits}}{\text{Total dépôts}}$	+
Ratio des dépôts bancaires	DEPOSITS	$DEPOSITS = \frac{\text{Total dépôts}}{\text{Total actif}}$	+
Ratio de crédits bancaires	LOANS	$LOANS = \frac{\text{Total crédits}}{\text{Total actif}}$	-
Taille du Conseil d'Administration de la banque	TAB	Nombre d'Administrateurs	+
Qualité de l'auditeur externe de la banque	BIG	Appartenance dans le BIG 4 (Ernest and Young ou EY, KPMG, Deloitte et Price waterhouse Coopers) : 1 si Oui et 0 sin Non	+
Taux de croissance du PIB	GROWTH	GROWTH=taux de croissance du PIB	-
Taux d'inflation	INF	INF = taux d'inflation	+

Source : Auteur sur base de la littérature sur les déterminants de la performance financière des banques commerciales.

III.1.7. Spécification des modèles économétrique et tests économétriques

Dans un premier temps, nous parlerons de la spécification de nos modèles économétriques, puis nous développons enfin les différents tests à effectuer pour les modèles dynamiques.

III.1.7.1. Spécification des modèles économétriques

Afin d'étudier les déterminants de la performance financière des banques commerciales dans les pays de la CEA, nous nous référons au modèle développé par Athanoglou, et al. (2008) ; Dietrich et Wanzenried (2011) ; García-herrero et coll. (2009) et Pathan & Faff (2013) à savoir:

$$PFO_{it} = \alpha_i + \gamma PFO_{it-1} + \sum_{i=1}^k \beta X_{it} + \sum_{i=1}^k \delta F_{it} + \varepsilon_{it}$$

Avec PFO_{it} qui représente la performance de la banque i au temps t , γ , β et δ sont les paramètres à estimer, X_{it} représente la matrice des variables internes des banques, F_{it} est la matrice qui prend en compte les variables macroéconomiques de ces précédentes banques et ε_{it} est le terme d'erreur, α_i capture les caractéristiques spécifiques (innovations) à chaque banque invariables dans le temps. PFO_{it-1} quant à lui, représente la variable retardée de la performance financière,

qui varie en fonction des spécificités des banques et des facteurs macroéconomiques, comme le suggère Berger, et al, (2000).

La performance financière (PFO) des banques commerciales des pays de la CEA est fonction des variables suivantes :

$$PFO = f (CAP, DEPOSITS, SIZE, NPL, LIQ, LOANS, TAB, BIG, GROWTH, INF).$$

Avec PFO remplaçant la rentabilité des capitaux investis (ROA), la rentabilité financière (ROE) ou la marge nette d'intérêts (NIM).

En considérant la double dimension des données de panel, on peut écrire la relation précédente de la manière suivante:

$$PFO_{it} = \alpha_i + \beta' X_{it} + \varepsilon_{it}$$

PFO_{it} : La rentabilité des capitaux investis (ROA), la rentabilité financière (ROE), ou la marge d'intérêt nette (NIM) d'une banque commerciale i au temps t ;

α_i : Variables individuelles inobservées ou innovations de la banque commerciale i invariant dans le temps ;

β' : Vecteur des coefficients associés aux variables internes et externes ;

X_{it} : Matrices des variables internes (Capitalisation, Dépôts bancaires, Taille de la banque, Crédits ou prêts non performants, Liquidité bancaire et Crédits bancaires accordés) et externes (Taux de croissance du PIB et Taux d'inflation) ;

ε_{it} : Le terme d'erreur de la banque commerciale i au temps t .

Cette équation des déterminants de la performance financière des banques commerciales se transforme en trois modèles suivants:

$$\text{Modèle 1 : } ROA_{it} = \alpha_i + \beta_1 CAP_{it} + \beta_2 DEPOSITS_{it} + \beta_3 SIZE_{it} + \beta_4 LIQ_{it} + \beta_5 LOANS_{it} + \beta_6 TAB_{it} + \beta_7 BIG_{it} + \beta_8 GROWTH_{it} + \beta_9 INF_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$\text{Modèle 2 : } ROE_{it} = \alpha_i + \beta_1 CAP_{it} + \beta_2 DEPOSITS_{it} + \beta_3 SIZE_{it} + \beta_4 LIQ_{it} + \beta_5 LOANS_{it} + \beta_6 TAB_{it} + \beta_7 BIG_{it} + \beta_8 GROWTH_{it} + \beta_9 INF_{it} + \varepsilon_{it}$$

$$\text{Modèle 3 : } NIM_{it} = \alpha_i + \beta_1 CAP_{it} + \beta_2 DEPOSITS_{it} + \beta_3 SIZE_{it} + \beta_4 LIQ_{it} + \beta_5 LOANS_{it} + \beta_6 TAB_{it} + \beta_7 BIG_{it} + \beta_8 GROWTH_{it} + \beta_9 INF_{it} + \varepsilon_{it}$$

Afin d'estimer nos paramètres, nous mobilisons l'approche de panel dynamique suggéré par Arellano & Bover (1995) et Blundell & Bond (1998) qui postulent que dans la plupart des cas, les variables retardées en niveau sont de mauvais instruments pour les variables en différences premières. Ils innovent l'équation qui combine les variables retardées en niveau et les variables en différence première. Leur modèle est connu sous le nom de GMM système qui permet de contrôler l'hétérogénéité non observée, la persistance et l'endogénéité des variables

dépendantes. Ainsi, nous avons utilisé le modèle dynamique autorégressif qui inclue des termes retardés de la variable dépendante (PFO). Le modèle de base est:

$$PFO_{it} = \alpha_i + \gamma PFO_{it-1} + \beta' X_{it} + \varepsilon_{it}$$

Avec $i : 1, 2, 3, \dots, 54$; T : période (2014-2021) ; $t-1$: période précédente,

PFO_{it} : La rentabilité des capitaux investis (ROA), la rentabilité financière (ROE) ou la marge nette d'intérêts (NIM) d'une banque commerciale i au temps t ;

γ : Valeur du coefficient de la performance financière retardée ;

PFO_{it-1} : Variable retardée d'une période de la rentabilité des capitaux investis (ROA), la rentabilité financière (ROE) ou la marge nette d'intérêts (NIM) d'une banque commerciale i ;

α_i : Variables individuelles inobservées ou innovations de la banque commerciale i invariant dans le temps ;

β' : Vecteur des coefficients associés aux variables internes et externes;

X_{it} : Matrices des variables internes (Capitalisation, Dépôts bancaires, Taille de la banque, Liquidité bancaire, Crédits bancaires accordés, la taille du conseil d'administration de la banque et la qualité de l'auditeur externe de la banque) et externes (Taux de croissance du PIB et Taux d'inflation) ;

ε_{it} : Le terme d'erreur de la banque commerciale i au temps t .

Après introduction des variables retardées d'une période, les équations précédentes des trois modèles deviennent:

Modèle 1 : $ROA_{it} = \alpha_i + \gamma ROA_{it-1} + \beta_1 CAP_{it} + \beta_2 DEPOSITS_{it} + \beta_3 SIZE_{it} + \beta_4 LIQ_{it} + \beta_5 LOANS_{it} + \beta_6 TAB_{it} + \beta_7 BIG_{it} + \beta_8 GROWTH_{it} + \beta_9 INF_{it} + \varepsilon_{it}$

Modèle 2 : $ROE_{it} = \alpha_i + \gamma ROE_{it-1} + \beta_1 CAP_{it} + \beta_2 DEPOSITS_{it} + \beta_3 SIZE_{it} + \beta_4 LIQ_{it} + \beta_5 LOANS_{it} + \beta_6 TAB_{it} + \beta_7 BIG_{it} + \beta_8 GROWTH_{it} + \beta_9 INF_{it} + \varepsilon_{it}$

Modèle 3 : $NIM_{it} = \alpha_i + \gamma NIM_{it-1} + \beta_1 CAP_{it} + \beta_2 DEPOSITS_{it} + \beta_3 SIZE_{it} + \beta_4 LIQ_{it} + \beta_5 LOANS_{it} + \beta_6 TAB_{it} + \beta_7 BIG_{it} + \beta_8 GROWTH_{it} + \beta_9 INF_{it} + \varepsilon_{it}$

Avec ces trois dernières équations, nous avons dégagé les résultats issus des tests économétriques dans la partie des résultats empiriques sur les déterminants de la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA. Sur base des données constituées, le Logiciel R nous a servi dans le traitement des données. Avant d'évoquer la partie des résultats, nous présentons les tests économétriques exigés en panel dynamique.

III.1.7.2. Tests économétriques des modèles dynamiques

Les tests économétriques sont ceux qui nous permettent d'estimer nos modèles et d'interpréter nos résultats estimés. Notre étude utilise les données de panel ou données longitudinales. Nous présentons les tests des modèles dynamiques qui nous ont permis de valider nos hypothèses. Pour chaque type de test, on présente les tests de spécification, les hypothèses ainsi que la règle de décision. Le test de validité des instruments ou test de suridentification standard de Sargan (1958) et le test d'autocorrélation du second ordre sont tous faits pour des estimations en panel dynamique (Arellano et Bond, 1991).

a. Test de validité des instruments

Le test de Sargan (1958) et Hansen (1982) permet de tester la validité partielle des instruments. Le nombre d'instruments doit être supérieur au nombre de variables explicatives. On ne peut pas faire le test si le nombre d'instruments est égal au nombre de variables explicatives. Z'_{it} la matrice des instruments. On teste :

H_0 : $E(Z'_{it}(Y_{it} - \beta X_{it})) = 0$: Les instruments sont valides.

H_1 : $E(Z'_{it}(Y_{it} - \beta X_{it})) \neq 0$: Les instruments ne sont pas valides.

La statistique suit la loi de chi-deux à $m-p$ degrés de liberté et m le nombre des instruments et p le nombre de paramètres à estimer. L'hypothèse nulle de validité des instruments est acceptée si la probabilité associée à la statistique de Sargan est supérieure à la valeur critique et on rejette l'hypothèse nulle si cette probabilité associée à la statistique de Sargan est inférieure à la valeur critique.

Dans ce mémoire, les résultats des tests de validité des instruments apparaissent dans la partie de présentation et d'interprétation des résultats sur les déterminants de la performance financière des banques commerciales de la CEA. Les tests ont été faits au niveau des estimations des modèles (ROA, ROE et NIM) par la méthode des GMM en système. Ces tests effectués nous révèlent la validité des instruments (tableau 4, 5 et 6) pour les différents modèles (ROA, ROE et NIM).

b. Test d'autocorrélation sérielle des résidus

Le test d'autocorrélation sérielle des résidus a été développé par Arellano et Bond (1991). Il s'agit de tester :

H_0 : $E(\varepsilon_{it}, \varepsilon_{it-2}) = 0$. Absence d'autocorrélation sérielle d'ordre 2.

H_1 : $E(\varepsilon_{it}, \varepsilon_{it-2}) \neq 0$. Présence d'autocorrélation sérielle d'ordre 2.

On fait la comparaison entre la probabilité trouvée et la valeur critique pour tirer une conclusion. On accepte l'hypothèse nulle si la probabilité est supérieure à la valeur critique dans le cas contraire on rejette H_0 et il y a la présence d'autocorrélation sérielle d'ordre. Nous supposons que le modèle est robuste lorsque l'hypothèse nulle de (AR 2) est acceptée, où l'hypothèse nulle est l'absence d'autocorrélation de second ordre des erreurs de l'équation en différence.

Dans ce mémoire, comme pour les tests précédents, les résultats des tests de vérification de l'autocorrélation sérielle des résidus apparaissent dans la partie de présentation et d'interprétation des résultats sur les déterminants de la performance financière des banques commerciales de la CEA. De plus, les tests ont été faits au niveau des estimations des modèles (ROA, ROE et NIM) par la méthode des GMM en système. Il résulte de ces tests qu'il y a absence d'autocorrélation sérielle des résidus d'ordre 2 (tableau 4, 5 et 6) pour les différents modèles (ROA, ROE et NIM).

III.2. Présentation, interprétation et discussion de nos résultats

La première partie de cette section concerne la présentation et l'interprétation des résultats des estimations des modèles dynamiques sur les déterminants de la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA. La deuxième partie est consacrée à la discussion sur les résultats de notre recherche.

III.2.1. Présentation et interprétation de nos résultats

Nous estimons les modèles dynamiques et présentons les résultats des estimations et leurs interprétations grâce à l'utilisation de la méthode GMM en système. Avant de faire ces estimations et tests y relatifs, nous commençons dans la partie suivante à décrire les données de notre travail.

III.2.1.1. Statistiques descriptives de nos variables

Dans ce point, nous présentons la statistique des différentes variables utilisées dans ce travail. Le tableau 2 nous fournit tous les détails.

Tableau 2 : Statistiques descriptives des variables des modèles utilisés

Statistic	N	Mean	St. Dev.	Min	Max
ROA	432	0.014	0.034	-0.178	0.426
ROE	432	0.087	0.123	-0.506	0.433
NIM	432	0.072	0.081	0.006	0.579
CAP	432	0.188	0.173	0.055	2.382
DEPOSITS	432	0.697	0.344	0.001	6.120
SIZE	432	5.448	0.908	3.328	8.780
LIQ	432	2.164	28.549	0.129	4.126
LOANS	432	0.518	0.328	0.018	6.416
TAB	432	10.019	3.529	3	19
BIG	432	0.741	0.439	0	1
GROWTH	432	0.049	0.026	-0.039	0.109
INF	432	0.053	0.039	-0.026	0.357

Source : Auteur sur base des calculs à l'aide du logiciel R

Dans le tableau 2, N représente le nombre d'observations des données de panel, mean représente la moyenne pour chaque variable, St. Dev. est l'écart type pour chaque variable, Min est la valeur minimale pour chaque variable et Max représente la valeur maximale pour chaque variable. Le constat est que certaines banques ont généré une rentabilité des capitaux investis (ROA) et financière (ROE) négatives comme le témoigne leurs valeurs minimales dans le tableau 2 (-0.178 et -0.506). En moyenne, les banques échantillonales ont généré 1,4%, 8,7% et 7,2% respectivement pour la ROA, la ROE et la NIM. Les valeurs maximales pour ces derniers indicateurs de la performance sont respectivement de 42,6%, 43,3% et 57,9% au moment où leurs valeurs minimales sont respectivement -0,178, -0,506 et 0,006. L'autre constat est que dans l'échantillon, certaines banques sont plus exposées au risque de liquidité (LIQ = 4.126).

III.2.1.2. Résultats de la matrice de corrélation des variables

La matrice de corrélation permet d'afficher l'existence ou non d'une multi-colinéarité entre les variables. Un problème de multi-colinéarité peut augmenter la variance des différents coefficients de régression et par conséquent les rendre instables et difficilement interprétables. Les conséquences de la multi-colinéarité peuvent être les suivantes : d'abord, l'interprétation des coefficients associés à chaque variable explicative peut être fautive et non valide et peut présenter un niveau de fiabilité minimale, ensuite, des relations significatives peuvent exister entre les variables dépendantes et les variables explicatives et ce même si le coefficient laisse

paraître une relation non significative et enfin, les coefficients associés aux variables fortement corrélées peuvent, dans certains cas, présenter le mauvais signe.

Nous présumons la présence d'un problème sérieux de multi-colinéarité, si la valeur de corrélation entre variables dépasse la valeur limite de 0,8 (Kennedy, 2003).

Le tableau 3 permet de nous montrer comment les variables issues de notre étude sont corrélées.

Tableau 3 : Matrice de corrélation des variables des modèles utilisés

	ROA	ROE	NIM	CAP	DEPOSITS	SIZE	LIQ	LOANS	TAB	BIG	GROWTH	INF
ROA	1											
ROE	0.665***	1										
NIM	0.624***	0.097*	1									
CAP	0.207***	-0.113*	0.681***	1								
DEPOSITS	0.478***	0.067	0.639***	0.255***	1							
SIZE	0.256***	0.271***	0.190***	-0.057	0.083	1						
LIQ	-0.019	-0.034	-0.027	-0.010	-0.100*	-0.046	1					
LOANS	0.550***	0.030	0.805	0.483***	0.706***	0.031	-0.013	1				
TAB	0.023	0.089	-0.045	-0.169***	-0.048	0.433***	-0.015	-0.073	1			
BIG	-0.042	-0.141**	0.025	-0.011	-0.028	-0.014	0.030	0.167***	0.303***	1		
GROWTH	0.003	-0.010	0.050	0.063	0.050	0.021	0.049	0.069	-0.009	0.069	1	
INF	-0.025	0.006	-0.046	-0.096*	-0.008	0.134**	0.004	-0.050	-0.037	0.073	-0.095*	1

Computed correlation used pearson-method with listwise-deletion.

Signif. Codes : *** "0,01" ; ** "0,05" ; * "0,1"

Source : Auteur sur base des résultats de la régression à l'aide du logiciel R

Les résultats de la matrice de corrélations des variables montrent que les coefficients de corrélations sont faibles pour nos variables retenues des modèles (tableau 3). De ce qui précède, il n'existe pas de problèmes de multi-colinéarité entre les variables de nos modèles.

Dans la suite du travail, nous présentons et interprétons les résultats des estimations des trois modèles qui ont fait objet de notre travail. Il s'agit de présenter et d'interpréter les résultats obtenus par la méthode des GMM en système des modèle ROA, ROE et NIM.

III.2.1.3. Résultats des déterminants de la performance financière mesurée par la ROA

Dans ce point, nous estimons le modèle de la rentabilité économique (ROA) en tenant compte de son retard. La méthode des GMM en système va produire des résultats des tests d'autocorrélation sérielle d'ordre 1 et 2 mais aussi celui de validité des instruments. Le tableau 4 nous fournit le détail des résultats.

Tableau 4 : Présentation de nos résultats du GMM en système pour le modèle ROA

Residuals:					
Min.	1st Qu.	Median	Mean	3rd Qu.	Max.
-0.1086959	-0.0076133	0.0002662	0.0001724	0.0075184	0.1663065
Coefficients:					
	Estimate	Std. Error	z-value	Pr(> z)	
lag(ROA, 1)	4.4248e-01	2.0978e-01	2.1093	0.03492	*
CAP	2.2441e-02	2.1744e-02	1.0320	0.30205	
DEPOSITS	1.6792e-04	2.2392e-03	0.0750	0.94022	
SIZE	1.8963e-02	2.0673e-02	0.9173	0.35900	
LIQ	-1.2299e-05	1.4945e-05	-0.8230	0.41052	
LOANS	8.0751e-02	1.4999e-02	5.3836	7.301e-08	**
TAB	-1.4656e-05	6.4113e-04	-0.0229	0.98176	
BIG	-4.3024e-03	6.3016e-03	-0.6827	0.49477	
GROWTH	9.4929e-02	4.1814e-02	2.2702	0.02319	*
INF	4.0077e-02	4.0037e-02	1.0010	0.31682	

Signif. codes: 0 '***' 0.001 '**' 0.01 '*' 0.05 '.' 0.1 ' ' 1					
Sargan test: chisq(15) = 4.822908 (p-value = 0.43787)					
Number of instruments: 25					
Autocorrelation test (1): normal = -1.629817 (p-value=0.10314)					
Autocorrelation test (2): normal = 0.2540372 (p-value=0.79947)					

Source : Auteur sur base des résultats d'estimation du GMM en système avec le logiciel R

Le test de Sargan et le test de AR (2) sont les critères les plus importants pour la validation des estimations du modèle ROA. Le test de Sargan vérifie l'indépendance entre les instruments et les résidus de l'équation, qui est une condition essentielle pour la validité des instruments. D'après les statistiques de Sargan, toutes les estimations de notre modèle sont acceptées du fait que l'hypothèse nulle de non corrélation n'est pas rejetée (p-value = 0.43787 et supérieure à 5%). De plus, l'indicateur AR (2) teste l'existence d'une corrélation de second ordre des séries des résidus. Selon les résultats de l'estimation, nous constatons qu'il n'y a pas d'autocorrélation de second ordre des erreurs de l'équation du GMM en système, puisque, le test de AR (2) ne permet pas de rejeter l'hypothèse nulle (p-value = 0.79947 et supérieure à 5%).

Les effets des coefficients associés aux capitaux propres des banques (CAP), aux dépôts de la clientèle (DEPOSITS), à la taille bancaire (SIZE), à la liquidité bancaire (LIQ), à la taille du conseil d'administration de la banque (TAB), à la qualité de l'auditeur externe de la banque (BIG) et à l'inflation sont sans impact significatif sur la rentabilité des actifs (ROA).

Cependant, les conclusions divergent pour les coefficients associés à la rentabilité des actifs retardée d'une période [lag(ROA, 1)], aux crédits accordés à la clientèle (LOANS) et à la croissance économique (GROWTH) comparativement aux autres variables. Selon les résultats de l'estimation du modèle de GMM en système, les coefficients qui leur sont associés sont positifs et significatifs avec une marge d'erreur de 5% pour lag(ROA,1) et la croissance du PIB (GROWTH) et de 1% pour les crédits accordés à la clientèle (LOANS).

Donc, ces trois précédentes variables permettent d'augmenter significativement la rentabilité des actifs (ROA) des banques commerciales dans les pays de la CEA.

III.2.1.4. Résultats des déterminants de la performance financière mesurée par la ROE

En retardant la variable expliquée (ROE) d'une période, on obtient les résultats d'estimation du GMM en système affichant des tests d'autocorrélation du second ordre des résidus et de validité des instruments. L'estimation et ces différents tests sont produits dans le tableau 5.

Tableau 5 : Présentation de nos résultats du GMM en système pour le modèle ROE

```

Residuals:
  Min.      1st Qu.      Median      Mean      3rd Qu.      Max.
-0.5957256 -0.0349371  0.0004251 -0.0042442  0.0349364  0.7263130

Coefficients:
lag(ROE, 1)  4.6989e-01  1.9257e-01  2.4400  0.014685  *
CAP         -8.6425e-02  3.0842e-02 -2.8022  0.005075  **
DEPOSITS    1.6238e-02  9.1108e-03  1.7823  0.074702  .
SIZE        1.0992e-02  8.9232e-03  1.2318  0.218025
LIQ         -1.5926e-06  4.8267e-05 -0.0330  0.973677
LOANS       1.3109e-02  1.8859e-02  0.6951  0.486986
TAB         8.0865e-04  1.7893e-03  0.4519  0.651316
BIG         -2.2171e-02  1.0358e-02 -2.1404  0.032323  *
GROWTH      1.9285e-01  2.8791e-01  0.6698  0.502971
INF         1.2326e-01  1.0606e-01  1.1622  0.245150
---
Signif. codes:  0 '***' 0.001 '**' 0.01 '*' 0.05 '.' 0.1 ' ' 1

Sargan test: chisq(15) = 8.303071 (p-value = 0.91106)
Number of instruments: 25
Autocorrelation test (1): normal = -1.998861(p-value=0.045623)
Autocorrelation test (2): normal = 0.4851335(p-value=0.62758)
    
```

Source : Auteur sur base des résultats d'estimation du GMM en système dans le logiciel R

Les résultats de l'estimation du GMM en système pour le modèle de rentabilité financière (ROE) sont robustes comme le montre le tableau précédent du fait que le test de Sargan et celui de AR (2) montrent respectivement la validité des instruments utilisés et l'absence d'autocorrélation de second ordre des résidus. La probabilité associée à la statistique de Chi-deux du test de Sargan (p-value = 0.91106) et celle du test d'autocorrélation d'ordre 2 de séries de résidus (p-value = 0.62758) sont toutes supérieures à 5%. Les mêmes résultats font état des coefficients significatifs de la rentabilité financière (ROE) retardée d'une période [lag(ROE,1) ou encore ROE_{i,t-1}] et de la taille (SIZE des banques commerciales des pays de la CEA.

La rentabilité financière retardée d'une période la capitalisation (CAP), les dépôts bancaires (DEPOSITS) et la qualité de l'auditeur de la banque (BIG) ont des effets significatifs sur la rentabilité des actifs (ROE) des banques commerciales des pays de la CEA. Leurs effets sont positif pour la rentabilité financière retardée d'une période [lag(ROE, 1)] et négatif pour la

qualité de l’auditeur externe de la banque avec une marge d’erreur de 5%. De plus, les effets sont négatif pour la capitalisation avec une marge d’erreur de 1% et positif pour les dépôts (DEPOSITS) avec une marge d’erreur de 10%.

Les coefficients associés à la taille bancaire (SIZE), à la liquidité bancaire (LIQ), aux crédits bancaires (LOANS), à la taille du conseil d’administration de la banque (TAB) et au taux d’inflation (INF) sont statistiquement non significatifs.

III.2.1.5. Résultats des déterminants de la performance financière mesurée par la NIM

En retardant la variable expliquée (NIM) d’une période, on obtient les résultats d’estimation du GMM en système et ceux des tests d’autocorrélation sérielle d’ordre 2 et de validité des instruments. Le tableau 6 fournit les détails de l’estimation et des tests.

Tableau 6 : Présentation de nos résultats du GMM en système pour le modèle NIM

Residuals:						
	Min.	1st Qu.	Median	Mean	3rd Qu.	Max.
	-0.1705477	-0.0123048	0.0004287	0.0011338	0.0122753	0.1485027
Coefficients:						
	Estimate	Std. Error	z-value	Pr(> z)		
lag(NIM, 1)	2.0737e-03	3.2736e-02	0.0633	0.9494905		
CAP	2.1460e-01	6.1669e-02	3.4799	0.0050160	**	
DEPOSITS	3.8189e-02	4.1707e-02	0.9156	0.3598555		
SIZE	1.6378e-02	5.2768e-03	3.1037	0.0019110	**	
LIQ	4.7141e-05	4.3477e-05	1.0843	0.2782421		
LOANS	1.1189e-01	4.5893e-02	2.4381	0.0147634	*	
TAB	2.8475e-04	1.9836e-03	0.1436	0.8858525		
BIG	-5.4100e-03	1.4109e-02	-0.3834	0.7014020		
GROWTH	-2.8477e-01	2.0925e-01	-1.3609	0.1735310		
INF	-1.8208e-02	6.5848e-02	-0.2765	0.7821561		

Signif. codes: 0 ‘***’ 0.001 ‘**’ 0.01 ‘*’ 0.05 ‘.’ 0.1 ‘ ’ 1						
Sargan test: chisq(15) = 28.25076 (p-value = 0.200510)						
Number of instruments: 25						
Autocorrelation test (1): normal = -0.6904779(p-value=0.48989)						
Autocorrelation test (2): normal =0.004427923(p-value=0.99647)						
Source : Auteur sur base des résultats d’estimation du GMM en système dans le logiciel R						

Selon le test de Sargan et celui d’Arellano et Bond (AR2), les résultats présentés dans le tableau précédent sont robustes. Les résultats des deux tests génèrent des probabilités (respectivement p-value = 0.200510 et p-value = 0.99647) supérieures à 5% et dans ce cas, nous acceptons l’hypothèse nulle de validité des instruments selon le test de Sargan et ceci montre que les instruments utilisés sont valides. Nous acceptons aussi l’hypothèse nulle pour le test AR (2) prouvant l’absence d’autocorrélation d’ordre 2 des séries des résidus.

Les résultats des estimations du modèle GMM en système montrent que le ratio des fonds propres (CAP), la taille de la banque (SIZE) et les crédits accordés à la clientèle (LOANS) ont l’impact positif sur la marge nette d’intérêts (NIM) des banques commerciales de la CEA.

Leurs effets sont significatifs avec une marge d'erreur de 1% pour la capitalisation (CAP) et la taille bancaire (SIZE) et avec une marge d'erreur de 5% pour les crédits accordés à la clientèle. La marge nette d'intérêt retardé d'une période lag(NIM, 1) estimée selon la méthode des GMM en système n'a pas d'impact significatif sur la performance financière (NIM) des banques commerciales de la CEA. Les autres variables comme les dépôts (DEPOSITS), la liquidité bancaire (LIQ), la taille du conseil d'administration (TAB), la qualité des auditeurs externes (BIG), le taux de croissance du PIB (GROWTH) et le taux d'inflation (INF) disposent aussi des coefficients sans impact significatif sur la marge nette d'intérêt des banques commerciales des pays de la CEA.

III.2.2. Discussion de nos résultats

Dans cette partie, nous synthétisons d'abord les résultats des coefficients des estimations reçus de notre recherche et nous discutons enfin des résultats de notre recherche.

III.2.2.1. Synthèse des résultats selon les coefficients des estimations obtenus

L'objectif de cette étude de recherche est d'analyser et de spécifier les déterminants de la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA. Nos analyses se sont focalisées sur les déterminants de la rentabilité des capitaux investis (ROA), de la rentabilité financière (ROE) et de la marge nette d'intérêts (NIM). La méthode des GMM en système nous a servi à trouver de bons résultats dans cette étude. Le tableau 7 nous fournit la synthèse des coefficients des différentes variables selon les estimations.

Tableau 7: Synthèse des coefficients des estimations GMM en système

	Variable dépendante:		
	ROA (1)	ROE (2)	NIM (3)
lag(ROA, 1)	0.442** (0.210)		
lag(ROE, 1)		0.470** (0.193)	
lag(NIM, 1)			0.002 (0.033)
CAP	0.022 (0.022)	-0.086*** (0.031)	0.215*** (0.062)
DEPOSITS	0.0002 (0.002)	0.016* (0.009)	0.038 (0.042)
SIZE	0.019 (0.021)	0.011 (0.009)	0.016*** (0.005)
LIQ	-0.00001 (0.00001)	-0.00000 (0.00005)	0.00005 (0.00004)
LOANS	0.081*** (0.015)	0.013 (0.019)	0.112** (0.046)
TAB	-0.00001 (0.001)	0.001 (0.002)	0.0003 (0.002)
BIG	-0.004 (0.006)	-0.022** (0.010)	-0.005 (0.014)
GROWTH	0.095** (0.042)	0.193 (0.288)	-0.285 (0.209)
INF	0.040 (0.040)	0.123 (0.106)	-0.018 (0.066)

Les valeurs entre parenthèses représentent les écart-types des erreurs (Std. Error)

Note: Respectivement significatif à *** "0,01" ; ** "0,05" ; * "0,1"

Source : Auteur sur base des résultats des estimations précédentes avec le logiciel R.

Pour aborder le problème de l'endogénéité et du biais des variables omises, nous avons suivi et appliqué GMM en système d'Arellano & Bover (1995) et Blundell & Bond (1998) qui utilise les valeurs retardées de la variable dépendante. Cette approche fournit des estimateurs plus pertinents que dans l'analyse de régressions linéaires classiques. Le calcul des estimateurs a été fait par une commande `pgmm` disponible dans le package `plm` de R.

En général, les statistiques liées aux tests d'Hansen sont statistiquement significatifs, ceux liés aux restrictions de sur-identification et les tests d'autocorrélation de second ordre d'Arellano-Bond sont aussi statistiquement significatives. Ainsi, après avoir contrôlé le problème d'endogénéité, les déterminants de la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA ont été trouvés selon la méthode de GMM en système et c'est elle qui nous a permis de conclure puisqu'elle se fait en niveau et en différence.

De ce qui précède, les principaux déterminants tels que la rentabilité des actifs retardée d'une période [$\text{lag}(\text{ROA},1)$], les crédits à la clientèle (LOANS) et le taux de croissance du PIB sont significatifs pour le cas de la ROA. Pour la rentabilité financière ROE, les principaux déterminants tels que la rentabilité financière de l'année antérieure ($\text{ROE}_{i,t-1}$), le ratio des fonds propres (CAP), les dépôts bancaire (DEPOSITS) et la qualité de l'auditeur de la banque (BIG) sont significatifs. De la même manière, la capitalisation bancaire (CAP), la taille de la banque (SIZE) et les crédits à la clientèle (LOANS) sont significatifs comme principaux déterminants de la NIM.

III.2.2.2. Discussion de nos résultats selon les indicateurs de performance financière

Concernant la rentabilité financière passée ($\text{ROE}_{i,t-1}$) et la rentabilité des actifs passée ($\text{ROA}_{i,t-1}$) qui améliore la performance financière (ROE et ROA) des banques commerciales des pays de la CEA, nos résultats sont cohérents avec ceux de Dietrich & Wanzenried (2011), Guidara et al. (2013), Liang et al. (2013) et Köster & Pelster (2017). Même si notre échantillon est hétérogène, la relation entre la rentabilité financière et des actifs passées avec celles actuelles signifie que le niveau passé de ROE et ROA influence son niveau actuel positivement c'est-à-dire dans le même sens. Des conditions économiques favorables ou défavorables (chocs) affectent la ROA et la ROE des banques commerciales des pays de l'EAC. A ce niveau, avec le niveau de la rentabilité passée, ces banques peuvent être obligées à constituer des reports à nouveau (positifs ou négatifs) affectant le niveau actuel de la performance financière (ROA et ROE).

Nous analysons et discutons dans la suite des résultats de notre recherche sur les déterminants de la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA.

Premièrement, la capitalisation bancaire a un effet non significatif pour déterminer la rentabilité des actifs (ROA). Elle est négative (coefficient de -0,086) et significative avec une marge d'erreur de 5% pour la rentabilité financière (ROE) au cas où elle est positive (coefficient de 0,215) et significative à un niveau d'erreur acceptable de 1% du côté de la marge nette d'intérêts (NIM).

Les effets différents et significatifs pour les indicateurs de la performance financière (ROE et NIM) des banques commerciales des pays de la CEA sont dus pour le côté négatif au ratio des fonds propres dépassant les normes réglementaires. Un ratio de capitalisation élevé suppose que la part des dettes est relativement limitée au niveau de la structure du capital de la banque. Cela va priver la banque de bénéficier de l'exonération fiscale des charges financières et de l'effet de levier ce qui va réduire la rentabilité financière de la banque. Nos résultats vont de pair avec ceux de Santos (2000) et Calem & Rob (1999) qui soulignent que la réglementation bancaire à travers la hausse des exigences des fonds propres affecte négativement le développement de la banque et l'expansion du crédit et par après la diminution de la rentabilité financière des banques. Donc, comme on vient de le constater, une augmentation du ratio des fonds propres des banques commerciales de la CEA induit la diminution de la rentabilité financière (ROE).

Pour le côté positif (cas de la NIM), il est lié à l'avantage de la forte capitalisation notamment lorsqu'on est en présence des projets risqués. En effet, un niveau de capitalisation élevé empêche les banques de recourir aux financements externes alourdissent leurs charges et par conséquent diminuent leurs rentabilités. Le secteur bancaire de la CEA souffre d'une crise de liquidité (exemple : en RDC nous avons 15 banques sur un pays qui vaut 81 fois le Burundi) et depuis, les financements externes sont devenus de plus en plus cher au moment où les banques commerciales de la CEA enregistrent beaucoup de prêts non performants qui réduisent la liquidité. A ce niveau, les banques fortement capitalisées sont considérées comme les plus solides et peuvent mieux faire face aux différents chocs économiques et peuvent accéder à des financements moins coûteux et à de meilleures conditions. A ce niveau, nos résultats sont conformes à ceux de Bourke (1989) ; Kareken et Wallace (1978); Saadaoui (2010), Kohlscheen et al. (2018), Kawshala et al. (2017) et Menicucci et al. (2016). Ces résultats infirment notre première hypothèse pour la NIM et la ROA et la confirment pour la ROE.

Deuxièmement, le coefficient associé à la taille de la banque est positif (coefficient de 0,016) et significatif avec une marge d'erreur de 1% pour la marge nette d'intérêts (NIM). Il est non significatif pour les autres indicateurs de la performance financière (ROA et ROE). Nos résultats sont semblables à ceux de Short (1979) et Kasman (2010). La taille importante permet à la banque de réduire ses coûts, de réaliser les économies d'échelle et de lever le capital à moindre coût (Short, 1979). Elle peut aussi l'inciter à une stratégie de croissance agressive au détriment des marges de profits (Kasman, 2010). Donc, une taille importante des banques commerciales des pays de la CEA leur permet de réaliser des économies d'échelles, ce qui donne lieu à une réduction de ses coûts et par conséquent contribue à l'amélioration de la marge

nette d'intérêts (NIM). Ces résultats confirment notre deuxième pour la NIM et l'infirmement pour la ROA et la ROE.

Troisièmement, la variable de liquidité bancaire dispose des coefficients non significatifs respectivement pour la rentabilité des actifs (ROA), la rentabilité financière (ROE) et la marge nette d'intérêts (NIM). De cela, Les résultats précédents infirment notre troisième hypothèse.

Quatrièmement, les coefficients des dépôts de la clientèle sont non significatifs pour la rentabilité économique (ROA) et la marge nette d'intérêts (NIM). Le coefficient associé à cette même variable est positif (0,0162) et significatif à une marge d'erreur de 10% pour la rentabilité financière (ROE). Cet effet est expliqué par le fait que les dépôts représentent une source de fonds moins coûteuse pour les banques commerciales par rapport au refinancement sur le marché. Au niveau du secteur bancaire des pays de l'EAC, le refinancement représente une des charges lourdes pour les banques provoquant la crise de liquidité. De surcroît, l'augmentation des dépôts permet aux banques d'exercer leur rôle principal d'intermédiation et ainsi octroyer davantage de crédits et générer plus de revenus. De ce qui précède, les banques commerciales des pays de la CEA doivent fournir des efforts supplémentaires en ce qui concerne leurs politiques de collecte des dépôts. Ces résultats permettent de confirmer notre quatrième hypothèse pour la ROE et de l'infirmement pour la ROA et NIM.

Cinquièmement, les coefficients des crédits accordés à la clientèle sont positifs (0,081 et 0,112 respectivement pour la ROA et la NIM) et statistiquement significatifs avec une marge d'erreur de 1% pour la rentabilité des actifs investis (ROA) et un niveau d'erreur de 5% pour la marge nette d'intérêts (NIM). Ce même coefficient non significatif pour la rentabilité financière (ROE).

La variation des crédits accordés par les banques commerciales des pays de la CEA provoque une variation de la rentabilité des actifs et de la marge nette d'intérêts dans le même sens. Ainsi, l'augmentation de ces crédits fait augmenter la rentabilité économique et la marge nette d'intérêts des banques commerciales des pays de la CEA. L'activité principale de la banque est l'octroi de crédit à travers l'intermédiation et l'augmentation des crédits engendre une augmentation des bénéfices de la banque. D'ailleurs, les intérêts perçus sur les prêts accordés par la banque représentent une part importante de son produit net bancaire. De ce fait, une augmentation des crédits signifie l'augmentation des intérêts perçus par les banques commerciales des pays de la CEA. Ces résultats vont dans le même sens que ceux des travaux de Ben Naceur (2003) qui démontrent que la maîtrise de la politique de crédit permet à la banque d'améliorer sa performance financière. Ses résultats sont contraires à notre cinquième hypothèse.

Sixièmement, les effets associés à la variable taille du conseil d'administration de la banque sont statistiquement non significatifs pour la rentabilité des actifs (ROA), la rentabilité financière (ROE) et la marge nette d'intérêts (NIM).

Les coefficients associés à la variable qualité de l'auditeur externe de la banque (BIG) sont statistiquement non significatifs pour la rentabilité des actifs (ROA) et la marge nette d'intérêts (NIM). Toutefois, ce coefficient est négatif (-0,022) et statistiquement significatif avec une marge d'erreur de 5% pour la rentabilité financière (ROE) des pays de la CEA. Beaucoup de banques commerciales des pays de la CEA ne se fient pas aux BIG 4 ce qui justifie la relation négative de la fiabilité de l'information que leurs états financiers fournissent.

Ces résultats sont conformes à ceux de Piot (2003), Veronina et al, 2005 et Pittman & Fortin, 2004. La non appartenance de l'auditeur externe au BIG 4 suppose la réduction de la qualité de la divulgation de l'information comptable des entreprises, l'augmentation de l'asymétrie d'information entre les investisseurs informés et non informés et donc une réduction de la performance financière sur le marché des actions. Ces résultats viennent en contradiction avec notre sixième hypothèse.

Septièmement, les coefficients du taux de la croissance du PIB ou la croissance économique sont non significatif pour le cas de la rentabilité financière (ROE) et la marge nette d'intérêts (NIM). Ce coefficient est positif (0,095) et significatif avec une marge d'erreur de 5% pour la rentabilité des actifs des banques commerciales des pays de la CEA.

Ces résultats sont les mêmes que ceux de Goddard et al. (2004), Arpa et al. (2001), Bikker et Hu (2002) et Schwaiger et Liebig (2008). Il est aisé de supposer que la croissance de l'activité économique, mesurée par le PIB, a un impact positif sur les performances des banques commerciales de la CEA. Une période de forte croissance entraîne une hausse des investissements et de la consommation, d'où une hausse du crédit entraînant la hausse de la performance financière (ROA) de ces banques. Ces résultats infirment notre huitième hypothèse.

Huitièmement et enfin, les coefficients associés au taux de l'inflation pour la rentabilité des actifs (ROA), la rentabilité financière (ROE) et la marge nette d'intérêts (NIM) sont non significatifs sur la variation de la performance financière des banques commerciales de pays de la CEA. Ces résultats infirment notre septième hypothèse.

Conclusion du troisième chapitre

Au cours de ce chapitre, nous avons analysé nos données en utilisant le modèle de panel dynamique. Cette méthode nous a permis de trouver les déterminants de la performance financière des banques commerciales des différents pays de la CEA. Ces déterminants ont été trouvés sur base de la significativité des effets des variables utilisées sur les trois indicateurs de la performance financière de ce travail (ROA, ROE et NIM).

Avec les résultats des différentes estimations, à l'aide de la méthode des GMM en système, nous avons confirmé et infirmé, dans ce chapitre, nos hypothèses de la manière suivante :

- ✓ L'hypothèse 1 qui dit que la capitalisation a un effet négatif sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA a été confirmée pour la ROE et infirmée pour la ROA et la NIM.
- ✓ L'hypothèse 2 qui stipule que la taille bancaire a un effet positif sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA a été confirmée pour la NIM et infirmée pour la ROA et la ROE.
- ✓ L'hypothèse 3 disant que la liquidité a un impact positif sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA a été infirmée.
- ✓ L'hypothèse 4 stipulant que les dépôts bancaires ont un effet positif sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA a été confirmée pour la ROE et infirmée pour la ROA et la NIM.
- ✓ L'hypothèse 5 qui stipule que les crédits bancaires affectent négativement la performance financière des banques commerciales de pays de la CEA a été infirmée.
- ✓ L'hypothèse 6 qui dit que la gouvernance (taille du conseil d'administration de la banque et la qualité de l'auditeur externe) influence positivement la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA a été infirmée.
- ✓ L'hypothèse 7 disant que le taux de croissance du PIB a un impact négatif sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA a été infirmée.
- ✓ L'hypothèse 8 qui stipule que le taux d'inflation a un impact positif sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA a été infirmée.

CONCLUSION GENERALE

Cette recherche avait pour objectif d'identifier les déterminants de la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA. Dans ce cadre, nous avons utilisé la méthode des données de panel pour trouver les résultats de notre recherche. Notre échantillon portait sur 54 banques commerciales de 6 sur 7 pays constituant cette communauté pour la période de 2014-2021.

Pour aborder le problème de l'endogénéité et du biais des variables omises, nous avons suivi et appliqué le système GMM en système d'Arellano & Bover (1995) et Blundell & Bond (1998) qui utilise les valeurs retardées de la variable dépendante. Le calcul de l'estimateur en panel dynamique a été fait par une commande `pgmm` disponible dans le package `plm` de R.

Après avoir contrôlé l'endogénéité et le biais des variables omises, les principaux déterminants tels que la rentabilité des actifs retardée d'une période [$\text{lag}(\text{ROA},1)$], les crédits à la clientèle (LOANS) et le taux de croissance du PIB (GROWTH) ont des effets positifs et significatifs pour le cas de la rentabilité des actifs (ROA). Pour la rentabilité financière (ROE), les principaux déterminants tels que la rentabilité financière de l'année antérieure ($\text{ROE}_{i,t-1}$) et les dépôts bancaire (DEPOSITS) ont des effets positifs et significatifs au moment où le ratio des fonds propres (CAP) et la qualité de l'auditeur externe de la banque (BIG) ont des effets négatifs et significatifs. De la même manière, la capitalisation bancaire (CAP), la taille de la banque (SIZE) et les crédits à la clientèle (LOANS) ont des effets positifs et significatifs sur la marge nette d'intérêts (NIM).

Ainsi, ces résultats sur les déterminants de la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA nous ont permis de conclure ainsi :

- ✓ L'hypothèse 1 qui dit que la capitalisation a un effet négatif sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA a été confirmée pour la ROE et infirmée pour la ROA et la NIM.
- ✓ L'hypothèse 2 qui stipule que la taille bancaire a un effet positif sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA a été confirmée pour la NIM et infirmée pour la ROA et la ROE.
- ✓ L'hypothèse 3 disant que la liquidité a un impact positif sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA a été infirmée.
- ✓ L'hypothèse 4 stipulant que les dépôts bancaires ont un effet positif sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA a été confirmée pour la ROE et infirmée pour la ROA et la NIM.

- ✓ L'hypothèse 5 qui stipule que les crédits bancaires affectent négativement la performance financière des banques commerciales de pays de la CEA a été infirmée.
- ✓ L'hypothèse 6 qui dit que la gouvernance (taille du conseil d'administration de la banque et la qualité de l'auditeur externe) influence positivement la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA a été infirmée.
- ✓ L'hypothèse 7 disant que le taux de croissance du PIB a un impact négatif sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA a été infirmée.
- ✓ L'hypothèse 8 qui stipule que le taux d'inflation a un impact positif sur la performance financière des banques commerciales des pays de la CEA a été infirmée.

Suggestions aux banques commerciales des pays de la CEA :

Les résultats de notre travail de recherche nous ont permis de suggérer dans le cadre de pérenniser la maximisation de la performance financière des banques commerciales dans les différents pays composant la CEA. Ainsi, nous suggérons à ces différentes banques commerciales des pays de la CEA :

1. d'investir leurs actifs de manière significative en augmentant leurs fonds propres dans les pays où la NIM est plus élevée. A ce niveau, cette augmentation de fonds propres va faire croître la rentabilité provenant de ses intérêts (NIM).
2. de bien surveiller et bien gérer les dépôts et les crédits pour qu'ils soient productifs du fait que, dans cette communauté, les banques disposent de beaucoup des prêts non performants qui impactent négativement la marge nette d'intérêts (NIM) et la rentabilité des actifs (ROA) et la rentabilité financière (ROE).
3. d'augmenter leurs actifs en mettant l'accent sur leurs capitaux investis ou leurs actifs d'exploitation, ce qui va par la suite augmenter leur taille. Donc, la taille importante des banques commerciales des pays de la CEA leur permettra de réaliser des économies d'échelles, ce qui donne lieu à une réduction de ses coûts et par conséquent contribue à l'amélioration de leur marge nette d'intérêts (NIM).
4. de faire certifier leurs états financiers par des auditeurs externes de renommé international appartenant dans les BIG 4 pour fiabiliser la qualité de l'information fournie.

Limites de notre recherche

Comme tout travail de recherche, notre étude n'est pas exempte de limites qui peuvent représenter des perspectives futures de recherche. Pour ces limites, il convient de noter que notre étude ne couvre que 54 banques commerciales de 6 pays sur 7 constituant la CEA. Ceci est dû au manque des données pour certaines banques des pays de la CEA et de tous les pays composants la communauté. Un autre aspect, est la prise en compte d'une période courte de notre étude.

Enfin, nous n'avons pas pu intégrer toutes les variables internes et externes dans notre modèle. Dans notre travail de recherche, nous n'avons pas tenu compte des ratios liés à des normes prudentielles exigé par les accords de Bâle (ratio de Cooke pour Bâle I, Ratio de solvabilité dit ratio Mc Donough pour Bâle II, ou encore le test de résistance du secteur bancaire appelé stress test pour Bâle III). Ceci suite au manque des données sur les caractéristiques des actifs des banques commerciales des pays de l'EAC.

Dans les recherches futures, il serait intéressant d'étendre les travaux sur plusieurs banques commerciales des pays de la CEA et de tenir compte de tous les pays de la CEA. Les études ultérieures peuvent tenir compte aussi de l'aspect temporel plus grand dans leurs recherches. Pour les travaux futurs, nous pouvons également suggérer d'intégrer d'autres variables pour expliquer la performance financière des banques commerciales, tels que les ratios précédemment évoqués sur les accords de Bâle, le choix du pays (ou effets pays), la part de marché, le degré de diversification des revenus, la concentration du secteur bancaire, les engagements hors bilan, la structure de propriété, l'expérience des dirigeants, l'adaptation ou pas à des normes IAS/IFRS.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. Ouvrages généraux, articles et rapports

1. Abobakr, M.G. (2018). "Bank specific, industry concentration, and macroeconomic determinants of Egyptian banks' profitability", *International Journal of Accounting and Financial Reporting*, 8(1), 380-397.
2. Adam, M. (2014). "Evaluating the financial performance of banks using financial ratios a case study of Erbil Bank for Investment and Finance", *European Journal of Accounting, Auditing and Finance Research*, 2 (6), 162-177.
3. Afanasieff, T., Lhacer, P. & Nakane, M. (2002). "The determinants of bank interest spreads in Brazil", *Working Paper*. Banco Central di Brazil, 3-19
4. Anderson, T. & Hsiao, C. (1981). "Estimation of Dynamics Models with Error Components", *Journal of the American Statistical Association*, 76, 598-606.
5. Arellano, M. & Bond, S. (1991). "Some Tests of Specification for Panel Data: Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations", *Review of Economic Studies*, 58(2), 277-297.
6. Arellano, M. & Bover, O. (1995). "Another Look at the Instrumental Variable Estimation of Error-Components Models", *Journal of Econometrics*, 68(1), 29-51.
7. Arpa, M., Giuliani, I., Ittner, A. & Pauer, F. (2001). "The influence of macroeconomic developments on Austrian banks: Implications for banking supervision", *BIS Papers* 1, 91-116.
8. Assienin, K.A. (2020). « Les facteurs explicatifs de la performance des banques ivoiriennes : une analyse des données de panel », *Revue de Finance & Finance Internationale*, Université Félix Houphouët Boigny de Cocody, Côte d'Ivoire, 19,1-20.
9. Athanasoglou, P., Brissimis, S., & Delis, M.D. (2008). "Bank-specific, Industry-specific and macroeconomic determinants of bank profitability", *Journal of International Financial Markets, institutions and Money*, 18(2), 121-136.
10. Baltagi, B. (2001). *Econometric Analysis of Panel Data*, 3rd ed, Wiley and Sons ltd, Chichester/New York.
11. Baltagi, B. (2013). *Econometric Analysis of Panel Data*, 5th ed., Wiley and Sons ltd, Chichester/New York.
12. Bank of Tanzania (BT), Annual reports 2014-2021.
13. Bank of Uganda (BOU), Annual reports, 2014-2021.
14. Bank of Uganda (BOU), Annual supervision report, december 2021.

15. Bank of Uganda (BOU), National financial inclusion strategy 2017-2022.
16. Banque de la République du Burundi (BRB), Indicateurs de conjoncture, décembre 2021.
17. Banque de la République du Burundi (BRB), Rapports annuels, 2014-2020.
18. Banque National du Rwanda (BNR), Annual reports, 2014-2021.
19. Banque National du Rwanda (BNR), Monetary policy and financial stability statement, march 2022.
20. Barros, C., Ferreira, C. & Williams, J. (2007). "Analyzing the determinants of performance of best and worst European banks: A mixed logit approach", *Journal of Banking & Finance* 31, 2-25.
21. Bashir, A. (1999). "Risk and Profitability Measures in Islamic Banks: The Case of Two Sudanese Banks", *Islamic Economic Studies*, 6(2), 1-24.
22. Bel, H.S.M. et Ben, O. (2020). *Les déterminants de la performance bancaire : Cas des banques Tunisiennes*, Mémoire de Master, IFID, Tunis.
23. Beltratti, A. & Stulz, R. (2009). "Why Did Some Banks Perform Better During the Credit Crisis? A Cross-Country Study of the Impact of Governance and Regulation", *ECGI's Finance Working Paper*, 254, 1-38.
24. Ben, N.S. & Goaid, M. (2001). "The determinants of the Tunisian deposit banks performance", *Applied Financial Economics*, 11, 317-319.
25. Ben, N.S. & Kandil, M. (2010). "The impact of capital requirements on banks' cost of intermediation and performance: The case of Egypt", *Journal of Economics and Business*, 61(1), 70-89.
26. Ben, N.S. (2003). "The determinants of the Tunisian banking industry profitability: panel evidence", *Paper presented at the Economic Research Forum, (ERF) 10th Annual Conference, Marrakech*, 16-18.
27. Berger, A. & Hannan T. (1989). "The Price-Concentration Relationship in Banking" *The Review of Economics and Statistics*, 71(2), 291-299.
28. Berger, A. & Humphrey, D. (1997). "Efficiency of financial institutions: international survey and directions for future research. Board of Governors of the Federal Reserve System (U.S.)", *Finance and Economics Discussion Series* 11, 1-53.
29. Berger, A. (1995). "The profit-structure relationship in banking: tests of market-power and efficient-structure hypotheses", *Journal of Money, Credit and Banking*, 27 (2), 404-431.
30. Bernanke, B.S. & Gertler, M. (1989). "Agency costs, net worth, and business fluctuations", *The American Economic Review* 79, 14-31.

31. Bikker, J.A. & Hu, H. (2002). "Cyclical patterns in profits, provisioning and lending of banks and procyclicality of the new Base capital requirements", *Banca Nazionale Del Lavoro Quarterly Review*, 55(221), 143-175.
32. Blundell, R. & Bond, S. (1998). « Initial Conditions and Moment Restrictions in Dynamic Panel Data Models », *Journal of Econometrics*, 87, 115-143.
33. Blundell, R., Bond, S. & Windmeijer, F. (2000). « Estimation in Dynamic Panel Data Models: Improving on the Performance of the Standard GMM Estimator ». *In IFS working papers of Institute for Fiscal Studies*, 12, 4-37.
34. Bolt, W., Haan, L., Hoeberichts, M., Oordt, M.R.C. & Swank, J. (2012). "Bank profitability during recessions", *Journal of Banking and Finance*, 36(9), 2552-2564.
35. Bouke, P. (1989). "Concentration and other determinants of Bank profitability in Europe", *Journal of Banking and Finance*, 13(1), 65-80.
36. Brahim, M. et Saïdi (2009). *Rentabilité des banques et ses déterminants : cas du Maroc*, édition Université Cadi Ayyad, Marrakech, Maroc.
37. Bumwe, E. (2018). *Le Burundi dans l'intégration régionale : Le cas de l'East African Community (EAC)*. Faculté de philosophie, arts et lettres, Université catholique de Louvain, Prom. : Rihoux, Benoît.
38. Central Bank of Kanya (CBK), Annual Report 2014-2021.
39. Claessens, S., Demirguc-Kunt, A. & Huizinga, H. (2000). "The Role of Foreign Banks in Domestic Banking Systems". *The Internationalization of Financial Services: Issues and Lessons for Developing Countries*. London: Kluwer Law International.
40. Claeys, S. & Vander, V.R. (2008). "Determinants of bank interest margins in Central and Eastern Europe: a comparison with the west". *Economic Systems*, 32 (2), 197-216.
41. De Jonghe, O. (2010). Back to the basics in banking? A microanalysis of banking system stability. *Journal of Financial Intermediation*, 19, 387-417.
42. Demirgüç-Kunt, A. & Huizinga, H. (1999). "Determinants of commercial bank Interest margins and profitability: some international evidence". *World Bank Economic Review*, 13 (2), 379-408.
43. Demirgüç-Kunt, A., Laeven, L. & Levine, R. (2004). "Regulations, market structure, institutions, and the cost of financial intermediation". *Journal of Money, Credit, and Banking* 36, 593-622.
44. Dietrich, A., & Wanzenried, G. (2011). "Determinants of banks profitability before and during the crisis: Evidence from Switzerland". *Journal of International Financial Markets, Institutions and Money*, 21(3), 307-327.

45. Eichengreen, B. & Gibson, H. D. (2001). "Greek banking at the dawn of the new millennium". *CERP Discussion Paper*, London, 2791, 35-69.
46. El-Ansary, O., A., & Megahed, M., I. (2016). "Determinants of Egyptian Banks Profitability before and after Financial Crisis ", *Corporate Ownership and control*, 14(1), 360-372.
47. Faïda, C. et Nizigiyimana, R. (2022). « Analyse de l'incidence des mécanismes de gouvernance bancaire sur la performance des banques commerciales au Burundi », *Cahier Curdes* 19, 203-260.
48. Gahama, J. (2015). « La Communauté d'Afrique de l'Est : une jeune organisation régionale promise à un bel avenir ? », *La communauté de l'Afrique de l'Est.indd*, 65-77.
49. Gahungu, D. & Muhamari, D. (2012). Analyse des déterminants de la performance financière des banques commerciales du Burundi : une approche économétrique basée sur les données de panel, *Cahiers du CURDES*, 13, 77-117.
50. Garcia, M., & Guerreiro, J. (2016). "Internal and external determinants of banks profitability: The Portuguese case". *Journal of Economic Studies*, 43 (1), 90-107.
51. García-herrero, A., Gavilá, S., & Santabárbara, D. (2009). "What explains the low profitability of Chinese banks? ", *Journal of Banking and Finance*, 33(11), 2–25.
52. Garsuault, P. et Priami, S. (2012). *La banque : Fonctionnement et stratégies*, 2^{ème} édition, Economica, Paris.
53. Gaver, J. & Gaver, K. (1998). "The relation between nonrecurring accounting transactions and CEO cash compensation". *The Accounting Review* 73 (2), 235–253.
54. Goddard, J., Molyneux, P. & Wilson, J.O.S. (2004). "The profitability of European banks : across-sectional and dynamic panel analysis" *The Manchester School*, 72, 363–381.
55. Greuning, H.V. et Bratanovic S. B. (2004). *Analyse et Gestion du Risque Bancaire : Un cadre de référence pour l'évaluation de la gouvernance d'entreprise et du risque financier*, 1^{er} Édition, Editions ESKA, Paris.
56. Hsiao, C. (2003). *Analysis of Panel Data*. Cambridge University Press, Cambridge.
57. Hsiao, C. (2014). *Analysis of Panel Data*. 3rd éd., Cambridge University Press, Cambridge.
58. Ifeacho, C. & Ngalawa, H. (2014). "Performance of the South African Banking Sector since 1994". *The Journal of Applied Business Research*, 30(4), 1-23.
59. Kabwigiri, C. et Hakizindavyi, P.C. (2015). « Influence de la structure du capital sur la performance financière des banques commerciales du Burundi », *Cahier de Curdes* 14, 145-189
60. Kamande, E. G. (2017). "The effect of bank specific factors on financial performance of commercial banks in Kenya", *International Journal of Sciences: Basic and Applied Research*, 5, 165-180.

61. Kasman, A. (2010). "Consolidation and Commercial bank net interest margins: evidence from the old and new European Union members and candidate countries", *Economic Modeling*, 27, 648–655.
62. Kawshala, H. & Panditharathna, K. (2017). "The Factors Effecting on Bank Profitability". *International Journal of Scientific and Research Publications*, 7(2), 212-216.
63. Khrawish, H.A. (2011). "Determinants of commercial banks performance: evidence from Jordan", *International Research Journal of Finance and Economics*, 81, 148-159.
64. La Porta, R., López-de-Silanes, F., Shleifer, A. & Vishny, R. (1997). « Legal determinants of external finance », *Journal of Finance*, 52, 1131–1150.
65. Lembow, B.I. (2019). « Analyse économétrique de déterminants de la rentabilité des banques commerciales en République démocratique du Congo », *Education et Développement*, 23, 2-31.
66. Levine, R. 1996. « Foreign Banks, Financial Development, and Economic Growth. », *Journal of Economic Literature*, 35(2), 688-726.
67. Liu, H. & Wilson, J.O.S. (2010). "The profitability of banks in Japan". *Applied Financial Economics*, 20(24), 1851–1866.
68. Loi n 1/17 du 22 Août 2017 régissant les activités bancaires au Burundi
69. Löning, H., Malleret, V., Méric, J., Pesqueux, Y., Chiapello, E., Michel D. & Solé A. (2003). *Le contrôle de gestion : organisation et mise en oeuvre*, Dunod, 2^{ème} édition, Paris.
70. Maniratunga, M.T. (2021). *Les déterminants de la performance financière des banques commerciales : une étude empirique sur quelques banques burundaises pour une période de 2012 à 2017*, ULBu, Mémoire de Master, Bujumbura.
71. Mathis J. (1992). *Monnaie et banques en Afrique francophone*, EDICEF, Paris.
72. Menicucci, E. & Paolucci, G. (2016). "Factors affecting bank profitability in Europe: an empirical investigation", *African Journal of Business Management* 10 (17), 410–420.
73. Micco, A. Panizza, U. & Yanez, M. (2007). "Bank ownership and performance. Does politics matter?" *Journal of Banking and Finance* 31 (1), 219–241.
74. Miller, S.M. & Noulas, A.G. (1997). "Portfolio mix and large-bank profitability in the USA" *Applied Economics* (29), 505–512.
75. Molyneux, P. & Thornton, J. (1992). "Determinants of European Bank Profitability". *Journal of Banking and Finance* 16 (6), 1173–1178.
76. Ngandop, C.D. (2021). *Les déterminants de la performance des Banques Islamiques : une analyse comparée et longitudinale incluant les mécanismes de gouvernance*, Thèse, Université Bourgogne Franche-Comte, Besançon.
77. Nouy, D. (1992). "la rentabilité des banques française", *Revue d'économie financière*.

78. Nuhiu, A., Hoti, A. & Bektashi, M. (2017). "Determinants of commercial banks profitability through analysis of financial performance indicators: evidence from Kosovo", *Verklas: Teorija ir praktika / Business: Theory and Practice* 18, 160–170.
79. Ongore, V. O. (2013). Determinants of Financial Performance of Commercial Banks in Kenya, *International Journal of Economics and Financial Issues*, 3(1), 237-252.
80. Ozgur, O. & Gorus, M.S. (2016). "Determinants of deposit bank profitability: evidence from Turkey", *Journal of Applied Economics and Business Research* 6 (3), 218–231.
81. Pasiouras, F. & Kosmidou, K. (2007). "Factors influencing the profitability of domestic and foreign commercial banks in the European Union, *Research in International Business and Finance* 21 (2), 222–237.
82. Pathan, S. & Faff, R. (2013). "Does board structure in banks really affect their performance?" *Journal of Banking & Finance*, 37(5), 1573-1589.
83. Perry, P. (1992). "Do banks gain or lose from inflation?" *Journal of Retail Banking* 14, 25-40.
84. Pirotte, A. (2011). *Econométrie des données de panel*. Economica, Paris.
85. Salwa, B. (2017). « Les déterminants idiosyncratiques de la performance bancaire au Maroc : une analyse sur données de panel », *European Scientific Journal*, 13, 57-77.
86. Sanderson, A. & Le Roux, P. (2016). "Determinants of Banking Sector Profitability in Zimbabwe". *International Journal of Economics and Financial Issues*, 6(3), 845-854.
87. Schwaiger, M.S. & Liebig, D. (2008). Determinants of bank interest margins in Central and Eastern Europe. *Financial Stability Report* 14, 68–87.
88. Sevestre, P. (2002). *Econométrie des données de panel*. Dunod, Paris.
89. Short, B.K. (1979). The relation between commercial bank profit rates and banking concentration in Canada, Western Europe and Japan. *Journal of Banking and Finance* 3, 209-219.
90. Sites web banques commerciales échantillonales, états financiers exercices 2014-2021.
91. Sites web banques commerciales échantillonales, rapports annuels exercices 2014-2021.
92. Smirlock, M. (1985). Evidence on the (no) relationship between concentration and profitability in banking. *Journal of Money, Credit, and Banking* 17, 69–83.
93. Stiroh, K. (2006). "New Evidence on the Determinants of Bank Risk". *Journal of Financial Services Re-search*, 30(3), 237–263.
94. Venkatraman, N. & Ramanujam, V. (1986). "Measurement of Business Performance in Strategy Research A Comparison of Approaches", *Journal of Management*, 13, 109-122.

95. Wen, W. (2010). "Ownership Structure and Banking Performance: New Evidence in China". *International Journal Academic Research in Accounting, Finance and Management Sciences*, 7(4), 134-145.
96. Wooldridge, J.M. (2010). *Econometric analysis of cross section and panel data*, MIT Press, Cambridge.
97. Yao, J.M. (2005). *Approche Econométrique des Déterminants de la Rentabilité des Banques Européennes*. Mémoire de DEA en Finance, Université Panthéon ASSAS Paris 2.

II. Webographie

1. <http://www.stanbicbank.co.ke>, consulté le 11/07/2022.
2. <https://crdbbank.co.tz/>, consulté le 16/06/2022.
3. <https://dfcugroup.com/>, consulté le 11/07/2022.
4. <https://icbank.co.tz/>, consulté le 16/06/2022.
5. <https://mkombozibank.co.tz/>, consulté le 17/06/2022.
6. <https://mwalimubank.co.tz/>, consulté le 17/06/2022.
7. <https://rw.ncbagroup.com/>, consulté le 15/06/2022.
8. <https://ug.equitybankgroup.com/>, consulté le 11/07/2022.
9. <https://www.abccapitalbank.co>, consulté le 11/07/2022.
10. <https://www.absa.co.ug/>, consulté le 11/07/2022.
11. <https://www.acbbank.co.tz/>, consulté le 23/06/2022.
12. <https://www.bankofbaroda.co.tz>, consulté le 16/06/2022.
13. <https://www.bankofbaroda.ug/>, consulté le 11/07/2022.
14. <https://www.boakenya.com/>, consulté le 11/07/2022.
15. <https://www.boiuganda.co>, consulté le 11/07/2022.
16. <https://www.citigroup.com/citi/about/countries-and-jurisdictions/kenya.html>, consulté le 11/07/2022.
17. <https://www.cogebanque.co.rw>, consulté le 14/06/2022.
18. <https://www.dtbb.co.bj>, consulté le 14/06/2022.
19. <https://www.gtbank.co.rw/>, consulté le 15/06/2022.
20. <https://www.housingfinance.co.ug>, consulté le 11/07/2022.
21. <https://www.imbankgroup.com/tz/>, consulté le 20/06/2022.
22. <https://www.letshego.com/tanzania>, consulté le 17/06/2022.
23. <https://www.nbc.co.tz/en/about-us/>, consulté le 20/06/2022.
24. <https://www.pbzbank.co.tz/>, consulté le 20/06/2022.
25. <https://www.sc.com/tz/>, consulté le 20/06/2022.

26. <https://www.sofibanque.com>, consulté le 11/07/2022.
27. <https://www.ubagroup.com/>, consulté le 17/06/2022.
28. <https://www.ubatanzania.co.tz/>, consulté le 17/06/2022.
29. <https://www.ubauganda.com/>, consulté le 11/07/2022.
30. www.absabank.co.ke/personnel, consulté le 11/07/2022.
31. www.advansbanktanzania.com, consulté le 17/06/2022.
32. www.co-opbank.co.ke, consulté le 11/07/2022.
33. www.imbank.co.tz, consulté le 17/06/2022.
34. www.rawbank.com, consulté le 11/07/2022.
35. www.abcthebank.com, consulté le 11/07/2022.
36. www.azaniabank.co.tz, consulté le 16/06/2022.
37. www.bancobu.com, consulté mardi, le 14/06/2022.
38. www.bcb.bi, consulté le 14/06/2022.
39. www.bgf.bi, consulté le 14/06/2022.
40. www.centenarybank.co.ug, consulté le 11/07/2022.
41. www.consolidated-bank.com, consulté le 11/07/2022.
42. www.devbank.com, le 11/07/2022.
43. www.equitybankgroup.com, consulté le 11/07/2022.
44. www.familybank.co.ke, consulté le 11/07/2022.
45. www.financetrust.co.ug, consulté le 11/07/2022.
46. www.firstcommunitybank.co.ke, consulté le 11/07/2022.
47. www.gtbank.com, consulté le 11/07/2022.
48. www.guardian-bank.com, consulté le 11/07/2022.
49. www.imbankgroup.com/rw, consulté le 15/06/2022.
50. www.interbankbdi.bi, consulté mardi le 14/06/2022.
51. www.standardchartered.com, consulté le 11/07/2022.
52. www.tmb.cd, consulté le 11/07/2022.
53. www.victoriabank.co.ke, consulté le 11/07/2022.
54. <https://www.eac.int/>, consulté le 31/03/2023.

ANNEXES

Annexe 1 : Estimation par GMM en système du modèle 1 sur base du logiciel R

```

Twoways effects Two-steps model System GMM
Call:
pgmm(formula = ROA ~ lag(ROA, 1) + CAP + DEPOSITS + SIZE + LIQ +
      LOANS + GROWTH + INF | lag(ROA, 2:99), data = Pdata_Memoire_Eric,
      effect = "twoways", model = "twosteps", collapse = TRUE,
      transformation = "ld")

Balanced Panel: n = 54, T = 8, N = 432

Number of Observations Used: 702
Residuals:
      Min.      1st Qu.      Median      Mean      3rd Qu.      Max.
-0.1086959 -0.0076133  0.0002662  0.0001724  0.0075184  0.1663065

Coefficients:
      Estimate Std. Error z-value Pr(>|z|)
lag(ROA, 1)  4.4248e-01  2.0978e-01  2.1093  0.03492 *
CAP          2.2441e-02  2.1744e-02  1.0320  0.30205
DEPOSITS     1.6792e-04  2.2392e-03  0.0750  0.94022
SIZE         1.8963e-02  2.0673e-02  0.9173  0.35900
LIQ          -1.2299e-05  1.4945e-05 -0.8230  0.41052
LOANS        8.0751e-02  1.4999e-02  5.3836  7.301e-08 **
TAB          -1.4656e-05  6.4113e-04 -0.0229  0.98176
BIG          -4.3024e-03  6.3016e-03 -0.6827  0.49477
GROWTH       9.4929e-02  4.1814e-02  2.2702  0.02319 *
INF          4.0077e-02  4.0037e-02  1.0010  0.31682
---
Signif. codes:  0 '***' 0.001 '**' 0.01 '*' 0.05 '.' 0.1 ' ' 1

Sargan test: chisq(15) = 4.822908 (p-value = 0.43787)
Autocorrelation test (1): normal = -1.629817 (p-value = 0.10314)
Autocorrelation test (2): normal = 0.2540372 (p-value = 0.79947)
Wald test for coefficients: chisq(10) = 1097.298 (p-value = < 2.22e-16)
Wald test for time dummies: chisq(6) = 3.612257 (p-value = 0.72898)
    
```

Source : Auteur sur base des données des banques commerciales de notre échantillon avec le logiciel R.

Annexe 2 : Estimation par GMM en système du modèle 2 sur base du logiciel R

```

Twoways effects Two-steps model System GMM

Call:
pgmm(formula = ROE ~ lag(ROE, 1) + CAP + DEPOSITS + SIZE + LIQ +
      LOANS + GROWTH + INF + TAB + BIG | lag(ROE, 2:99), data = Pdata_Memoire_
      Eric,
      effect = "twoways", model = "twosteps", collapse = TRUE,
      transformation = "ld")

Balanced Panel: n = 54, T = 8, N = 432

Number of Observations Used: 702
Residuals:
      Min.      1st Qu.      Median      Mean      3rd Qu.      Max.
-0.5957256 -0.0349371  0.0004251 -0.0042442  0.0349364  0.7263130

Coefficients:
      Estimate Std. Error z-value Pr(>|z|)
lag(ROE, 1)  4.6989e-01  1.9257e-01  2.4400 0.014685 *
CAP          -8.6425e-02  3.0842e-02 -2.8022 0.005075 **
DEPOSITS     1.6238e-02  9.1108e-03  1.7823 0.074702 .
SIZE         1.0992e-02  8.9232e-03  1.2318 0.218025
LIQ          -1.5926e-06  4.8267e-05 -0.0330 0.973677
LOANS        1.3109e-02  1.8859e-02  0.6951 0.486986
TAB           8.0865e-04  1.7893e-03  0.4519 0.651316
BIG          -2.2171e-02  1.0358e-02 -2.1404 0.032323 *
GROWTH       1.9285e-01  2.8791e-01  0.6698 0.502971
INF          1.2326e-01  1.0606e-01  1.1622 0.245150
---
Signif. codes:  0 '***' 0.001 '**' 0.01 '*' 0.05 '.' 0.1 ' ' 1

Sargan test: chisq(15) = 8.303071 (p-value = 0.91106)
Autocorrelation test (1): normal = -1.998861 (p-value = 0.045623)
Autocorrelation test (2): normal = 0.4851335 (p-value = 0.62758)
Wald test for coefficients: chisq(10) = 281.8698 (p-value = < 2.22e-16)
Wald test for time dummies: chisq(6) = 7.050857 (p-value = 0.31617)
    
```

Source : Auteur sur base des données des banques commerciales de notre échantillon avec le logiciel R.

Annexe 3 : Estimations par GMM en système du modèle 3 sur base du logiciel R

```

Twoways effects Two-steps model System GMM

Call:
pgmm(formula = NIM ~ lag(NIM, 1) + CAP + DEPOSITS + SIZE + LIQ +
      LOANS + GROWTH + INF + TAB + BIG | lag(NIM, 2:99), data = Pdata_Memoire_
      Eric,
      effect = "twoways", model = "twosteps", collapse = TRUE,
      transformation = "ld")

Balanced Panel: n = 54, T = 8, N = 432

Number of Observations Used: 702
Residuals:
      Min.      1st Qu.      Median      Mean      3rd Qu.      Max.
-0.1705477 -0.0123048  0.0004287  0.0011338  0.0122753  0.1485027

Coefficients:
      Estimate Std. Error z-value Pr(>|z|)
lag(NIM, 1)  2.0737e-03  3.2736e-02  0.0633  0.9494905
CAP          2.1460e-01  6.1669e-02  3.4799  0.0050160 **
DEPOSITS     3.8189e-02  4.1707e-02  0.9156  0.3598555
SIZE         1.6378e-02  5.2768e-03  3.1037  0.0019110 **
LIQ          4.7141e-05  4.3477e-05  1.0843  0.2782421
LOANS        1.1189e-01  4.5893e-02  2.4381  0.0147634 *
TAB          2.8475e-04  1.9836e-03  0.1436  0.8858525
BIG          -5.4100e-03  1.4109e-02 -0.3834  0.7014020
GROWTH       -2.8477e-01  2.0925e-01 -1.3609  0.1735310
INF          -1.8208e-02  6.5848e-02 -0.2765  0.7821561
---
Signif. codes:  0 '***' 0.001 '**' 0.01 '*' 0.05 '.' 0.1 ' ' 1

Sargan test: chisq(15) = 28.25076 (p-value = 0.200510)
Autocorrelation test (1): normal = -0.6904779 (p-value = 0.48989)
Autocorrelation test (2): normal = 0.004427923 (p-value = 0.99647)
Wald test for coefficients: chisq(10) = 413.6484 (p-value = < 2.22e-16)
Wald test for time dummies: chisq(6) = 8.42977 (p-value = 0.20828)
    
```

Source : Auteur sur base des données des banques commerciales de notre échantillon avec le logiciel R.